

# La crise, nous rendra-t-elle plus faibles ou plus forts ?

AREZKI DERGUINI



## ■ Collapsologie pandémique : atmosphère de fin du monde

ABDELHAK BENELHADJ

## ■ Crise économique et sanitaire: où ira-t-on chercher l'argent pour en financer les retombées ?

CHERIF ALI

## ■ Tebboune face au syndrome de Pinocchio: la science ne doit pas mentir

OMAR CHAALAL

## ■ Réflexion sur les aspects de développement au sein du secteur de l'énergie (Volet hydrocarbures)

HENNI MEKKI

## ■ Guerre des prix du pétrole : pourquoi tous les acteurs sont perdants

REGHIS RABAH

## ■ Livres : il était une fois... dans l'Est !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH



## Le virus

EL YAZID DIB



## Le Hirak entre la couronne et le virus

KEBBI RABAH

## Le Hirak au temps du coronavirus

AKRAM BELKAÏD

P. 5 à 14

Publicité

## تنويه

في ظل الأوضاع الراهنة والمتعلقة بوباء COVID-19، ينوه مجمع برحال بأن مادة السكر بكل أحجامها الكبيرة والمتوسطة والصغيرة متوفرة على كل التراب الوطني وبدون تغيير في الأسعار.

وبهذا أيضا يؤكد المجمع وفرة المادة الأولية بكميات كبيرة وأن كل من معمل طافراوي بوهران ومعمل مستغانم يداولان نشاطهما بكل طاقتهما الإنتاجية.

رئيس مجلس الإدارة



أواست أمبور برحال قروب  
Ouest Import Berrahal Group



## Coronavirus «Il faut s'attendre à la multiplication des cas»

Z. Mehdaoui

Le président du Conseil national de l'ordre des médecins, Mohamed Bekkat Berkani, a affirmé, hier, qu'il fallait s'attendre à la multiplication des contaminations en Algérie les prochains jours. Bekkat Berkani a mis l'accent sur la «nécessité de provoquer un mouvement de prévention général» pour faire face au coronavirus, en l'absence actuellement de traitement et de vaccin. «C'est le moment de provoquer un mouvement de prévention général. Les Algériens doivent comprendre que c'est sérieux», a-t-il soutenu sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale, en appelant les citoyens à prendre conscience de la menace, recommandant aux autorités d'améliorer la communication sur cette pandémie mondiale.

Il faut, a-t-il ajouté, «absolument communiquer, dire la vérité et adopter les mesures d'hygiène individuelles qui sont nécessaires». Il a indiqué

qu'il n'y avait pas de traitement encore ou de vaccin et il faut que les citoyens comprennent que «nous devons absolument mettre l'accent de façon quotidienne sur ces dispositions (prévention) avant d'arriver aux solutions extrêmes». Interrogé sur l'éventuel recours au confinement, il a répondu «j'espère que nous n'arriverons pas au confinement, mais cette étape est parfaitement envisageable». «L'Algérie, à l'instar de tous les pays émergents, est très fragile, il nous faut trouver des solutions adaptées à notre pays», indique-t-

il. M. Bekkat Berkani a préconisé de faire appel également au sentiment national pour faire face à ce virus, en recourant à des explications et à la communication. Il a mis l'accent également sur le rôle des associations, qui sont représentatives, pour sensibiliser les citoyens et relayer certaines décisions notamment celles relatives à l'interdiction des regroupements pour être efficaces sur le terrain. L'invité de la Chaîne 3 a enfin appelé à préserver surtout le personnel médical qui est le «dernier rempart», a-t-il soutenu.

## «Participer activement à l'effort de mobilisation»

M. Mehdi

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE), affirme dans un communiqué, rendu public hier, qu'il «s'engage à participer activement à l'effort de mobilisation et de sensibilisation» pour lutter contre l'extension du coronavirus, en Algérie. «Le Forum des chefs d'entreprises salue les décisions prises par les pouvoirs publics pour faire face à la situation» et «se félicite de la célérité, avec laquelle elles ont été prises», indique le communiqué.

Par ailleurs, le FCE «affirme sa solidarité pleine et entière avec la Communauté nationale et les pouvoirs publics», et «s'engage à participer, activement, à l'effort de mobilisation et de sensibilisation, notamment pour vulgariser et faire respecter les recommandations des institutions sanitaires dans tous les lieux et sites où il peut exercer son influence». L'organisation patronale «se tient prête à concrétiser sa solidarité, dans la mesure de ses moyens, de toutes les façons que les pouvoirs publics jugeront opportunes». Et tient à «rassurer l'opinion publi-

## Covid-19 12 nouveaux cas, dont un décès

Douze (12) nouveaux cas du coronavirus (Covid-19), dont un décès, ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 72 et les décès à six (6), a indiqué hier le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans un communiqué. «Le ministère de la Santé a notifié ce jour, mercredi 18 mars 2020, douze (12) nouveaux cas confirmés du virus corona (Covid-19), dont un (1) nouveau décès, un homme âgé de 62 ans dans la wilaya de Blida, pour atteindre un total de soixante-douze (72) cas confirmés

dont six (6) décès», a précisé le communiqué. Pour les nouveaux cas, le ministère a fait savoir qu'il s'agit de «quatre (4) cas dans la wilaya d'Alger, quatre (4) cas dans la wilaya de Blida, un (1) cas dans la wilaya de Bejaia, un (1) cas dans la wilaya de Skikda, un (1) cas dans la wilaya de Tizi-Ouzou et un (1) cas dans la wilaya de Médéa».

Le ministère de la Santé a souligné que «l'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes contacts» et que le dispositif de veille et d'alerte mis en place

«demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau», rappelant le «strict respect» des mesures préventives décidées: «se laver les mains à l'eau et au savon liquide, ou par friction avec solution hydro-alcoolique, et en cas de toux ou d'éternuement, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou un mouchoir en papier à usage unique, s'en débarrasser immédiatement après l'utilisation et se laver les mains». Pour plus d'informations le ministère invite les citoyens à consulter son site web: [www.santé.gov.dz](http://www.santé.gov.dz).

## FCE

Publicité

## DJEZZY RECRUTE



### CONSTRUISONS ENSEMBLE LE MONDE DIGITAL

Le monde change et Djizzy aussi ! Nous sommes entrés dans le monde numérique qui est en train de transformer notre entreprise. Dans ce cadre, Djizzy a entrepris un vaste programme de transformation pour consacrer son leadership digital en accueillant des nouvelles compétences et en créant de nouveaux métiers exigés par la nouvelle ère de notre industrie. C'est ainsi que Djizzy lance un plan de recrutement massif qui concerne plusieurs centaines d'emplois dans des secteurs innovants et porteurs.

En tant qu'employeur de choix, Djizzy œuvre pour l'épanouissement professionnel de ses collaborateurs actuels et futurs en leur offrant le meilleur cadre de travail, un système de formation adapté et des perspectives de carrière stimulantes.

Postulez sur [www.djizzy.dz/change](http://www.djizzy.dz/change)

Profil recherché

Data Scientist  
Digital Manager  
Webmaster specialist  
Responsable bien-être au travail  
Chargé d'audit interne

Big Data Administrator  
Business Intelligence  
Geomarketing Professional  
Finance & Business Plan  
Datawarehouse Architect

DJEZZY  
جاري

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

### Les oubliés au temps du coronavirus

Il ne faut pas attendre le Ramadan pour étaler la solidarité envers les nécessiteux. Par ces moments difficiles, dus à la pandémie de coronavirus, les gestes de bienfaisance et de générosité manquent affreusement dans cette folle course qui s'est emparée des citoyens, caractérisée par des rafles en bonne et due forme opérées dans les surfaces commerciales et les officines pharmaceutiques, touchant particulièrement les produits parapharmaceutiques non remboursables et inaccessibles pour les assurés sociaux à faibles revenus, et bien plus hors de portée pour les démunis sans couverture sociale. Qui a pensé à cette catégorie en cette période exceptionnelle de grave crise locale et planétaire ? Les pauvres sont oubliés au temps du coronavirus. Préoccupés par la menace du coronavirus, en état de psychose, les gens sont confinés dans un état d'esprit très égocentrique, avant un confinement physique probable. Les pauvres n'ont pas les moyens de faire face au coronavirus et ils sont, ainsi, les plus exposés à la maladie, devenant le vecteur le plus fort de sa propagation, selon la logique épidémiologique, aux autres, les mieux nantis, ceux qui croient qu'ils ont tout fait pour s'en parer en s'approvisionnant en masques et en gel désinfectant. Au lieu de la flambée des prix, n'aurait-on pas été mieux avisés de distribuer gratuitement ces masques et ces gels hydro-alcooliques aux démunis ? Pas seulement par esprit de générosité, qui en manque terriblement dans nos contrées en ce temps de coronavirus, mais également pour prémunir toute la société contre

une expansion de la maladie. La lutte contre le coronavirus a son point faible, en l'occurrence les catégories sociales fai-

bles, sur le plan matériel. Ce nouveau virus (Covid-19), qui semble être bien imprégné du comportement des humains, frappe fort, très fort, les valeurs et l'échelle sociales. Et c'est dans la panique et la psychose sociale qu'on arrive à oublier les faibles, en se concentrant uniquement sur les gestes physiques qu'il ne faut plus faire pour éviter de contracter la maladie, plus de mains serrées, plus de bisous, plus de contact à moins d'un mètre, étouffant tout sentiment de générosité humaine. Et l'Etat dans tout cet esprit ? Il n'est pas loin de ce sentiment d'indifférence général.

Hors des transferts sociaux traditionnels, très importants, certes, les pouvoirs publics, pris dans le tourbillon des mesures engagées dans la lutte contre le coronavirus, absorbés par la gestion d'un contexte socioéconomique très difficile, n'arrivent pas à se rappeler qu'il y a cette catégorie sociale qui recommande particulièrement, également, toute leur attention en ces moments confus. Idem pour les fidèles, plus préoccupés par la fermeture des mosquées que de la détresse des sans ressources. En parallèle aux actions de sensibilisation tous azimuts contre le coronavirus, on serait mieux inspiré d'appeler au civisme, à la multiplication des actes de bienfaisance, à l'altruisme, à former une société homogène. C'est ce que nous devons apprendre de ce nouveau virus, lui, qui a appris nos habitudes pour mieux nous terrasser.

## Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Rédaction Algéroise  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS



## Fruits et légumes La spéculation fait flamber les prix

**Malgré les mises en garde du président de la République Abdelmadjid Tebboune, dans son discours prononcé, avant-hier, contre toute hausse des prix des fruits et légumes et les produits alimentaires, le marché était au rouge, hier, avec une flambée inexpliquée de la mercuriale.**



Mokhtaria Bensaâd

Pourtant le chef de l'Etat a été clair dans son discours, «lutte et dénonciation des spéculateurs qui exploitent, sans scrupule, l'état de panique générale pour stocker les produits de base dans le but de susciter une pénurie et augmenter les prix». Un message qui n'a pas trouvé d'écho auprès de certains commerçants qui ont augmenté les prix sans se soucier des répercussions d'un tel acte. Profitant de la détresse de la population suite à la propagation de la pandémie du coronavirus, et des rumeurs faisant état de pénuries imminentes, n'ont pas hésité à augmenter les prix de plus de 50%. La pomme de terre qui était entre 40 et 50 DA, a vu son prix monter en flèche atteignant, hier entre 70 et 100 DA. La tomate est passée de 50 DA à 130 et 150 DA. Pour les autres légumes, les marchands semblent avoir convenu d'un prix unique de 100 DA, à l'exception des haricots verts vendus entre 240 et 300 DA et les poivrons 200 et 300 DA.

Une situation qui a fait réagir, hier, le président de l'Association pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Zebdi Mustapha, à travers les réseaux sociaux, pour sensibiliser les consommateurs sur certaines pratiques observées, ces derniers jours, et qui peuvent nuire à la société, appelant au civisme et à la sagesse des citoyens pour dépasser cette phase difficile que traverse le monde entier. Dans son intervention, le président de l'APOCE a mis en garde contre la hausse vertigineuse des prix, mais aussi la ruée sur les supérettes et marchés pour stocker les produits alimentaires et créer ainsi une situation de pé-

nurie, d'alerte et de panique.

«Nous sommes les seuls responsables d'une telle situation puisque avec un comportement pareil, nous avons donné l'occasion aux spéculateurs de s'enrichir sur nos dos et faire la loi dans le marché». M. Zebdi s'est étonné que le prix de la pomme de terre flambe à 100 DA et celui de la semoule à 2.000 DA le sac de 50 kg. «C'est honteux et c'est un déshonneur», dira le président de l'APOCE, «d'en arriver à cette situation, dans une crise sanitaire de cette gravité». Il a tenu à rassurer sur la disponibilité des produits alimentaires et des fruits et légumes. «Tout est disponible, blé, pâtes, sucre, huile et autres aliments. C'est ce que nous a confirmé le ministre du Commerce lors d'une rencontre, ajoutant que l'exportation de certains produits alimentaires a été interdite en raison de cette pandémie». Sur un ton de désolation, M. Zebdi a lancé : «est-il logique que nous puissions consommer en une journée ce que nous avons l'habitude de consommer en un mois ? A un rythme pareil, comment allons-nous approvisionner le marché ? Et que peuvent faire les services de contrôle pour lutter contre ces pratiques ?» Il a appelé, d'autre part, à dénoncer toute pratique de spéculation observée dans les marchés et aussi toute hausse des prix pour les produits dont les prix sont administrés.

Pour sa part, le ministère du Commerce a tenu à rassurer dans un poste publié sur sa page Facebook qu'une «lutte sans répit sera menée, à partir d'aujourd'hui (hier ndlr), contre les commerçants spéculateurs et a appelé tous les services de contrôle et institutions de Commerce à se mobiliser dans cette opération qui vise à assainir le marché de cette catégorie de commerçants.

## Conseil de l'ordre des pharmaciens Appel au respect des procédures commerciales

Houari Barti

Respecter les procédures commerciales en matière de prix», notamment des gels hydroalcooliques, des masques et autres gants, est le mot d'ordre adressé, hier, aux pharmaciens officiant à travers le territoire national par le Conseil national de leur ordre (CNOP).

Il faut dire que la commercialisation de ce type de produits a connu ces dernières semaines, conséquemment à l'apparition de cas d'infection au coronavirus en Algérie, une flambée de prix totalement injustifiée. Certains produits, à l'exemple des gels hydroalcooliques, ont vu leur prix carrément doubler, voire tripler, au grand désespoir des citoyens, dont une bonne partie s'est rabattue sur les flacons d'alcool chirurgical aux prix encore plus ou moins cléments, comme produit de substitution pour se désinfecter correctement les mains.

Une réalité dénoncée, également, hier, par le président de l'Association algérienne pour la protection et l'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, qui a, en outre, fait état de la ven-

te par certains commerçants sans scrupules de «gel pour cheveux, auquel ils ajoutent quelques gouttes d'alcool, le présentant comme du gel hydroalcoolique».

D'où la pertinence du rappel à l'ordre lancé hier par le CNOP à l'adresse des pharmaciens. Un appel qui, il faut le souligner, contraste avec celui lancé lundi dernier par le SNAPO qui a, de son côté, estimé que les «pharmaciens ne sont guère responsables des ruptures ou du manque de disponibilité de ces produits, et surtout pas de l'augmentation de leurs prix».

Dans son communiqué diffusé hier, le CNOP appelle, par ailleurs, les pharmaciens à «veiller à la qualité des produits proposés et à s'assurer de la fiabilité de leur provenance». Les pharmaciens sont, en outre, invités à «prioriser» les personnes exposées au risque de contamination, de rester «disponibles et particulièrement vigilants» pour mener à bien la campagne de sensibilisation ainsi que l'application des recommandations mises en place par les autorités sanitaires afin de contenir le risque de propagation du coronavirus.

En outre, l'Ordre national des pharmaciens recommande à ces

derniers de «ne pas oublier de se protéger en prenant toutes les mesures qui s'imposent», tout en leur signifiant que «dans ce contexte particulier, il est du devoir de chacun d'eux de prêter son concours et de faire preuve de responsabilité et d'abnégation au service de la protection de la santé publique». La même source exprime, enfin, son «inquiétude et sa préoccupation» face au risque de propagation et d'évolution de l'épidémie actuelle et se dit «sensible aux inquiétudes exprimées par les citoyens».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué dans son discours prononcé, avant-hier, à l'adresse de la nation ce volet relatif aux pratiques spéculatives visant à profiter de cette conjoncture délicate pour réaliser le maximum de profits. «La lutte et la dénonciation des spéculateurs qui exploitent, sans scrupule, l'état de panique générale pour stocker les produits de base dans le but de susciter une pénurie et augmenter les prix» figure donc parmi les 12 décisions prises par le président de la République à l'issue de sa réunion tenue avec le Premier ministre et un nombre de ministres et de hauts responsables de l'Etat.

**Raïna Raïkoun**

El-Houari Dilmi

**A rebours d'une roue qui tourne pour ne jamais se rouiller, sous nos latitudes «trop particulières», les girouettes, toutes les girouettes, ne s'arrêtent jamais de tourner, même lorsqu'elles s'encroûtent ! Ceci pour dire et (re) dire que le faux miracle continue encore et toujours à s'accomplir sous les yeux exorbités de ce pays, au dos trop voûté à (sup) porter son âge, au point que même ses propres «occupants» sont trop pressés de voir le temps enfin prendre fin...**

**Sous les cieux «coronavirés» de ce pays, en rien ressemblant à un autre, même un homme enfoui cent lieues sous terre est capable de vous tirer une bastos dans le dos pour retourner benoîtement à son caveau et poursuivre son sommeil de l'(in) juste... C'est l'histoire à décrypter à l'envers de Larbi qui voulut se payer le luxe exquis d'un grand saut dans le vide sidéral, sans prendre la précaution vitale d'accrocher ses savates trop usées à un élastique en boyaux de baudet. Se rappelant que le compte à rebours a déjà commencé pour lui depuis longtemps déjà, Larbi tente de rattraper le train en marche sans jamais consentir à payer un traître ticket. Arrivé à la station dite du «cimetière de tous les destins», il tombe nez à nez avec une faune en voie de prolifération et joue des coudes pour se placer, se persuade-t-il, à l'intérieur du «bon cercle». Pour Larbi, l'urgence vitale est de faire un «bon placement» et ne pas se laisser larguer loin, à l'extérieur du «bon**

**L'heure est-elle arrivée ?**

**cercle». Parce que, paraît-il, se rappelle encore Larbi, pour être à l'abri des coups tordus du sort et des gifles cinglantes de la vie, il faut avoir appris à marcher sur la neige sans jamais laisser de traces, ne pas commettre le sacrilège de mettre des bâtons dans les girouettes à la mécanique trop bien huilée, ne jamais blasphémer son chef-cannibale, veiller à ne jamais faire semblant de roter sur les autres quand l'écho de la bedaine résonne trop dans le vide. Fouillant dans sa mémoire en charpie, Larbi se souvint encore de ces bons conseils de son trisaïeul, semi-combattant des causes perdues, pour lui apprendre à devenir, lui aussi, un homme «décorporé», amorphe, incolore, inodore et même invisible à l'œil nu, sauf par le chas d'un porte-monnaie géant. Trop soucieux de réussir le grand plongeon dans le marigot des caïmans, Larbi sera retrouvé les pieds et les poings liés avec du fil barbelé, le corps lesté au fond du marigot avec la momie d'un alligator édenté.**

**Le corps déposé par dix mètres sous le marigot, sa citrouille, décapitée et éviscérée de toutes les mauvaises pensées, sera retrouvée pendue à un mât si haut que personne ne put jamais l'atteindre pour récupérer ce «gros machin» dépassant de sa bouche, si grande ouverte qu'on ne put jamais la fermer. A jamais. Aussi vrai qu'il faille, peut-être, respecter les plus âgés que soi, le problème, c'est que plus le pays avance dans le temps, moins il y a des gens à respecter !!**

## Suspension du traitement des demandes de visa pour la France Les précisions de TLS contact

R. N.

TLS contact Algérie - France» a informé hier, via sa page Facebook, de nouvelles mesures prises «suite à la crise sanitaire qui a entraîné la suspension du traitement des demandes de visa pour la France». Ainsi, concernant les demandes de visa «introduites avant le 17 mars 2020 et en cours de traitement dans les consulats», les concernés recevront un email et un SMS dès que le passeport «sera disponible au niveau du centre

TLS». «Pour les passeports déjà disponibles dans les centres TLS contact, un SMS de rappel vous a été renvoyé ce matin (mercredi 18 mars 2020, ndlr). «Vous devrez récupérer vos passeports avant jeudi 19 mars 16h», ajoute la publication. Aussi, TLS contact informe «les demandeurs dont le rendez-vous a déjà été prépayé» qu'ils devront «conserver la preuve de votre prépaiement». «Nous vous contacterons pour convenir d'un nouveau rendez-vous dès que les mesures de restriction seront levées». La publi-

cation précise aussi que «la procédure de prépaiement au niveau des bureaux de poste a également été suspendue jusqu'à nouvel ordre».

La veille (mardi 17 mars), TLS contact avait annoncé qu'«en raison de la crise sanitaire du coronavirus, le traitement des demandes de visa de court et de long séjour est suspendu jusqu'à nouvel ordre. Cette décision s'applique à toutes les catégories de visa et à tous types de passeports. Les rendez-vous pris auprès du prestataire de service pour le dépôt des demandes sont annulés».



## Mesures contre la propagation du coronavirus Retour sur un véritable plan de guerre

Ghania Oukazi

Abdelmadjid Tebboune était mardi soir dans son véritable rôle d'autorité suprême du pays. Il s'est adressé à la Nation avec le ton et le verbe qu'il faut pour une conjoncture qui ressemble à plus d'un titre à un état de guerre. Il a rappelé que l'Algérie ne vit pas en autarcie mais subit bien les conséquences de tous les fléaux qui s'abattent sur le monde. «L'Algérie traverse, aujourd'hui, une autre épreuve véhiculée par le nouveau «coronavirus» qui se propage dans plusieurs pays du monde», a noté dans ce sens le président de la République. Et parce que «la santé étant pour l'homme le plus précieux des bienfaits, et la santé du citoyen, son bien-être et sa dignité, les plus importants à préserver pour l'Etat», il a rappelé que «depuis l'annonce de l'apparition de ce virus en Asie, l'Etat a pris des mesures urgentes et préventives à même de pouvoir faire face, de manière efficace, à cette épidémie si elle venait à se propager dans notre pays». Il a noté à cet effet que «(...)», une telle situation nous a amenés à décréter un semblant d'état d'urgence au niveau de tous les établissements et unités hospitalières pour éviter que le virus ne se propage, à l'instar de ce qui a été fait dans des pays européens disposant d'une plus grande expérience». Le chef de l'Etat n'a ainsi pas pris de gants pour affirmer sans complexe à la Nation que l'Algérie n'a rien inventé mais a appliqué à la lettre les mesures déjà prises par le monde moderne et développé. La précision valait la peine face à des populations qui doutent de tout et pensent surtout qu'elles sont immunisées contre les maux contemporains. Tebboune sait que les mesures qui avaient été prises jusque-là par le gouvernement sont contournées par des attitudes et comportement de citoyens qui refusent d'admettre que le virus est une véritable menace contre leur vie, celles de leurs proches et celles de l'ensemble des Algériens. «Nous avons suivi la propagation de cette pandémie, depuis son apparition à des milliers de kilomètres loin de nos frontières, en focalisant sur la prévention qui, de l'avis de tous les spécialistes algériens et experts internationaux, demeure l'unique antidote à même d'endiguer la propagation de cette pandémie,

**Considéré comme un véritable plan de guerre contre le coronavirus, le discours du chef de l'Etat à la Nation est venu recadrer hésitations, craintes et psychose par la prise de décisions courageuses, une assurance nécessaire et une fermeté impérative à la construction réelle d'un Etat de droit où le civisme doit être une règle primordiale.**

une entreprise dans laquelle le citoyen joue un rôle pivot», a-t-il souligné.

### TEBBOUNE VEUT PLUS DE FERMETÉ ET DE RIGUEUR

Il indique ainsi à tout le monde que seule la prévention est pour l'heure ce palliatif unique contre un virus sournois et rampant. En faisant savoir à la nation que «j'ai présidé, il y a quelques heures, une réunion sur les répercussions de la propagation de cette pandémie, en présence du Premier ministre, de nombre de ministres et de hauts responsables concernés directement par la question», le chef de l'Etat a certainement voulu montrer qu'il faille plus de fermeté et de rigueur pour que l'ensemble du pays se mobilise pour faire de la prévention une seconde nature. Il affirme bien cet état d'esprit par sa décision, à l'issue de sa réunion du mardi, de mettre immédiatement en œuvre 12 mesures, les unes plus importantes que les autres.

- 1- Fermeture de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins avec éventualité d'autoriser des déplacements de personnes dans des cas exceptionnels, de commun accord avec les gouvernements des pays concernés.
- 2- Suspension immédiate de tous les vols de et vers l'Algérie, à l'exception des avions cargos ne transportant aucun voyageur.
- 3- Fermeture immédiate de la navigation maritime, à l'exception des navires de charge transportant des marchandises et des biens.
- 4- Désinfection immédiate de tous les moyens de transport public aux niveaux national et de wilaya, ainsi que les stations de transport de voyageurs.
- 5- Interdiction des rassemblements et des marches quelles que soient leur forme et leur nature et isolement de tout endroit suspecté d'être un foyer de la pandémie.
- 6- Interdiction d'exportation de tout produit stratégique, soit-il médical ou alimentaire jusqu'à la fin de la crise, à l'effet de préserver les réserves stratégiques nationales.
- 7- Suspension de la prière du ven-

dredi et des prières collectives et fermeture des mosquées avec maintien de l'appel à la prière à la demande de la Commission de la Fatawa avec l'aval de nos éminents cheikhs et oulémas.

8- Lutte et dénonciation des spéculateurs qui exploitent, sans scrupule, l'état de panique générale pour stocker les produits de base dans le but de susciter une pénurie et augmenter les prix.

9- Recherche et identification des personnes défaitistes qui s'attellent à faire circuler des fake news pour semer l'anarchie et maintenir le citoyen en état de panique.

10- Augmentation de la capacité des hôpitaux à transformer nombre de lits en lits de réanimation, en cas de nécessité.

11- Mise en place d'un dispositif ORSEC à long terme, pour éviter la réapparition de ce genre d'épidémie.

12- Intensification des campagnes de sensibilisation à travers les médias, avec implication d'éminents spécialistes et savants.

### UNE QUESTION DE «SÉCURITÉ NATIONALE»

Ces décisions confirment mais surtout élargissent et renforcent celles prises, rappelle le président de la République, «par le dernier Conseil des ministres à la faveur du renforcement des mesures de contrôle en ascension dans les aéroports, les ports et les frontières terrestres, voire même la suspension momentanée des dessertes aériennes et maritimes vers l'étranger, la fermeture des écoles, des universités, des jardins d'enfants et des crèches, outre le gel des activités dans les salles fermées et ouvertes, les lieux de loisirs, les salles de fêtes et tous les endroits surpeuplés tels que les marchés hebdomadaires et autres...».

C'est donc un véritable plan de guerre que Tebboune initie et oblige à son exécution pour «prévenir que guérir». Nous disposons actuellement, fait-il savoir, de 1.550.000 masques de différents types, parallèlement à l'acquisition en cours de 54 millions de masques

supplémentaires, 6.000 tests de dépistage et 15.000 autres en cours d'acquisition.- Plus de 2.500 lits de réanimation, un nombre appelé à augmenter en cas de nécessité pour atteindre 6.000 lits avec la garantie de 5.000 respirateurs artificiels».

Au regard de l'urgence qui caractérise la mise en œuvre de ses décisions, il tient à rassurer la Nation que «l'Etat demeure fort, pleinement conscient du caractère sensible de la conjoncture, à l'écoute des préoccupations des citoyens, soucieux du respect des libertés et des droits, et tout autant responsable de la protection des personnes et des biens, y compris la protection sanitaire, la garantie des soins médicaux (...)». Il atteste que «même si cette pandémie venait à passer au stade III, vous devez savoir que nous avons pris toutes les mesures nécessaires et nos capacités opérationnelles sont intactes et non encore exploitées, au niveau de l'Armée nationale populaire (ANP), mais aussi au niveau de la Sûreté nationale, les espaces économiques à l'instar des foires pouvant être aménagés en centres d'isolement, au même titre que les édifices et structures publics», indique-t-il.

### APPEL À LA SOLIDARITÉ, À LA DISCIPLINE ET À LA COMPRÉHENSION

Ses précisions sont en évidence un appel pressant à la vigilance citoyenne parce que «la pandémie relève de la sécurité sanitaire nationale, même si cela impliquerait la restriction temporaire de certaines libertés, la vie humaine étant au-dessus de toute autre considération», affirme-t-il. Il en appelle alors au sens de la responsabilité du citoyen en lui recommandant de «s'acquiescer de son devoir de se protéger et de se conformer scrupuleusement aux règles d'hygiène et aux mesures préventives prises par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière en collaboration avec la commission nationale présidée par le Premier ministre et regroupant tous les départements ministériels concernés et les services de sécurité». Il exhorte au même titre à «la solidarité, la discipline et la compréhension des citoyens, notamment le signalement des cas suspects pour que ces derniers ne contaminent pas leurs proches, voire les passants dans la rue». Il refuse cependant que l'Algérie sombre dans la panique et la psychose. «Je vous rassure, dit-il à la Nation, l'heure n'est pas à l'alarmisme, ni à la peur, la situation est sous contrôle et tous les organes de l'Etat sont en état d'alerte maximale pour faire face à tout imprévu.

Il n'est point nécessaire de se ruer sur les commerces pour acquérir et stocker les produits alimentaires. Il

ne faut pas non plus croire les fake news, ni les rumeurs tendancieuses, c'est pourquoi j'ai donné des instructions pour dénoncer les spéculateurs et les auteurs de ces rumeurs pour les traduire en justice».

Le courage politique dont a fait preuve mardi le président de la République en décidant de telles mesures, entre autres «la restriction temporaire de certaines libertés» au nom de «la sécurité sanitaire nationale», doit devenir une arme de gouvernance absolue et implacable pour l'ensemble des autorités nationales et locales. Les spéculateurs dont parle Tebboune, les espaces commerciaux en regorgent. La flambée des prix des produits alimentaires, fruits et légumes, en est la preuve. La pomme de terre qui se vendait à près de 30 DA est depuis quelques jours à 90 DA.

### LES CHAROIGNARDS AFFOLENT LA MERCURIALE

Pour cette fois, la folie de la mercuriale n'a rien à voir avec l'approche de Ramadhan ou de quelconques conditions climatiques. Elle est un moyen pour les charoignards de s'enrichir sur le dos d'un peuple qui est en train de dépenser d'importants budgets pour stocker de la nourriture. Paradoxe des temps, les citoyens pensent à remplir leur ventre mais refusent de croire que la prévention contre le virus leur sauve la vie.

Il semble cependant qu'«à toute chose malheur est bon». La sécurité sanitaire nationale constitue aujourd'hui le cœur des préoccupations des décideurs tant son éventuelle atteinte risquerait de déstabiliser fortement le pays. Elle implique une prise de conscience citoyenne qui manque terriblement à la construction d'un Etat de droit. «Il est temps de réfléchir sur le comportement du citoyen. Le GRC (Groupe de Réflexion Comportemental) est donc un élément novateur qui va réfléchir sur le comportement de l'Algérien», prône le président du CNES dans une interview parue dans l'édition d'hier. Redha Tir estime que «le problème pour nous ne réside pas que dans les politiques publiques(...) mais on aura besoin d'analyser, d'identifier, surtout de décortiquer le comportement de l'Algérien dans tous les domaines pour éviter les règles déviantes». Pour lui «l'exemple de la circulation routière (qui) est un drame pour nous» dépasse tout entendement.

Le coronavirus pourrait être ce déclic qui obligerait les décideurs à gouverner avec rigueur, fermeté et assurance. Ce qui mettrait fin à l'anarchie «organisée» qui sévit dans le pays et bannirait l'impunité pour ériger un nouveau système politique qui récompense l'effort constructif et punit «les déviants» de l'ordre de l'Etat de droit.

La décision du président de la République de traduire en justice «les spéculateurs et les auteurs de rumeurs tendancieuses» devrait amorcer ce cycle de changement. Son discours à la Nation en serait une première feuille de route.

## Tribunal de Sidi M'hamed Le verdict dans l'affaire Hamel attendu le 1er avril

La présidente de la section correctionnelle au tribunal de Sidi M'hamed à Alger, a annoncé que le verdict dans l'affaire de l'ancien Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et des membres de sa famille, sera prononcé le 1er avril prochain.

En dépit de la suspension des audiences correctionnelles au tribunal de Sidi M'hamed au début de la journée, en application des décisions du ministère de la Justice, l'affaire d'Abdelghani Hamel et ses

coaccusés s'est poursuivie pour le cinquième jour car elle concerne «des personnes en détention dont les affaires sont enrôlées», une exception qui a été autorisée par le ministère à condition que ces procès soient déroulés «en présence des concernés sans le public».

Avant de donner la parole à tous les accusés qui ont exprimé leur confiance en la justice et demandé leur acquittement, le tribunal a poursuivi l'audition des plaidoiries de la défense des accusés.

Durant l'audience d'aujourd'hui qui a duré près de 12 heures, un seul collectif de défense s'est constitué en faveur d'Abdelghani Hamel et son épouse Anani Salima et ses quatre enfants (Amiar, Chafik, Mourad et Chahinaz). La défense a demandé au tribunal de «prendre en compte le parcours professionnel de l'accusé principal et de mettre en liberté les membres de la famille Hamel, estimant que «le procès d'une famille entière est inédit dans l'histoire de la justice algérienne».



# La crise, nous rendra-t-elle plus faibles ou plus forts ?

Par Arezki Derguini

1re partie

Si la majorité de la société ne voit pas dans l'épidémie du coronavirus une opportunité pour changer, sortir de sa passivité, s'organiser, se discipliner, se débarrasser de ses parasites, ses pertes pourraient être considérables. Un ennemi commun redoutable lui commande de se battre, de refaire son unité et ses solidarités, de valoriser et de mettre de l'ordre dans ses ressources. Il dessine impitoyablement les camps des amis et des ennemis. La société ne doit pas rater l'occasion de refaire son unité, de devenir plus forte et de retrouver confiance en elle-même. Elle doit apprendre à triompher de cet ennemi commun pour être mieux préparée à affronter les nouveaux ennemis communs qui vont bientôt apparaître derrière le virus. Car cette crise qui agit en accélérateur ne fera que précipiter la venue des suivantes. Si elle ne nous regroupe pas, ne nous met pas en ordre de combat, elle constituera notre première débâcle. Il est temps de voir que le principe chacun pour soi et l'Etat pour tous est notre malédiction. C'est l'heure de revenir à ce que nous pouvons de nos savoirs collectifs valoriser, accomplir, pour devenir plus forts.

Si la société ne voit pas dans la crise l'urgence d'une remise en ordre de ses ressources, d'une redistribution des pouvoirs, cette crise ne sera que la porte d'une crise plus grande encore. Allons-nous laisser, comme à nos habitudes, nos petits spéculateurs entrer en action ? Ils finiront par faire le jeu des grands. Les puissants se croient-ils protégés ? Personne ne pourra se protéger de la crise, chacun devra y prendre sa part. Quels spéculateurs l'emporteront et à quel prix ? Qui en profitera pour consolider ses positions ? Ceux qui pensent pouvoir surfer sur la vague seront les premiers engloutis. La guerre de position et de mouvement que nous livre ce virus insaisissable (infeste au bout de trois jours, ne se manifeste qu'après dix jours d'action) doit nous pousser à définir les positions et les mouvements que doivent prendre nos forces. C'est l'heure pour la société et ses corps spécialisés de revoir leur ordre interne. Les puissances réelles doivent entrer en jeu et mener le combat. Il ne s'agit plus d'être au plus près du dieu mortel, mais au plus près du virus. Il s'agit de le cerner, de le cantonner et de le détruire. Si la société continue de laisser faire les spéculateurs, de se laisser diriger par des incompetents, si elle persiste à rester enfermée dans la passivité et une attitude de déni, chacun aura beau se confiner, le virus pourra se propager allègrement et nous prier Dieu et ses saints, nous ne serons pas assistés. Il y aura donc une addition à payer, mais le prix ne sera pas le même selon ce que nous aurons choisi : en sortir plus faibles pour être victimes de nouveaux prédateurs aux aguets ou en tombant en combattant, mais devenant plus forts en triomphant du virus et des spéculateurs ?

La stabilité présente et future de la société passe par une redistribution des pouvoirs d'agir<sup>[2]</sup> qui transformera l'état de la société : de passive elle deviendra active, d'inorganisée et faible, elle deviendra puissante. L'ancienne distribution des pouvoirs a désarmé nos forces réelles, elle a fabriqué de fausses puissances, de faux riches, de fausses compétences.

## RÉFORMER LES RAPPORTS DE LA SOCIÉTÉ À LA PROPRIÉTÉ, AU MARCHÉ ET À L'ÉTAT

Les crises vont prendre le visage de la pénurie. Comment la société réagira-t-elle ?

En chinois mandarin, le mot crise se dit *weiji*. Ce mot comprend deux caractères : le *wei* que nous retrouvons dans le mot *weixian* qui veut dire danger, et le caractère *ji* que nous retrouvons dans le mot *jihui* qui veut dire opportunité, occasion. Pour un Chinois, la crise est la concomitance du danger et de l'opportunité : celui qui ne voit que le danger passe à côté de l'opportunité sans la voir ; celui qui ne voit que l'opportunité peut prendre de gros risques<sup>[1]</sup>. Il y a donc dans la crise une part de danger et une part d'opportunité. En sortons-nous plus faibles ou plus forts ?

Comment distribuera-t-elle ses biens rares, à quoi consacrera-t-elle ses efforts ? Qu'est-ce qui retiendra son attention ? La guerre contre le virus ou ses désirs égoïstes sur lesquels fleuriront avec raison les spéculateurs ? Nous allons bientôt choisir à qui nous soumettre.

Si nous en jugeons par nos comportements actuels, nous ferons preuve d'égoïsme et de spéculation en oubliant ceux qui ne peuvent y prendre part. Nous pouvons déjà constater la pente sur laquelle nous nous trouvons : la politique de soutien de l'Etat aux produits de première nécessité n'est pas notre politique. Nous allons à contre-courant de cette politique, nous profitons de toutes les aubaines, nous disputons aux faibles revenus les biens que les prix leur destinent. Bref, c'est devenu une litanie, « les riches profitent davantage des subventions que les moins riches » : énergie, enseignement supérieur, etc. Les économistes conseillent alors à l'Etat de mieux destiner ses subventions pour ne plus soutenir le pouvoir d'achat des riches, afin que les prix puissent être libérés, les producteurs mieux rémunérés, l'Etat moins chargé et les pauvres mieux protégés. Tout compte fait, on continuera à accepter que la société aille à contre-courant de la politique publique, autrement dit que l'objectif de la politique publique ne soit pas celui du mouvement de la société : le prix de l'essence ne sert pas ceux qui n'ont pas de voiture, les transports publics, mais permet aux uns de rouler en 4x4 et de posséder plusieurs voitures. *Nous spéculons tous sur la politique du dieu mortel*. De ne pas nous considérer en acteurs stratégiques, de ne pas nous intégrer dans sa stratégie, nous déroulons nos stratégies en tenant compte de la sienne sans souci d'y coopérer. Et cela des petits acteurs aux grands, ce que le dieu mortel n'ignore pas. En bout de course on aura établi la « vérité des prix », autrement dit la souveraineté des riches sur le marché : achète qui peut. Aujourd'hui on donnera aux pauvres pour qu'ils puissent acheter, on assurera du même coup le transfert de souveraineté sur le marché de l'Etat aux riches qui pourront dire ce qu'il faut produire et consommer, et demain sera un autre jour. Ce que je peux dire, c'est qu'après que la politique publique ait divorcé de la société (enrichi une minorité, appauvri le pays ; chacun pour soi, roule en transport public ou en 4x4, et le dieu mortel pour tous qui déverse sur le marché des marchandises pour tous), viendra le tour du marché qui « s'autonomisera ». De l'aide aux pauvres, on parlera d'assistance mal placée. Car c'est du marché que l'Etat devra tirer l'aide à ceux qui n'en font pas partie, car c'est de la monnaie, de l'argent qui circule que l'Etat tire sa puissance, et si le marché ne peut pas lui-même les intégrer, l'aide aux pauvres sera en porte à faux. Comment lui ou le marché peuvent-ils donner sans recevoir, sans y laisser des plumes, sans qu'ils ne perdent dans leur pouvoir d'achat ? Comment imaginer qu'ils puissent accepter de se loger sur une telle pente ? Un jour ou l'autre, il faudra lâcher les pauvres, les soumettre à contribution. Nous y arriverons après avoir gaspillé d'énormes ressources. Faut-il en arriver là ?

Ce n'est pas qu'il ne faille pas équilibrer ses comptes, Etat, producteurs et consommateurs. L'Etat a longtemps soutenu les consommateurs contre les producteurs,

nous assistons maintenant au retour du bâton : on ne peut pas consommer indéfiniment sans produire, on finit par consommer son capital, épuiser ses ressources. *Qu'entendre alors par vérité des prix ?* Les prix établis par un marché libre ? Mas qu'est-ce qu'un *marché libre* ? C'est un marché où *consommateurs et producteurs s'entendent librement sur les conditions de production et de consommation* : sur les prix auxquels les uns acceptent de produire, les autres de consommer. Posons alors la question : ne pouvons-nous pas nous entendre collectivement sur les produits que nous voulons consommer et sur la manière que nous aurons de les produire ? Ou sur les produits que nous voulons produire, ce que nous voulons en faire, les consommer ou les exporter ? C'est sur quoi nous finissons par nous entendre. Les capitalistes disent que c'est le marché qui nous accorde, que nous ne sommes pas souverains sur lui. Ne pouvons-nous pas adopter une stratégie de croissance et de développement qui nous inciteraient à produire des services pour accroître notre revenu futur, et donc privilégier la production et la consommation de tels services<sup>[3]</sup> ? La vérité des prix, c'est celle qu'accepte la société, celle qui met en ordre la production et la distribution de ses services dans une certaine perspective, celle des grandes entreprises ou de la société, et non pas celle d'un marché automate. *Il n'y a pas de marché automate, mais un marché qui traduit des rapports de forces*. Les forces du marché s'équilibrent et équilibrent le marché. Les poids lourds dictent la loi aux poids légers, les multinationales aux producteurs locaux. Car les forces qui dominent le marché capitaliste sont asymétriques : les grands producteurs font le marché sans les petits qu'ils ont désarmés : ne vous associez pas, vous ne pouvez pas avoir de préférences collectives, on interdira les monopoles, etc. Les grands s'efforcent de contrôler le cours économique, d'en tirer profit. S'il n'y a plus de croissance, il faut quand même qu'il y ait des profits, on prendra aux autres et on fera des perdants (les bulles).

Le marché adopte des mécanismes, *ils s'automatisent*, une fois que les rapports de forces se sont stabilisés. Or aujourd'hui les rapports de forces sont déstabilisés : l'Etat ne peut plus imposer ses prix et ses quantités, il ne peut plus favoriser la consommation et les importations. Il peut être tenté de rétablir l'équilibre par la force en réduisant le champ des nouvelles forces, en coupant les ailes de la production une nouvelle fois. Il peut au contraire s'allier ses nouvelles forces. Ce serait là l'équilibre le plus facile à atteindre : juste se débarrasser des parasites actuels. Pas besoin de changer les habitudes de toute la société, un petit peu celles de l'Etat, juste celles de la société dominante. Dans le premier scénario, les parasites garderaient la main sur l'Etat, dans le second, ils l'auraient

perdu. Le second scénario pourrait être un premier pas, mais il ne peut garantir contre le retour des parasites. Car ce sont les habitudes de toute la société dans lesquelles le rapport de la société à l'Etat qu'il faut changer, si l'on veut que les habitudes de la société dominante ne soient pas temporaires. *Le mouvement actuel de la société n'est pas celui d'une société productive et solidaire, c'est celui d'une société suicidaire*. L'Etat algérien est du type westphalien ou beylik<sup>[4]</sup> : un corps étranger que la société s'efforce de piller. Les grands parasites de la société qui défilent aujourd'hui en justice ne doivent pas être des boucs émissaires : on efface tout et on recommence. Ils ont poussé sur un corps malade, et de son Etat en particulier. Le diagnostic était patent dès lors qu'Etat et société ne suivaient pas la même politique, que la politique publique ne prolongeait pas une politique de la société. L'Etat s'efforçait de créer des riches en entretenant les besoins des plus riches tout en proclamant subvenir aux besoins des plus faibles. *La réalité des subventions, inefficace et inéquitable, ne date pas d'aujourd'hui*. Que l'Etat ait pu enrichir des riches qui enrichissent la société et le pays, il aurait été dans son rôle. Mais cet Etat qui voulait créer une société à son image n'avait pas un tel projet, il a enfanté un corps malade qui a nourri des parasites, il a créé des fortunes privées, pas du capital, et de pauvres prolétaires dans le prolongement de la trajectoire de l'Etat colonial. Il ne suffira pas de se débarrasser de ses parasites « découverts », il faut guérir le corps malade. Et les médecins qu'on lui propose ne connaissent pas grand-chose de ce corps, car le corps social n'est pas à l'image du corps humain, le même sur toute la face de la terre. Ici l'histoire se mêle à la nature et le chef d'orchestre qu'on a voulu lui imposer ne connaît pas sa musique. Et les fortunes privées et les pauvres prolétaires de quel secours pourraient-ils être s'il fallait d'abord compter sur eux ? Sur quelles puissances d'agir peut-on vraiment compter ?

En réalité quand on abandonne ses devoirs pour les confier à un tiers, c'est pour fermer les yeux sur ce qu'il en sera fait. Car ce sont toujours ceux qui peuvent en tirer profit qui s'en chargent. A moins que l'Etat puisse prendre aux riches pour donner aux pauvres ? Mais comment donner à l'Etat ce que l'on ne donne pas à ses proches ? Comment l'Etat qui a du mal à entretenir ses armées de fonctionnaires prendrait-il aux riches pour donner aux pauvres ? Prendrait-il aux siens pour donner aux autres ? Ne serait-il pas plus sage pour lui de se faire entretenir par les riches ? Ne serait-il pas plus sage pour lui d'équilibrer ses comptes comme le lui conseillent les institutions internationales qualifiées ? Et donc de fabriquer plus de pauvres pour se préserver lui et ses financiers ?

A suivre...

### Notes :

[1] Pour un bon petit exposé, sur les deux aspects de la crise voir : [https://www.lexpress.fr/emploi/la-crise-une-opportunite-au-coeur-du-danger\\_1134392.html](https://www.lexpress.fr/emploi/la-crise-une-opportunite-au-coeur-du-danger_1134392.html)

[2] Voir notre précédent article « recomposer la société, refonder l'Etat » QO 12.03.2020.

[3] On peut considérer aujourd'hui que nous sommes entrés dans une économie de service, mais pas dans le sens ancien du terme services, pas d'un secteur qui s'opposait à ceux primaire et secondaire. Aujourd'hui, toute production peut être considérée comme la production d'un service. La voiture offre un service de transport, le blé un service d'alimentation, etc. L'agriculteur rend un service à la société par sa production.

[4] Comme on voudra. Ce n'est pas un hasard si Mustapha Kamal Pacha (Atatürk) est turc, l'Etat de l'empire beylical est probablement l'un des frères de l'Etat westphalien.



# Le virus



Par El yazid Dib

**L**a situation s'empire et va de venir de plus en plus dangereuse. Si au début, la chose n'était pour certains qu'un subterfuge pour déjouer la détermination du Hirak, maintenant la prise de conscience a gagné presque tous les cœurs y compris ceux des plus récalcitrants. Le danger est à la porte.

**L**e mardi, ils ont marché... vers les autres pour favoriser l'expansion. Malgré l'appel au report des habitués ou des détenteurs de leadership virtuel ; les rassemblements ont eu lieu, quoique en moindre densité. Ce « hirakicide » va non seulement disjoindre le noble Hirak originel et accentuer son essoufflement mais créera inutilement de la répréhension envers ceux qui le soutiennent. L'espoir pour le vendredi, sera dans l'établissement d'une interdiction ordonnée par le président et à imposée à tout rassemblement ou marche. Un mort n'a plus besoin de liberté et cette dernière n'est faite que dans la dignité de ceux qui aspirent à vivre heureux en laissant les autres le faire également.

Le monde est en guerre. L'ennemi, n'a aucun arsenal militaire ni domination économique. Il est là. Invisible, invincible, apatride. Il a brisé tous les accords d'union, violé toutes les frontières. Sans drones, sans agent-espions, sans nulle stratégie juste une surnoiserie biologique ; il a mis en échec toute les sciences humaines, les grands trusts et les puissantes nations, leurs divers modes protectionnistes, leurs murs défensifs, leurs réseaux d'intelligence. Rien ne semble lui résister. Peut-être une gousse d'ail, un peu de savon de Marseille ou quelques goûtes d'eau de javel. Du tout venant. La panique au recours à du n'importe quoi. Devant le sauve-qui-peut, toutes les directions deviennent de bonnes destinations.

**L**e devoir humanitaire de décréter le confinement devient un impératif patriotique. Le président attend, le cas échéant la phase 3. Il ne s'agit plus de simple ordre public ou de quiétude ordinaire. Il y va de la vie de tout le monde. La constitution en son article 105 permet au président de la république, le haut conseil de sécurité réuni de déclarer l'état de siège ou d'urgence en cas de grave situation. Etat d'urgence, de siège ou d'exception nous ne sommes plus à quelques différences de définition théorique de concepts constitutionnels, mais à un infime micron d'un suicide collectif. Une tragédie nationale. Il y a péril imminent, nécessite impérieuse. Eh bien s'en est là, un cas. Ils tergiversent mais ils finiront par le faire et ça sera un peu trop tard. A quoi rime, la sortie en vacances des écoliers et des étudiants tout en édictant des mesures de fermeture de tout établissement d'éducation public ou privé. Certains walis ont pris des mesures similaires en procédant à la fermeture de certains endroits excessivement fréquentés tels que les centres commerciaux, les jardins publics, les salles des fêtes, avec la suspension de toute activité culturelle, sportive ou autres. Le wali de Sétif, devrait à son tour fermer le Park-Mall et le parc d'attraction, deux pôles vraiment attractifs de foules et encore de par d'autres wilayas.

Le monde s'isole. Chacun se renferme en ses frontières. Pire il emprisonne ses résidents pour leur bienfait, chez-eux. Seule tactique de pouvoir en attendant mieux, de contrecarrer la propagation de ce virus qui n'épargne personne, ne fait pas de différences de classes, de rang, de race, de religions ou d'ethnie. La rue, les cafés, les espaces publics enfin tout l'extérieur sont plus qu'une menace, ce sont des pièges mortels. Le président de la république



Ph.: Rachid K.

hésite à annoncer sa décision de déclarer l'état d'urgence sanitaire et par la force de la loi et l'intérêt de tout un chacun contraindre les uns et les autres à se fixer bien chez-eux. Si tout le monde restait chez soi, obligeant ainsi l'Etat à décréter le confinement, le pays gagnerait toutefois à freiner le péril qui est déjà en la demeure. C'est un geste de citoyenneté que de ne pas sortir et de refuser d'aller travailler. Une espèce de grève forcée pour l'intérêt général. Ah quoi ! Procédures d'abandon de poste ? Ils ne pourront jamais les entamer. Bien au contraire, ce sera à ce pouvoir d'endosser la responsabilité d'abandon de peuple.

Voilà un cri de cœur responsable qui m'est parvenu d'une amie outre-méditerranée « il n'y a pas d'autre solution que le confinement, Il ne faut pas attendre. C'est la guerre, la moitié des personnes contagieuses n'ont pas de symptômes et contaminent les autres. Tant pis, on ne voit pas ses enfants ni ses petits enfants ni ses amis, mais on ne peut faire autrement ». oui ; c'est une guerre menée autrement, sans escadrons armés, seule une infanterie virale.

**C**ette calamité imprévue que véhicule un fléau mondial croissant crescendo ne se combat pas avec des discours lénifiants ou de mesures inappropriées pour dire que l'on est là. Sans fouiller dans le passé qui nous fait encore miroiter la gabegie et l'incompétence par lesquelles toute notre pédagogie sociopolitique a été gérée ; le pays vit cet échec de gouvernance. Cet insalubre ministre de la santé qui nous disait que nous avons le meilleur système de santé au monde. L'autre qui déresponsabilisait le scorpion inoffensif en vantant sa gentillesse et louant sa légitime-défense. On n'a rien fait pour de tels cas, ni encore pour bien d'autres. Ils étaient, les membres de la « issaba » pris en charge par le budget de l'Etat et les impôts des citoyens bien soignés ailleurs, préférant l'hôtellerie hospitalière étrangère aux mouiroirs hospitaliers universitaires nationaux. La justice vient, sur un autre propos condamner certains avec l'infliction d'amendes et de confiscations de biens. Il serait judicieux que toutes ces confiscations de biens immobiliers et financiers prononcées aillent alimenter un

compte spécial « hôpitaux » et ouvrir ainsi à d'autres « bienfaiteurs généreux » habitués à l'édification des mosquées, l'appétit du devoir moral de s'en atteler. Un hôpital pour chaque wilaya selon sa dimension démographique équivaldrait à quelques dinars pour chaque résident et une contribution conséquente de ses nantis. C'est là, le sens de la solidarité sur terre.

**L**es décideurs et gouverneurs d'hier ne se sont jamais mis dans la tête qu'un sort funeste pourra les guetter en fin de vie professionnelle pour aggraver leur fin de vie biologique. Avec ce « meurtrier soldat » qui rode librement en l'air, éjecte silencieusement des salves et répand criminellement ses germes ; l'égalité dans la mort est garantie.

La santé n'était qu'un département ministériel que l'on coiffait pour plus de crédibilité et le plus souvent par des profils scientifiques ou des personnalités professorales. Ce n'est pas, parce que l'on est un imminent chirurgien que l'on peut aisément faire un bon ministre de la santé. Ou un excellent architecte, ministre de l'habitat. Ou tout récemment un bon professeur d'université, ministre de l'enseignement supérieur. Il y a la technique, la technicité et la technocratie. Là, seule la capacité managériale, la gestion rationnelle des aptitudes existantes peut en tenir lieu.

Tous ces responsables pourront dire leur calvaire, leurs obstacles, leurs contraintes, mais jamais leur échec. Personne parmi les ministres de Bouteflika n'a eu cette hardiesse, voire cet honneur de jeter l'éponge devant les embuches qu'il aurait eu à rencontrer. Il se tait, se complait et persévère.

**A**-t-on pris beaucoup de retard pour décider de certaines urgences ? Oui et énormément. La fermeture des mosquées n'était pas l'une des principales décisions par rapport à celles qui devraient être prises sur les transports publics et les grands rassemblements occasionnels. Nous avions signalé en son temps, qu'à défaut de pouvoir les fermer, il fallait au moins fermer les salles d'ablutions, enlever les fontaines réfrigérantes, officier la prière sine-die dès la fin de l'adhan en l'abrégeant, respecter la séparation des rangs en espaçant l'un de l'autre, se munir de son tapis de sol. Bon,

l'affaire au lieu de rester dans son domaine originel de traitement s'agissant de santé publique, s'est transformée en une affaire religieuse, voire d'imams. Oui, la concertation est admissible, mais pas monopolistique ou es-qualité. Voilà que la raison vient de primer et le « gouvernement » décide de suspendre leur fonctionnement. Autre retard se confine dans ces transports en commun. J'ai vu des bus bondés à Alger. Des taxis collectifs inter wilaya à 6 places parcourant en promiscuité, en espace réduit parfois plus de 400 kilomètres. Un autre retard, l'un des plus déterminants, était cette absence d'arrêter le flux des voyageurs venant notamment de Chine, puis d'Europe particulièrement de France et d'Italie. Le malheur avait déjà pris possession des territoires encore vierges. C'est ce jour 19 mars que devra entrer en vigueur la suspension des navettes aériennes et maritimes.

**T**ous les gens qui ne peuvent s'auto-confiner, brandissent l'obligation de présence qui sur un lieu de travail, qui sur un magasin. N'est-il pas possible, c'est déjà fait au Canada ; de concevoir un système d'indemnisation, d'aide et d'assurances sociales ? Libérer les fonctionnaires dans les administrations en ne gardant qu'un noyau indispensable, mettre au chômage technique les unités industrielles importantes à grand personnel, les chantiers en jouant sur le fonds ou la caisse des calamités et catastrophes naturelles, des intempéries. Ayez de la conscience et adaptez les textes à la contrainte de la circonstance.

Nous convenons qu'à l'évidence, gérer une telle crise est tâche complexe et difficile. Les plus grands de ce monde s'en mêlent encore. Néanmoins une communication franche, directe et immédiate aurait à modérer la panique et réduire les folles rumeurs. Le fait de s'inspirer des situations d'autres pays notamment la Chine et l'Italie nous aurait amplement aidés. Le président dans son allocution à la nation essayait de produire de la confiance et semer de la sérénité. On l'attendait ordonner le confinement. Rien. Rabi youster ! Cependant la stricte discipline citoyenne reste la meilleure des protections de ce dangereux virus.



## Collapsologie pandémique

# Atmosphère de fin du monde

Par Abdelhak Benelhadj\*

Les crises pandémique, financière, économique, pétrolière, politique... convergent et se combinent, actions et rétroactions se succèdent au point qu'on perd le sens de la causalité. Il serait trop facile de croire à l'antériorité causative du coronavirus. Il ne fut que le détonateur, la pichenette mortifère d'une multitude de crises qui attendaient leur heure pour révéler les mécanismes profondément instables d'un monde qui a perdu le sens des réalités.

Places, avenues, villes désertées, rayons des magasins vidés, queues interminables devant les pharmacies et les commerces...<sup>2</sup> Le monde se ferme et s'enferme dans un étrange et pesant silence. Les pays réduisent leurs échanges et dans chacun d'entre eux on invite les populations à se calfeutrer chez elles et à ne plus en sortir sous peine de contraventions.<sup>3</sup>

Le verrouillage des frontières et les mesures de confinement découlant de l'extension de l'épidémie plongent l'Europe dans une crise d'une ampleur inconnue depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

La crise en cours, dont on redoute ne pas entrevoir la fin, ouvre sur un abîme de questions et, dors et déjà, remet en cause des certitudes ancrées depuis le début des années 1990.

La « grippe espagnole » (entre mars 1918 et juillet 1921)<sup>4</sup> a laissé des traces durables dans l'imaginaire européen. Après la guerre qui y a puisé beaucoup de ses victimes, contrairement à l'épidémie actuelle, elle s'attaqua surtout la tranche d'âge des 20-40 ans. C'était une souche (H1N1) 25 fois plus virulente qu'une grippe ordinaire, elle fit (faute de statistiques fiables) entre 50 et 100 millions de morts.

Plus loin dans le temps, les images de la « grande peste » bubonique, la « peste noire » qui a dévasté l'Europe au milieu du XI<sup>e</sup> siècle, reviennent en mémoire.

Elle a tué de 30 à 50% du continent en cinq ans à peine (1347-1352) faisant environ 25 millions de victimes. Un chiffre terrifiant rapporté à la démographie européenne de l'époque. Ce qui explique ses conséquences profondes et longues.

Elle dura, de façon plus sporadique, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon certains historiens, elle a affaibli ce qui restait de l'Empire romain moribond depuis le IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècle et expliquerait la capitulation de l'Europe face à l'Empire Ottoman symbolisée par la chute de Byzance en 1453.

Il n'est pas difficile de spéculer, à partir de ces renvois historiques, sur le crédit opportun que pourraient en tirer les « lanceurs d'alerte » xénophobes qui peuplent les plateaux de télévision européens, jamais en mal d'envahisseurs ourdissant de « Grands remplacements ». Les brutales polémiques suscitées par le flot de réfugiés fuyant la guerre, la misère et l'environnement stérilisé par la folie d'une mondialisation effrénée, sont encore fraîches dans les mémoires.

Evidemment, l'épidémie en cours n'a que peu à voir, si l'on s'en tenait au seul nombre de victimes, avec les calamités médiévales.

La Chine, point de départ de l'épidémie, reste le pays ayant enregistré le plus grand nombre de morts (3.199), mais c'est en Europe que l'épidémie progresse rapidement, avec 2.291 décès, la majeure partie en Italie et en Espagne, où le nombre de contaminations recensées a fait un bond, avec 2.000 cas supplémentaires en 24 heures.

Mais ces statistiques se périment au moment même où elles sont délivrées, tant l'épidémie s'étant vite, ne laissant aucun répit aux techniciens de la santé et aux observateurs.

Ce qui en revanche préoccupe peut être davantage que son expansion rapide, c'est la vitesse à laquelle les pays s'empressent de s'enclorre, d'édifier des murs et de lever des barrières. De le containment des foyers infectieux, on est passé à celle des personnes fragiles, postulant que l'épidémie s'est déjà largement étendue, et enfin à l'enfermement généralisé de toute la population.

Pour la première fois on anticipe la crise (Chine, Italie, France, Espagne rejointes par tous les autres), pour espérer mieux la con-

**La catastrophe sanitaire que la planète vit depuis fin décembre et qui s'aggrave depuis quelques semaines en Europe, devenue le foyer (« cluster ») principal de l'épidémie, renvoie à des événements tragiques similaires que l'on retrouve dans les livres d'histoire ou de science-fiction<sup>1</sup>. Hier, spectacle divertissant, aujourd'hui réalité.**

trôler. La provoquer au lieu de la subir.

Les hommes, les pays sont mis à l'épreuve, testant leurs capacités à faire face scientifiquement, techniquement, médicalement, économiquement, socialement à la crise que cette épidémie produit.

La crise éprouve aussi leurs valeurs, le sens qu'ils donnent aux fondements de leurs institutions, leurs aptitudes politiques, au sens fort, à administrer les contraintes engendrées par une telle calamité.

En un mot, il s'agit d'estimer aux limites de leur valeur ce que représentent les mots comme « fraternité », « solidarité », « démocratie », « république », « civilisation »...

N'est-ce pas aux limites qu'on éprouve la valeur, la solidité d'un système, quelle que soit sa nature, quelle que soit sa fonction ? Le bord à partir duquel on mesure les différences.

### LE RETOUR DE LA PEUR

Le « discours de vérité » des chefs d'Etat peut rassurer. Il peut aussi accroître le sentiment d'insécurité des citoyens. Le ton dramatique et les mesures à la hâte qui rappellent les périodes de guerre provoquent ce qu'ils sont supposés prévenir et éviter.

Jeudi 12 mars, « ... Avec beaucoup de gravité et de lucidité... », « confiance dans la science », dans son allocution télévisée E. Macron parlait de la « plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle ».

« Nous ne sommes qu'au début de cette épidémie, et partout en Europe, elle s'accélère », a prévenu le président. « Malgré nos efforts pour le freiner, le virus continue de se propager ».

« Les plus grands spécialistes européens (...) les meilleurs virologues, les meilleurs épidémiologistes, des spécialistes de grand renom, des cliniciens aussi, des gens qui sont sur le terrain (...) tous nous ont dit que malgré nos efforts pour le freiner, le virus continue de se propager et est en train de s'accélérer. Nous le savions, nous le redoutions. »

24,8 millions de téléspectateurs ont suivi le discours du chef de l'Etat. Un record historique (aussi bien en termes de téléspectateurs, qu'en termes de diffuseurs) à double tranchant...

Ce record a été battu lors de son intervention du lundi 16 mars suivie par 35,3 millions de téléspectateurs.

### « NOUS SOMMES EN GUERRE »<sup>5</sup>

La proclamation sentencieuse de cette guerre est une métaphore et cela pour deux raisons : 1.- On ne fait la guerre qu'à d'autres hommes et d'autres pays. On ne fait pas la guerre aux virus, au réchauffement climatique ou à la pollution.

2.- L'état de guerre auquel fait allusion le président Macron n'a qu'un seul objet : la mobilisation dramatisée des Français contre l'extension de la pandémie virale.

Incidemment, il n'est pas interdit (bien que nul ne songerait à en faire part publiquement, étant données les circonstances), de penser que le président veut créer un consensus autour de sa personne en vue des prochaines échéances électorales, proches et lointaines. Car, en période de crise, les citoyens légalistes se rassemblent autour de leurs dirigeants.

Et cela, E. Macron, dont la popularité chancelle depuis de nombreux mois, le sait parfaitement.

A partir du moment où personne ne voit le virus et que l'ennemi reste invisible, tout relève de la confiance placée (ou non) dans les dirigeants et dans les scientifiques.

Autant dire que pour l'homme ordinaire, il s'agit d'un acte de foi, celle que jadis on accordait (que certains accordent toujours) aux hommes de culte.<sup>6</sup>

Le « Nous sommes en guerre » de E. Macron fait écho au « Il y a de quoi avoir peur » de F. Hollande du 13 novembre 2015. « Mais il y a face à l'effroi une Nation qui sait se défendre, qui sait mobiliser ses forces, et qui une fois encore saura vaincre ».

Sur deux siècles, au moins, combien cette voix transhistorique ne s'est-elle pas levée pour appeler à la résistance et à la mobilisation contre l'adversité ?

### « SOLIDARITÉ EUROPÉENNE »

L'Union Européenne a mis en oeuvre depuis le début des années 1950 les institutions et traités qu'il fallait pour construire un espace économique et financier à peu près cohérent.

Il manquait naturellement l'essentiel : un mode d'emploi pour la conduite d'une politique sociale, fiscale, diplomatique et de sécurité commune qui aurait pu donner tout son sens à l'économie, à la monnaie et aux finances. Et c'est justement cette défaillance qui a été observée en Europe à la faveur de cette crise épidémique. Face à une épidémie d'une singulière gravité, on retourne par réflexe au « chacun pour soi » et aux tractations entre capitales.

A la veille de la décision française du passage à la phase III épidémique, c'est vers ses partenaires italiens et allemands que le président français se tourne pour leur faire part de ses projets, pas vers Bruxelles qui a été totalement ignoré et formellement informé par la suite.

Allons plus loin... et doutons un peu.

Un des piliers de la doctrine française de défense, plus précisément dans sa composante nucléaire, est de mettre sa « force de dissuasion » (« force de frappe ») à la disposition de ses partenaires européens.

Ce serait un des apports de la France à la construction de l'Union. Certes, la fin du conflit est-ouest et le retour des forces françaises au sein du commandement intégré de l'OTAN (c'est-à-dire sous commandement américain) relativisent singulièrement cette contribution.

Cependant, au regard de l'expression de la « solidarité » européenne à la faveur de la crise actuelle, qui ne s'interrogerait sur la réalité du secours effectif que s'apporteraient les membres d'une Union si prompts à se replier sur leurs stricts intérêts nationaux ?

Cette question n'est pas nouvelle : elle a été aussi posée à propos de la valeur réellement opérationnelle de l'article 5 du Traité Atlantique.

### LA SOLIDARITÉ DES RÉPROUVÉS

Dans le désordre, les Européens s'isolent les uns des autres et se barricadent derrière leurs intérêts. Avant cela, associés dans une réclusion identique, Chinois et Italiens, les deux premiers et principaux foyers de la pandémie, ont été mis à l'index.

Les Français ont observé avec quelque dédain comment les Italiens se dépêtraient avec la contamination et certains d'entre eux s'en étaient gaussés. Très tôt, avant même D.

Trump, l'épidémie a porté le nom de son responsable : « le virus chinois ».

Les clichés ont la vie dure : « Les Italiens, comme tous les peuples méditerranéens, sont souvent représentés par ceux qui ont des préjugés et nourrissent des stéréotypes comme désorganisés, indisciplinés, peu fiables. »<sup>7</sup>

Mieux, l'appel au secours lancé par les Transalpins à leurs partenaires européens avait été ignoré : l'Allemagne et la France, ne tenant compte que de leurs seuls intérêts nationaux, oubliant la solidarité européenne, ont interdit toute exportation des masques respiratoires demandés. C'est la Chine, elle-même sévèrement aux prises avec le virus, qui leur est venue en aide. Un cargo en provenance de Shanghai est arrivé avec à son bord neuf médecins, des techniciens, trois tonnes de fournitures, des combinaisons, des appareils pour diagnostiquer le virus et plus un millier de masques respiratoires. Ce dernier chiffre est important puisque l'Italie n'en possédait alors que 3.000.

« Le peuple chinois n'oubliera jamais le soutien précieux apporté par l'Italie quand la Chine traversait les moments les plus difficiles dans la lutte contre le virus », explique le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi.<sup>8</sup>

Certes, l'Italie est l'un des partenaires commerciaux les plus importants de Pékin. Rome n'a pas caché son intérêt pour l'idée des « Nouvelles routes de la soie » porté par le Président chinois Xi Jinping.

Le 23 mars 2019, l'Italie signait un protocole d'accord qui scellait son entrée au sein de ce vaste projet d'infrastructures terrestres et maritimes lancé par Pékin en 2013. Une décision qui avait été très mal accueillie à l'époque par Bruxelles... et Washington.

Ceci expliquerait-il cela ?

En réalité, derrière l'absence apparente de solidarité, sourd, entre autres griefs, l'absence de confiance traditionnelle entre les pays, et précisément entre les pays composant l'Euro-land : les pays excédentaires de l'ancienne zone mark n'ont aucune confiance envers les pays déficitaires, excessivement endettés, qui trahissent régulièrement leurs engagements et qui pourraient prendre prétexte de la pandémie pour non seulement ne pas réduire leurs déficits, mais au contraire les accroître.

L'Allemagne serait alors placée en mauvaise posture, car ne pouvant décemment refuser un geste d'assouplissement des règles de Maastricht sous peine d'être traitée d'inhumanité, un compte en banque à la place du coeur, et renvoyée à ses forfaits du passé, toujours là pour la culpabiliser.

Suite en page 8

\* Professeur associé à la retraite.  
Université de Strasbourg.

### Notes :

1- La littérature de science fiction est abondante. Pour la fiction médiévale, lire le roman brillant (Prix Hugo 1993) de Connie Willis, « Le Grand livre ». J'ai lu, 1994, 703 p. Pour une dramaturgie plus contemporaine et très proche de celle que connaît le monde aujourd'hui, je recommande le récit de Frank Herbert, « La mort blanche », Robert Laffont, 575 p. Les films catastrophes sont nés avec le cinéma, mais pour le cinéma actuel, c'est le début des années soixante-dix qui en fixe les principaux traits, en particulier avec « Tremblement de terre », sorti en 1974, réalisé par Mark Robson dont la sémiologie sera reprise dans les superproductions ultérieures.

2- Depuis plus d'une semaine, les magasins alimentaires sont envahis un peu partout en Europe par des clients qui s'arrachent papier toilette et autres produits tels les pâtes et boîtes de conserve, laissant ces rayons vides dans nombre de magasins. Dans certains cas la police a été obligée d'intervenir.

3- Même les « maisons closes » sont fermées en Allemagne. On sourirait en songeant au « pléonasmisme » d'Arletty si la situation n'invitait pas à la réserve.

4- L'Espagne, neutre pendant la Première guerre mondiale, n'avait pas de censure. La presse espagnole en a révélé l'existence la première. C'était ainsi que la grippe devint « espagnole ».

5- Formule trois fois scandée par E. Macron lors de son allocution, lundi 16 mars au soir.

6- Les orthodoxes russes continuent d'embrasser leurs icônes. En Inde, des membres et partisans du groupe All India Hindu Mahasabha, ont célébré un rituel du feu, chanté des hymnes et bu de l'urine de vache dans des tasses en argile lors de ce rassemblement, persuadés que ce breuvage les protégerait du coronavirus. De très nombreux hindous considèrent la vache comme un animal sacré et ont répandu au cours des dernières années des assertions selon lesquels l'urine de ce ruminant aurait des vertus thérapeutiques. La semaine dernière, un député du Bharatiya Janata Party (BJP) de M. Modi a suggéré que l'urine et les bouses de vache pouvaient soigner la maladie due au coronavirus. Certains membres du parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi ont également affirmé que l'urine de vache avait des vertus thérapeutiques et qu'elle pouvait même soigner des cancers. (AFP, S. 14/03/2020). Pour la première fois de son histoire, le sanctuaire de Lourdes à fermé ses portes.

7- Lettre de remerciements aux Algériens, de Pasquale Ferrara ambassadeur d'Italie en Algérie (El Watan, L. 16 mars 2020). Il rappelle : « Le système de santé italien est parmi les meilleurs dans le monde : (...) nous sommes à la pointe du diagnostic de haute technologie, nous avons l'un des meilleurs réseaux nationaux pour les transplantations d'organes et nous sommes le premier fabricant de médicaments de l'UE. »



## Collapsologie pandémique

# Atmosphère de fin du monde

Suite de la page 7

Cela n'empêche pas Olaf Scholz, le ministre allemand des finances de tenir pour prématuré le recours au Mécanisme Européen de Stabilité (MES), créé au début des années 2010, afin de libérer pour les pays de la zone euro qui le demandent des moyens importants pour soulager leurs dettes souveraines.

### INVERSION DES IMAGES ET CONFUSION DES REPÈRES

Lundi 16 mars tout change. La Chine, d'abord traitée d'affreuse dictature qui enferme ses concitoyens, devient ensuite un modèle de réponse à la pandémie. Il faudrait relire ce qui a été écrit sur la construction d'un hôpital en quelques jours près du foyer épidémique, entre admiration et répulsion.

Depuis, certains s'interrogent sur les vertus des « démocraties »...

De pestiférés infréquentables les Italiens deviennent un laboratoire novateur à imiter. Le Conseil scientifique français installé par le gouvernement recommande des mesures de confinement « à l'italienne » contre le coronavirus, lors de la visioconférence réunissant Edouard Philippe, les chefs de partis et les associations d'élus.

### DARWINISME INSULAIRE BRITANNIQUE

Forfanterie anglaise : « *Brouillard sur la Manche. Le continent est coupé du monde* »

*Boris Johnson joue à W. Churchill : virus, nazi même combat.*

Johnson a annoncé sur un ton solennel que le pays traversait « *la plus grave crise sanitaire d'une génération* » et qu'il ne comptait prendre aucune mesure sévère pour tenter de l'enrayer. Le premier ministre s'était refusé à prendre trop vite des mesures de « *distan- ciation sociale* », comme fermer les écoles ou interdire les rassemblements.

Il se targue d'une stratégie « *basée sur la science* », suggérant que celle des autres pays n'est pas aussi rationnelle. Le gouvernement britannique espère favoriser le développement d'une « *immunité collective* » au sein de la population qui développerait en majorité une forme légère du coronavirus. Selon le conseiller scientifique du gouvernement Patrick Vallance, un tel processus pourrait fonctionner si 60% de la population était atteinte. Les tribulations britanniques complètement illisibles avant et après le Brexit ne devraient pas cacher de vraies questions éthiques posées dans le traitement de l'épidémie du coronavirus.

### «GESTE BARRIÈRE» ET «EFFICACITÉ PROSPECTIVE»<sup>9</sup>

Les valeurs en temps de guerre.

Compte tenu des moyens objectivement limités face aux besoins, de la rareté de la ressource et de l'urgence, des médecins italiens se disent contraints à la hiérarchie des maladies et consentent explicitement, publiquement à faire des choix entre les patients à soigner ou à sauver, compte tenu de la différence de leurs espérances de vie, de la gravité de leur situation, de l'urgence de leur affection... privilégiant les plus jeunes et délaissant délibérément les plus âgés, les plus malades...

Toute la question revient à s'interroger sur les conditions politiques (toutes les autres conditions en dérivent) qui permettent de contourner habilement la question de l'« efficacité prospective » et de continuer d'affirmer hautement que toutes les vies se valent et méritent d'être sauvées. On touche là à un des principes fondateurs de la « civilisation » européenne et à ses « racines » gréco-romano-chrétienne. Cette question renvoie aux limites des valeurs, abordée plus haut.

### LA SÉCURITÉ, ENTRE LE PRIMORDIAL ET LE SUPERFLU

Lors d'un point sur la situation, samedi 14 mars, le premier ministre Édouard Philippe a annoncé la fermeture des « lieux non-essen-

tiels à la vie » quotidienne, jusqu'à nouvel ordre. La « civilisation des loisirs » voit se fermer la majeure partie de ses temples : bars, cafés, cinémas, clubs de vacances, stations de ski et de villégiature estivale, théâtres, salles de spectacles, parcs, jardins... avec tous les services qui gravitent autour et qui en conditionnent l'existence : aéroports, gares, hôtels, restaurants, animations, agences de voyages...

Les compétitions sportives sont interrompues en urgence : les Players Championship de Golf (à Ponte Vedra Beach en Floride) s'arrêtent après le premier jour, idem pour le championnat du monde de biathlon en Finlande (à Kontiolahti), report des matchs de la Ligue des Champions de football et de l'Euro de foot... Et certains songent à un sort semblable pour les Jeux Olympiques au Japon.

Le 73<sup>ème</sup> festival de Cannes, c'est décidé, n'aura pas lieu<sup>10</sup>. Le plus grand rendez-vous cinématographique du monde qui devait se tenir du 12 au 23 mai n'aura pas d'édition 2020.

Après la fermeture des écoles, des lycées, des universités et des entreprises, même le centre spatial de Kourou se met en congé et suspend ses lancements : les fusées Ariane, Vega, Soyouz devront attendre. Dans la Station Spatiale Internationale, à 400 km de la surface de la Terre, les astronautes, cosmonautes... observent avec perplexité et inquiétude ce qui se passe sous leurs yeux ébahis.

L'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, dès la fin des années 1980, ont fait voyager leurs usines et se sont débarrassés de leurs industries polluantes, en les délocalisant dans les pays pressés d'« émerger », là où il n'existe pas de police de l'environnement, là où les transnationales ne souffrent pas de déséconomies qui grèvent leurs coûts de production et leurs profits, là où les poissons et les oiseaux ne déposent pas plainte, là où les réglementations sont accommodantes, les salaires faibles, les cotisations sociales (les « charges ») inexistantes, les syndicats réduits au silence, là où la démocratie est une vue de l'esprit seulement évoquée pour les pays qui résistent aux IDE.<sup>11</sup>

Les usines au sud et la qualité de l'environnement au nord.

C'est donc de ces activités « non-essentielles » qu'il faudra se priver aujourd'hui pour sa sécurité. Or, ce sont ces lieux et ces activités qui font l'essentiel des activités économiques et sociales et sur eux que repose la puissance du monde occidental.

Toutes ces annulations auront un coût économique, social, financier... et, sans nul doute, politique, impossible à chiffrer.

Par ailleurs, la numérisation qui ne peut que très partiellement compenser cette privation, accentue la séparation des hommes les uns des autres et va dans le sens de la sécurité sanitaire qui prêche l'isolation, le confinement salutaire.

\* \* \* \* \*

La crise épidémique est loin d'être finie. Les décisions à échelle nationale, régionale et internationale sont prises dans la précipitation et souffrent d'un manque évident de coordination et peut-être d'efficacité, malgré les résultats qui semblent venir de Chine et d'Italie.

Les événements que nous vivons aujourd'hui produisent de l'irréversible dont il est difficile, du fait même de notre situation au cœur de la tornade, de dériver et d'anticiper le monde qu'ils vont engendrer.

**Abdelhak Benelhadj**

Notes :

8- Mercredi 05 février un avion d'Air Algérie avait transporté un don de l'Algérie à la Chine : 500 000 masques à trois couches, 20 000 lunettes de protection et 300 000 gants. Pékin a officiellement remercié Alger pour cette aide médicale. Au retour, le vol spécial d'Air Algérie a récupéré 48 personnes rapatriées de Wuhan (31 ressortissants algériens, majoritairement des étudiants, 10 Tunisiens, 3 Libyens et 4 Mauritanien, à la demande leurs pays respectifs) ont été placées en quarantaine durant quatorze jours (la durée de l'incubation du virus) à l'hôtel Marsa, à l'ouest d'Alger. (Le Point, mercredi 05/02/2020)

9- Cette efficacité est approchée sous un nombre élevé de critères qui détermineraient la chance de survie qu'aurait tel ou tel patient choisi plutôt qu'un autre. Arbitrage du seul ressort du ou des médecins.

10- Officiellement, la décision sera prise le 16 avril.

11- Lire. Judet Pierre (1981) : *Les nouveaux pays industriels*. Les éditions ouvrières. Paris, 168 p.

Wisner Alain (1985) : *Quand voyagent les usines*. Syros, Paris, 196 p.

## COMMUNICATION

### الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية سعيدة

مديرية التنظيم والشؤون العامة

مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات

مكتب نزاع الملكية و المنازعات

قرار رقم 261 مؤرخ في 24 فيفري 2020 يتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لفائدة مديرية الموارد المائية لإنجاز مشروع الحصة رقم 03 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (برواغ، زياني، مشرف) ببلدية عين السلطان و الحصة رقم 04 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (دوار بن دامو، مقادمية، جبوب ماهنين، بولحية، المهانين و دوي حريز) ببلدية تيرسين.

إن والي ولاية سعيدة

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975، المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 04 فبراير 1984، المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد المعدل والمتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990، المتعلق بالتوجيه العقاري المعدل و المتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990، المتعلق بالتهيئة العمرانية و التعمير المعدل و المتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 ، المتعلق بالأماك الوطنية المعدل و المتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991، الذي يحدد القواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية و المتمم،  
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 22 جوان 2011، المتعلق بالبلدية،  
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 21 فبراير 2012، المتعلق بالولاية، لاسيما المادتين 110 و 111 منه  
- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 25 جانفي 2020، المتضمن تعيين السيد السعيد سعيود بصفته واليا لولاية سعيدة،  
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 مؤرخ في 27 جويلية 1993 المتمم، الذي يحدد كفايات تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المتمم،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 23 جويلية 1994، المحدد لأجهزة الإدارة العامة في الولاية و هيكلها،  
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 265/95 المؤرخ في 06 سبتمبر 1995، المتعلق بتحديد صلاحيات مصالح التقنين و الشؤون العامة و الإدارة المحلية و قواعد تنظيمها و عملها،

- بمقتضى المقرر الوزاري للبرنامج رقم MF/2018/DP/190 لوزير المالية المؤرخ في 02 يناير 2018 المتضمن تمويل عملية إنجاز قنوات الضخ و توزيع المياه ابتداءا من الانقلاب الموجودة لفائدة 18 تجمعاً سكنياً عبر ولاية سعيدة،  
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 57 المؤرخ في 26 جانفي 1993، المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،  
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 07 المؤرخ في 11 ماي 1994، المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،  
- بناء على الإرسال رقم 6565 المؤرخ في 10 ديسمبر 2019، الصادر عن مديرية الموارد المائية المتضمن طلب اتخاذ إجراءات عملية نزع الملكية من أجل المنفعة العامة لإنجاز مشروع الحصة رقم 03 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (برواغ، زياني، مشرف) ببلدية عين السلطان و الحصة رقم 04 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (دوار بن دامو، مقادمية، جبوب ماهنين، بولحية، المهانين و دوي حريز) ببلدية تيرسين.

- بناءا على القائمة المحددة للأشخاص المؤهلين للقيام بالتحقيق المسبق لإثبات المنفعة العمومية في إطار عمليات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية بعنوان سنة 2020.

- بناء على التقرير المؤرخ في 14 نوفمبر 2019، الصادر عن مديرية الموارد المائية المتضمن طلب اتخاذ إجراءات نزع الملكية من أجل المنفعة العامة نظرا لوجود عراقيل من طرف ملاك الأراضي لإنجاز المشروع أعلاه.

### تابع للقرار رقم 261 المؤرخ في 24 فيفري 2020

#### بإقتراح من السيد مدير التنظيم و الشؤون العامة

يقرر ما يلي :

**المادة الأولى:** يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لفائدة مديرية الموارد المائية لإنجاز مشروع الحصة رقم 03 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (برواغ، زياني، مشرف) ببلدية عين السلطان و الحصة رقم 04 إنجاز شبكة (الجب و التوزيع) للمياه الصالحة للشرب مع بناء منشأ للتخزين و الحماية لفائدة (دوار بن دامو، مقادمية، جبوب ماهنين، بولحية، المهانين و دوي حريز) ببلدية تيرسين.

**المادة 02:** يفتح التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية الخاصة بإنجاز المشروع المذكور أعلاه

لكل حصة ابتداء من : 01 أبريل 2020 إلى : 30 أبريل 2020 بمقر بلديتي عين السلطان و تيرسين.

**المادة 03:** تشكل لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من السادة الآتية أسماؤهم

-حكي بولنوار : مهندس دولة في السكن و العمران، القسم الفرعي لمديرية السكن بدائرة أولاد إبراهيم  
- طرشى حاج : مهندس دولة في الموارد المائية، القسم الفرعي للموارد المائية بدائرة سيدي بوبكر  
- مباركي نور الدين : مهندس معماري رئيسي، رئيس القسم الفرعي الإقليمي للتجهيزات العمومية بدائرة سعيدة - عضو.

**المادة 04:** تضع لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية ملف و كذا السجلين الخاصين بالتحقيق

و مخطط الوضعية للمشروع بمقر بلديتي عين السلطان و تيرسين لمدة 30 يوما متتالية ابتداء من: 01 أبريل 2020 إلى 30 أبريل 2020 حتى يتمكن المواطنون من الإطلاع عليها من الساعة 09 إلى الساعة 11 صباحا ومن الساعة 13 إلى 16 مساء (ماعدا أيام العطل القانونية) و تكون ملاحظاتهم وجوبا بكل سجل و يمكن لأعضاء لجنة التحقيق سماع أي شخص يمكن أن يساهم في إعطاء معلومات مفيدة عند إستشارته.

**المادة 05:** لا يحق لأعضاء لجنة التحقيق المسبق أن يصرحوا بأي سر يتعلق بالمعلومات التي يطلعون عليها أثناء

أداء مهمتهم.

**المادة 06:** عند إنتهاء مدة التحقيق المذكور في المادة الثانية (02) من هذا القرار يغلق السجلان و يفحص أعضاء لجنة التحقيق المسبق الملاحظات المدونة الملحقة بكل سجل و يحررون تقريرين يستعرضون فيهما استنتاجاتهم بشأن طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة يرسلونها إلى السيد والي خلال مدة 15 يوما ابتداء من إنتهاء المدة المحددة في المادة الثانية (02) من هذا القرار.

**المادة 07:** تقدم نسخة من تقريري اعضاء لجنة التحقيق وجوبا إلى الأشخاص المعنيين ببناءا على طلبهم.

**المادة 08:** يجب ان يكون هذا القرار قبل خمسة عشرة (15) يوما من تاريخ فتح التحقيق.

- مشهرا بمقر بلديتي عين السلطان و تيرسين.

- منشورا في يوميتين وطنيتين لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية.

**المادة 09:** كل الآثار المالية الناجمة عن عملية نزع الملكية تقع على عاتق مديرية الموارد المائية بصفتها المستفيدة

من المشروع.

**المادة 10:** يكلف السادة الأمين العام للولاية، مدير التنظيم و الشؤون العامة، مدير الموارد المائية، مدير أملاك الدولة، مدير المصالح الفلاحية، مدير مسح الأراضي، مدير الحفظ العقاري، رئيس دائرة أولاد إبراهيم، رؤساء المجالس الشعبية البلدية لبلديتي عين السلطان و تيرسين كل في مجال اختصاصه بتنفيذ هذا القرار الذي سينشر ضمن مجموعة العقود الإدارية للولاية.

الوالي



# Le Hirak entre la couronne et le virus

Un an de réglages, de navigation sans grands dommages entre de périlleux récifs, a permis au Hirak d'atteindre son rythme de croisière, au grand dam des autorités qui n'ont pu trouver le bon bout par lequel le domestiquer ; allant, en désespoir de cause, jusqu'à tenter de le phagocyter en revendiquant, à défaut de paternité, au moins une proximité familiale.

Par Kebdi Rabah

Lui, impassible, après avoir contourné tant d'écueils, après s'être presque mis en mode de pilotage automatique, semble se complaire dans son rythme. Une révolution du sourire dont il se suffit à maintenir le référentiel inertiel. On le croyait ainsi, jusqu'à ce que, arrivant de la lointaine Chine, une minuscule tête couronnée vint semer le trouble dans la ruche. Passé le moment de bravade de certains espions hirakistes en quête de slogans railleurs, l'heure est venue pour tout un chacun de prendre conscience de la réalité, de se déterminer, sérieusement et en toute conscience, face à un mal dont l'ampleur pourrait être décuplée si la rue continue à charrier, au nom du Hirak, autant de proximité contagionnant. Car, dans un pays à structures sanitaires délabrées, s'il est permis de s'inquiéter et légitime de stigmatiser les responsables, il est impérieux que chacun s'impose un minimum de civisme et s'interdise d'en rajouter une couche. Faut-il maintenir les marches ? Faut-il les suspendre ? Tel est le dilemme ! L'objet de cette réflexion est précisément d'aider à voir un peu plus clair face à ce choix qui, dans tous les cas, ne peut qu'être délicat car il s'agira de sauver la chèvre sans perdre le chou. S'il on devait retenir une seule certitude dans tout ce foisonnement d'informations plus ou moins orientées, c'est bien celle concernant la façon dont se transmet le COVI 19.

La n'y a pas de doute, c'est bien la promiscuité et le contact physique qui est le principal vecteur de transmission. Il s'en suit que sa propagation suit une loi exponentielle variant en fonction du potentiel de contamination de chaque porteur, lequel dépend lui-même du nombre de personnes saines avec lesquelles il sera rentré en contact. Or à ce jour, en Algérie pas plus qu'ailleurs, nul ne connaît la masse de porteurs susceptibles de contaminer autrui. Pour le savoir précisément il faudrait dépister des millions de personnes et ce n'est pas à la portée des moyens actuels même dans les pays les plus développés. Lorsqu'on pourra en évaluer l'ampleur, ce le sera face à une réalité tragique et il sera alors trop tard pour éviter des mesures extrêmes que peu de pays peuvent mettre en œuvre avec une l'efficacité satisfaisante. En France Macron parle d'état de guerre. En Algérie, à ce jour, le nombre relativement faible de contaminés avérés ne doit pas nous induire en erreur, cela pourrait n'être que la partie visible de l'iceberg ; ce qui implique donc de réduire impérativement par tous moyens possibles le potentiel de transmission des porteurs non décelés dont on ne connaît pas la masse. Le danger est en embuscade, il faut le neutraliser voire minimiser sa floraison. En plus des mesures prophylactiques cela ne saurait se faire sans la limitation des regroupements à petite échelle et l'abandon des grands rassemblements. Si des pays parmi les plus développés se confinent et ferment leurs frontières, ce n'est pour que nos rues, lieux de spectacle, mosquées se transforment en lieux de dissémination de la mort. « leblaf el khaltawarrah f l'itizal », chantait Hadj Mrizek. Jamais chanson n'aura collé d'aussi près à l'actualité. L'isolement est salutaire, même la grande Bretagne qui avait « laissé filer » revient sur sa décision. C'est l'arme préventive la moins chère dont dispose le hirak, elle est entre ses mains et n'a besoin de personne pour se l'imposer au plus tôt sans même que les autorités n'aient besoin de se prononcer.

Depuis plus d'un an le Hirak se bat pour l'instauration d'un Etat de Droit. Un des fondements de cet Etat repose sur le fameux principe énoncé par

le penseur Britannique John Stuart Mill selon lequel la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Aussi, n'est-il légitime de s'entourer des mesures de protection de sa personne que si, en même temps et selon les mêmes précautions, on prend soin de ne pas contaminer autrui. C'est donc une question de responsabilité individuelle, indispensable pour le vivre ensemble, qui ne souffre pas d'exception en ce sens que rien n'autorise que l'on mette la vie d'autrui en danger. Le Hirak est une noble cause, il se doit d'être soutenu car c'est l'avenir de l'Algérie, mais il ne lui est pas permis, pour atteindre son objectif, lui qui a choisi « silmya » comme feuille de route, de passer sur le cadavre de centaines voire de milliers de ses propres animateurs. De plus il gagnerait en noblesse en faisant montre une fois de plus de cette sagesse que lui reconnaissent même ses adversaires les plus endurcis.

Le COVI 19 est un problème qui se pose avant tout à la science et ce n'est que d'elle que peut émaner l'avis autorisé quant à la façon de se conduire. Or cette science est à ce jour dans sa phase d'exploration, une course contre la montre ne lui permettant pas de disposer d'un état des lieux et encore moins de prévoir de quoi sera fait demain. Toute anticipation relève donc au mieux d'un pari sur l'avenir, ce que font les places boursières sans état d'âme. Or si la science est incapable de se prononcer, ce n'est pas à la rue de le faire. Le mieux serait alors que le Hirak fasse du principe de précaution une vertu cardinale et qu'il suspende les marches et regroupements le temps que le fléau s'évanouisse. C'est une question de quelques semaines et ce n'est pas cela qui mettra en danger son existence. Ceux qui craignent que le mouvement ne connaisse un fléchissement fatal ignorent totalement son ancrage et les forces qui le sous-tendent, ils sont dans le même état d'esprit que ceux qui attribuent à certains hirakiste le pouvoir de porter, par une simple réflexion, atteinte au moral de l'armée. Une suspension volontaire, momentanée, aura au contraire l'avantage de le rendre maître de sa décision autant quant à la date de suspension que la date de reprise de son action libératrice. Entre les deux, il maintiendra un état de veille et de mobilisation par tout autre moyen qu'offre cette modernité qu'il maîtrise et grâce à laquelle il peut se relancer à tout moment. Les partis politiques, organisations de masse, société civile, pourront mettre à profit ce temps de répit pour se mettre au diapason.

Tout le monde s'accorde à dire que les pays qui souffrent le plus du COVI 19 sont ceux dont la réaction a pris quelque retard par rapport au moment de son apparition et ce malgré le fait que la Chine s'était empressée de mettre à leur disposition son expertise. Négligence ? Pusillanimité que justifieraient les intérêts économiques et stratégiques du grand capital ? Possible ! Ce ne serait pas la première fois au demeurant. La grande épidémie de peste qui a décimé la moitié de la ville de Marseille en 1720 aurait pu être évitée si le navire « le Grand Saint Antoine », en provenance de Syrie, avait été mis en quarantaine. Pourtant l'échevin de Marseille et les autorités portuaires avaient en main toutes les informations devant normalement le conduire à l'isolement. Hélas, par crainte de perdre la cargaison de soie qu'il transportait, ils ont préféré la débarquer et la vendre infestée. Ceci pour dire que souvent la survenue d'une catastrophe tient à peu de chose, une indécision ou une décision inappropriée. Dans tous les cas il s'agit d'actes criminels au sens plein du terme, encore plus condamnables quand c'est la cupidité qui les motive. Pour ce qui nous concerne, et c'est notre conclusion : l'apparition du COVI 19 pose au hirak un vrai problème en ce sens qu'il met à l'épreuve une intelligence collective face à un obstacle atypique. Un péril dont on ignore à peu près tout si non qu'il a déjà fait des milliers de victimes ailleurs. Fort heureusement nous n'en sommes pas là mais la gestion de cette situation inédite se pose. Quelle sera l'attitude du Hirak ? Acceptera-t-il une suspension momentanée des regroupements ? Sans préjuger de sa réponse, il y a fort à parier qu'il refusera de jouer à la roulette russe avec la vie des citoyens. Nul doute que s'il s'en sort, il aura le double bénéfice de s'enrichir d'une expérience de plus, de se renforcer en vue d'atteindre sa noble mission. Un couronnement en perspective que nul ne pourra lui contester. Lorsque le COVI 19 ne se sera plus qu'un vague souvenir, ce sera avec une vive émotion que l'on se souviendra de sa maturité et son attitude responsable.

## LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



# Le Hirak au temps du coronavirus



Commençons par répéter, et expliciter, un message déjà partagé sur les réseaux sociaux. Depuis le 22 février 2019, j'ai toujours soutenu le Hirak, défendant envers et contre tout sa rationalité politique, son exemplarité et son caractère historique. Et quand des voix défaitistes ont entonné la ritournelle du déclin et de la nécessité de tendre la main au pouvoir né de « l'élection » présidentielle du 12 décembre dernier, j'ai essayé, à mon modeste niveau, de faire entendre la voix de la poursuite de la mobilisation et du « on ne lâche rien ». Pour autant, en tant que membre de la diaspora, je ne me suis jamais permis d'émettre la moindre recommandation, le moindre conseil et encore moins une prescription, qu'elle soit politique ou pratique.

Depuis quelques jours, après avoir longuement travaillé sur la question de l'épidémie due au coronavirus Covid-19 - en interrogeant notamment des membres du corps médical mais aussi des chercheurs, je déroge à ce principe. Il n'y a plus lieu de tergiverser. Il n'y a pas de nuance ou de compromis à privilégier : Les marches hebdomadaires, celles du mardi, du vendredi et même du samedi, doivent absolument être suspendues. C'est une question de raison et de bon sens. La situation est simple : l'Humanité fait face à l'agression d'un organisme vivant particulièrement contagieux et pour lequel il n'existe encore ni traitement curatif ni vaccin. Ce qui s'est passé en Chine, ce qui se passe en Italie mais aussi désormais en France, notamment dans l'Est de l'Hexagone, va se répéter en Algérie. Croire que le pays serait immunisé grâce à je ne sais quelle raison relève de l'ignorance, du déni ou, pire encore, de l'affabulation dont nos dirigeants sont passés maîtres. Pour être clair, le wanetoutisme ne sauvera pas le pays de la catastrophe !

Chaque jour passé sans prendre de mesures de confinement, de distanciation sociale (ne pas se rassembler, ne pas se serrer la main, ne pas s'embrasser) est un temps précieux de gâché. Le présent chroniqueur n'est pas médecin mais de formation scientifique. Il croit en la science, au progrès et en la parole des spécialistes. Quand la totalité d'entre eux, notamment des virologues, affirment que sans réaction vigoureuse de confinement, ce virus a de quoi anéantir une partie de la population mondiale, il faut les écouter. Je suis stupéfait de voir, qu'en Algérie, des ânes - pardon pour les baudets - parlent de choses qu'ils

ignorent et que des « confrères » irresponsables leurs tendent les micros pour qu'ils répandent leurs conneries. Il y va ainsi de ce hmar qui prétend avoir trouvé le remède contre le virus. La mythomanie semble, elle aussi, épidémique. Et comment peut-on affirmer que l'Algérie possède des équipements médicaux qui n'existent pas en Europe ? Comment peut-on être inconscient à ce point ? La France, sixième puissance mondiale, pays où nos dirigeants et leurs proches se soignent pour la plupart, découvre qu'elle manque d'équipements, de produits et même de soignants. Et l'Algérie ferait mieux ? Nier le réel, le transformer, est la marque des régimes autocratiques et des incompetents. Souvent, ils sont les mêmes.

Demander la suspension du Hirak, ce n'est pas le trahir. C'est reconnaître que dans la vie, il y a des priorités, la première étant la (bonne) santé des gens. Bien sûr, la colère contre ce système est forte. Bien sûr, nous sommes tous travaillé au corps par cette tentation jusqu'au-boutiste, nihiliste diront certains, de faire coûte que coûte tomber ce pouvoir qui ne comprend rien, qui ne lâche rien, qui ne fait rien (sauf castagner les hirakistes) et qui ne sortira jamais, je dis bien jamais, l'Algérie de l'ornière. Comme le note le frangin de Ténès (protégez-vous les gars), il y a de l'esprit suicidaire des harraga dans cette marche de mardi. Qu'importe le risque, qu'importe le danger, « corona wellentouma » : le corona plutôt que vous ! Dans ce genre de circonstances, on se rend compte à quel point le pays manque de voix consensuelles, de voix de la sagesse qui pourraient porter car, on le sait bien, aucun éditorialiste, aucun chroniqueur, aucun activiste ne semble capable de faire entendre raison aux protestataires. Le pouvoir a créé le vide politique et culturel. Le pays en est pénalisé.

Le régime, lui, se frotte les mains à la manière d'un croque-mort qui sent venir de bonnes affaires. Pour lui seul compte la fin du Hirak. Ce qu'il ne sait pas, c'est que la colère reviendra et elle sera bien plus forte. Rendez-vous est pris après la fin de l'épidémie. Ceux qui lui survivront sauront exiger réparation. Car, autant le dire tout de suite. Il n'y a rien à attendre du pouvoir. L'épidémie qui vient sera un terrible révélateur de l'état réel de l'Algérie, la grande « œuvre » de Bouteflika et de sa camarilla dont certains serviteurs sont encore en poste. Le drame dans l'affaire, c'est que la population va encore subir les conséquences de décennies de désinvolture, d'incompétence et de corruption.



# Réflexion sur les aspects de développement au sein du secteur de l'énergie (Volet hydrocarbures)



Par Henni Mekki

1ère partie

Je commencerais tout d'abord par la baisse de la production des Hydrocarbures qui pourrait nous conduire à une diminution des recettes extérieures sachant que plus de quatre-vingt-dix-sept pour cent (97%) de celles-ci proviennent de cette ressource. En effet, notre Pays exporte des quantités de plus en plus réduites en Gaz et en Pétrole, soit 141 Millions Equivalent Pétrole en 2005, 117 Millions Equivalent Pétrole en 2010, 106 Millions Equivalent Pétrole en 2017 et 99 Millions Equivalent Pétrole en 2018, non seulement du fait de cette baisse de production (même si la baisse des exportations en volume a été parfois et en partie compensée par une hausse des prix du baril de Pétrole) mais aussi par rapport à la part réservée au marché national qui devient de plus en plus importante. Du fait de cette dernière, il a été enregistré ces derniers temps une hausse d'environ dix pourcent (10%) pour les carburants, sept pourcent (+7%) pour le gaz et dix pourcent (10%) pour l'électricité pouvant doubler au bout de cinq (05) ans ce qui va fatalement réduire la marge laissée à l'exportation qui pourrait régresser de manière inquiétante et ce, d'autant plus que la population dans notre pays pourrait atteindre 55 millions en 2030 pour une consommation de près de 110 Millions Equivalent Pétrole à cet horizon.

Pour endiguer ce phénomène préjudiciable pour l'avenir de notre Pays, la stratégie devant être mise en place devrait s'appuyer sur le déploiement d'un modèle de croissance durable basé sur un programme d'investissements rentable, dont, la mise en œuvre devrait avoir pour objectifs la croissance des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures, notamment :

- L'amélioration des taux de récupération sur les gisements de pétrole et de gaz ;
- Le renforcement de sa position mondiale parmi les leaders sur les marchés du gaz naturel et du GNL ;
- La mise en place d'un modèle de consommation énergétique tenant compte tant des mutations internes que des nouvelles mutations mondiales dans ce domaine ;
- L'adaptation de l'outil de Raffinage à l'évolution du marché intérieur ;
- La mise en place d'une stratégie en matière de transition et modèle de consommation énergétique vers l'économie d'énergie et le renouvelable ;
- La mise en place d'une politique axée sur l'utilisation du gaz et des énergies renouvelables liée à des prix appropriés ;
- La consolidation des positions en Europe en accédant à l'aval gazier tout en cherchant des développements ciblés sur le marché Asiatique ;
- Le développement de la pétrochimie avec la création d'un nouveau pôle pétrochimique d'excellence ;
- L'exploitation au-delà de 2025 des gaz de schiste pour assurer l'approvisionnement du marché intérieur au-delà de 2035.
- Enfin, s'affirmer comme étant un acteur pétrolier et gazier et non plus, seulement comme une source.

Dans ce cadre, l'exploitation du gaz de schiste, à moyen et long terme, pourrait améliorer cette situation, le potentiel de gaz de schiste récupérable en Algérie étant estimé à vingt milles (20.000) milliards de mètres cubes (m³) sur un total de deux cent sept milles (207.000) milliards de mètres cubes (m³) de réserves globales, soit la troisième (3<sup>ème</sup>) réserve mondiale, après la Chine et l'Argentine, et devant les États-Unis. Pour rappel, les principaux gisements de gaz de schiste, concernés, sont situés, dans les bassins de Timimoun, Tindouf, Regane, Mouydir, Ahnet ainsi que celui de Berkine, qui représente le plus grand bassin.

En effet, l'exploitation du gaz de schiste est indispensable car il y va de l'indépendance énergétique de notre Pays dans quelques décennies dans le sens où il est relevé une augmentation sans cesse croissante du rythme de la consommation des hydrocarbures qui est prévu de doubler d'ici l'année 2030. Il faudrait alors continuer à s'y préparer en évaluant d'une manière plus

**Je souhaite, à travers cette modeste contribution, attirer l'attention des pouvoirs publics de certains faits qui doivent être rigoureusement pris en charge à l'effet d'assurer une meilleure visibilité au secteur de l'énergie dans son volet "hydrocarbures", secteur névralgique à plus d'un titre, qui rapporte à notre pays d'importantes ressources financières lui évitant ainsi des lendemains difficiles et durs.**

précise le potentiel sur le plan quantitatif afin d'en mesurer l'exploitabilité et pouvoir évaluer la rentabilité commerciale. Pour cela, le travail effectué jusqu'à là par le Groupe Sonatrach est conforme aux attentes, à savoir : mener des études sur de grandes surfaces, procéder à quelques forages d'appréciation, mettre en place des projets pilotes d'exploitation et enfin évaluer l'impact sur l'environnement, reste qu'il faut sensibiliser d'avantage la population en organisant des forums à tous les niveaux et dans les différentes régions du pays.

En ce qui concerne la question environnementale, il est nécessaire qu'une réglementation stricte soit imposée. Il faut savoir que l'opération de fracturation par injection d'eau est déjà utilisée depuis longtemps sur les gisements du Groupe Sonatrach, la nouveauté, c'est qu'il faut aujourd'hui, grâce aux nouvelles techniques, faire plusieurs fractures en même temps pour amener le gaz des roches, difficile, à faire monter à la surface. Par ailleurs, il existe d'autres techniques visant essentiellement à remplacer l'eau par un autre fluide ou gel. Il y a lieu de citer la fracturation au gel de propane où le gel est injecté dans le puit amenant du sable et des additifs pour fractionner la roche, et retourne en forme de gaz qui peut être capturé facilement, le gel de propane donne un meilleur taux de production par rapport à l'eau car un liquide peut être absorbé dans les roches en empêchant le gaz de s'échapper. L'eau peut aussi être remplacée par du propane pur (non-inflammable), ce qui permettrait d'éliminer l'utilisation de produits chimiques. Le propane pur est injecté sous forme liquide, puis redevient gazeux et peut être alors capturé. Aussi, une nouvelle technique vient d'être mis au point par la société "Chimear Energy", cette dernière permet d'extraire l'huile de schiste sans utiliser la fracturation hydraulique, ainsi, la perforation serait pneumatique et non plus hydraulique, elle utilise des gaz chauds et non pas du liquide pour fracturer les gisements de schiste. Ces alternatives à la fracturation hydraulique tentent de diminuer significativement la consommation d'eau et en même temps augmenter la production de gaz, certaines en sont encore à un stade expérimental et demandent à être plus largement testées. L'enjeu est de minimiser l'impact environnemental de la fracturation hydraulique tant pour les volumes traités que pour la qualité des eaux traitées.

En ce qui concerne les investissements dans l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste, ils sont extrêmement plus importants que ceux consentis pour le Pétrole et le Gaz conventionnel (environ six (06) fois plus). A mon humble avis, cet effort financier n'est pas avantageux pour le Pays, en tous cas pas dans l'immédiat, et qu'il faudrait recourir dans un moyen-long terme au partenariat étranger. Le Groupe Sonatrach devra se maintenir en veille du gaz de schiste et décider d'un engagement dans son exploitation au-delà de l'année 2025 pour surtout assurer l'approvisionnement du marché intérieur au-delà de 2035 car il y va, comme indiqué plus haut, de l'indépendance énergétique du Pays et ce, lorsque tous les paramètres seront bien cernés, notamment la question environnementale tel qu'expliqué plus haut, et surtout lorsque la rentabilité de son exploitation sera assurée.

Concernant la stratégie gazière de notre pays, étant cinquième exportateur mondial de gaz naturel, l'Algérie devrait absolument initier de grands projets et adapter sa philosophie de commercialisation aux nouvelles conditions du marché en vue de diversifier son portefeuille, préserver ses parts de marché afin de consolider son cash-flow et surtout faire face à la concurrence qui devient de plus en plus féroce. En effet, il est plus qu'impératif de lancer les travaux du gazoduc Galsi (08 milliards de mètres cubes (m³) de gaz), où un accord intergouvernemental relatif à ce projet a été conclu en 2007 entre l'Algérie et l'Italie pour une mise en production en 2012, or, nous sommes en 2020 et le projet n'a pas encore été lancé. De même, qu'il est urgent de revoir

l'utilité et la rentabilité du projet TSGP (Trans Saharian Gas Pipeline) estimé actuellement entre treize (13) et quinze (15) milliards de Dollars pour la construction du gazoduc d'une longueur de 4.300 kilomètres devant alimenter l'Europe en gaz puisé dans le delta du Niger.

L'Algérie devrait aussi baser sa stratégie sur le marché Asiatique, qui ne peut être atteint par les gazoducs et qui reste un marché très prometteur en termes de Gaz Naturel Liquéfié (GNL), soit 75% de la demande totale, d'autant plus qu'il y a une certaine instabilité dans le marché européen du gaz et qu'il faut diversifier ses marchés où il est à noter qu'actuellement, la part de marché du Groupe Sonatrach est très minime (0.82 millions de tonnes en 2018). La croissance des marchés du gaz, en Asie, est portée essentiellement par trois (03) facteurs : la Croissance démographique, le Développement de la production d'électricité et les Préoccupations liées à l'environnement, cette croissance, de l'ordre de plus de 500 milliards de mètres cubes (m³) d'ici à l'horizon 2030, sera alimentée, en grande partie, par le Gaz Naturel Liquéfié (GNL). En effet, la demande globale en Gaz Naturel Liquéfié (GNL) devrait passer de 375 millions de tonnes par an (MTPA) en 2020 à 470 millions de tonnes par an (MTPA) d'ici 2030. En 2018, les capacités de regazéification ont été de l'ordre de 868 millions de tonnes (MT) pour une capacité de liquéfaction mondiale de 406 millions de tonnes, ainsi, le déséquilibre entre l'offre et la demande en GNL persistera.

En ce qui concerne la production globale de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) du Groupe Sonatrach, celle-ci est passée d'une moyenne de 23 millions de tonnes par an (MTPA) durant la période 2000-2005, à 19 millions de tonnes par an (MTPA) durant la période 2006-2014 et à 10.3 millions de tonnes (MT) en 2018, ceci explique, en grande partie, le pourquoi de la baisse des exportations en termes de Gaz Naturel Liquéfié (GNL), qui seraient passées de douze pourcent (12%) à trois virgule trois pourcent (3.3%) du total des échanges mondiaux. Actuellement, la capacité nominale de Liquéfaction du Gaz Naturel de l'Algérie est de 25.3 millions de tonnes (MT), où l'utilisation de cette capacité pour les exportations a été moins de cinquante pourcent (50%) en 2018 et en 2019, les causes étant essentiellement dues aux capacités de production toujours aussi limitées des anciens complexes de Liquéfaction de Gaz Naturel pour cause de non disponibilité des équipements stratégiques et des taux d'autoconsommation qui dépassent les vingt pourcent (20%). Pour rappel, ces complexes sont en exploitation depuis plus de 35 ans et qu'une rénovation a déjà été effectuée au milieu des années 90. Toujours dans le cadre de cette stratégie gazière, il est judicieux d'acheter des actifs dans des entreprises de distribution et de vente, ceci passe impérativement par une stratégie de ventes basée sur des investissements (participations) en terminaux de regazéification en Europe mais beaucoup plus en Asie, et ce, dans le but de vendre du gaz directement aux clients, à l'image de Sonatrach Gas Marketing UK Ltd.

Il reste bien entendu que ces investissements doivent être accompagnés par une stratégie basée sur la construction de nouveaux méthaniers pour le transport du Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Il faudrait enfin conjuguer les contrats à long terme avec le principe du Take or Pay et les marchés spot en privilégiant une coopération gagnant-gagnant avec ses partenaires basée sur des engagements clairs et avec une continuité absolue, cette dernière peut se concrétiser à nouveau car notre pays l'avait déjà montré par le passé à condition qu'un travail solide en amont soit mené dans les trois (03) aspects suivants : Économique, Politique et Diplomatique.

L'intérêt pour les contrats à long terme entre les producteurs et les consommateurs est complémentaire, les pays importateurs recherchent une stabilité et une diversification à long terme de leurs flux énergétiques alors que pour les pays

producteurs, cela permet de garantir le financement des investissements dans le domaine gazier et de répartir les risques entre producteurs et consommateurs, ce type de contrat est nécessaire, cependant, la problématique de savoir avec précision ce que sera la demande sur le long terme a eu comme conséquence directe l'émergence du marché spot qui reflète l'équilibre réel offre/demande du marché, donc, il y a lieu d'adapter sa stratégie, en permanence, sur la réalité du marché, entre contrats à long terme et marché spot. Actuellement, les marchés du gaz sont cloisonnés dans trois (03) zones distinctes, les États-Unis, l'Europe, et l'Asie avec des prix très différents mais compte tenu des nouvelles productions de GNL à venir, notamment en provenance de l'Australie et des États-Unis, les différences de prix entre les trois grands marchés auront tendance à s'estomper entre 2020-2025. L'Algérie devrait réagir d'une manière objective et structurée afin d'adapter sa stratégie en matière de politique gazière vis-à-vis de l'Europe et de l'Asie car les contrats à long terme évoluent dans un environnement politique et économique en mutation constante. Il y a lieu par conséquent de s'adapter, en permanence, aux conditions et à la réalité du marché en permanence où deux (02) paramètres sont à prendre en considération :  
- Le premier paramètre est d'ordre juridique, il faut inclure des clauses relatives aux changements des conditions et circonstances du marché, notamment la clause de sauvegarde dite "hardship", qui doit être distinguée de celle de "Force Majeur", cette clause devra être rédigée minutieusement en précisant les différents événements imprévisibles aux parties contractantes et les énumérer afin de se prévenir de toute difficulté lors de sa mise en œuvre ;  
- Le deuxième paramètre est lié aux formules de calculs utilisés, il faut absolument introduire la part des prix du marché spot dans ce type de contrat.

Je voudrais également parler du domaine de la Pétrochimie qui à mon sens n'a pas eu toute l'attention nécessaire dans le sens où son développement permettra à notre Pays de mieux valoriser ses ressources hydrocarbures permettant ainsi de développer son tissu industriel et favoriser les alliances et le partenariat dans des projets en garantissant la réussite du partenariat et en préservant les intérêts des uns et des autres. En effet, l'Algérie devra chercher son positionnement sur le marché international de la Pétrochimie par une forte présence à l'international sur le marché des produits finis à travers notamment une commercialisation conjointe. Une bonne partie des productions sera alors destinée à l'exportation, procurant ainsi des revenus supplémentaires en devises pour l'Algérie, l'autre partie sera quant à elle destinée à intégrer l'industrie nationale et ce, à travers la fabrication de matières premières pour la filière chimie servant à produire les détergents, les peintures, le plastique, le caoutchouc et les emballages. En outre, les projets Pétrochimiques, une fois lancés, permettront la création de postes d'emplois dans des domaines variés aussi bien pendant la phase construction que la phase exploitation. En effet, le développement des projets pétrochimiques et de raffinage lancé par le Groupe Sonatrach s'inscrivait dans le cadre de la valorisation des matières premières disponibles ainsi que le renforcement de l'Investissement Direct Étranger (IDE) en Algérie, conformément à la politique alors en vigueur, et visait notamment :

- Le développement du tissu industriel en Algérie ;
- La satisfaction de la demande du marché national en carburants et produits pétrochimiques ;
- La pénétration du marché international à travers une commercialisation conjointe avec nos partenaires des produits pétrochimiques ;
- Le développement socioéconomique de certaines régions Algériennes.

A suivre

\*Expert en Management Général et Industriel - Ancien Cadre Dirigeant de Sonatrach



Le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et le secrétaire général de l'OPEP ont, lit-on sur le site OPEC home, pris contact et longuement discuté sur la situation des marchés du pétrole et ont signé conjointement une déclaration commune daté du 16 mars 2020.

# Guerre des prix du pétrole : pourquoi tous les acteurs sont perdants



Par Reghis Rabah\*

Dans cette déclaration, les deux responsables ont exprimé leur vive inquiétude de la récession mondiale qui se confirme de jour en jour à cause du COVID-19 qui est devenue une pandémie qui a touché de nombreux pays dans le monde économiquement et socialement. Dr. Birol de l'AIE et Barindo le SG de l'OPEP, ont eu l'occasion étant donnée l'urgence de faire une évaluation de la récente volatilité des prix du baril qui risquerait si les deux organisations n'interviendraient pas à une situation pire que celle qu'a vécu le marché en 2014.

En effet, les prix du pétrole ont plongé lundi, touchant leur plus bas niveau depuis février 2016 avec les perspectives d'une demande d'or noir en chute libre sous l'effet des réponses à la pandémie du nouveau coronavirus. Le baril de Brent de la mer du Nord, proche du Sahara Blend pour livraison en mai a fini à 30,11 dollars à Londres, plongeant d'un peu plus de 11% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain, le West Texas Intermédiaire faisant office de standard dans la fixation des cours du brut et comme matière première pour les contrats à terme auprès de New York Exchange (Nymex) qui est une bourse spécialisée dans l'énergie pour le mois prochain devait chuter de 9,5% à 28,70 dollars le baril. Il faut reconnaître que les cours sont en effet pris en étau entre les perspectives d'une demande mondiale ralentie par les mesures instaurées par les États pour enrayer la propagation du Covid-19 et des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) livrant une guerre des prix avec leur allié russe.

Cette lutte acharnée pour sauver leurs parts de marchés a démarré quand l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, deux alliés majeurs au sein du cartel, ont annoncé leur intention d'inonder les marchés mondiaux d'or noir après le refus le 6 mars de leur allié russe de limiter davantage la production d'or noir pour soutenir les cours. Les deux responsables dont l'un représente les pays producteurs et l'autre consommateur ont déduit que « Si les conditions de marché actuelles persistent, leurs revenus issus du pétrole et du gaz chuteront de 50% à 85% en 2020, atteignant leur plus bas niveau en plus de 20 ans ». Sur le front de la pandémie, l'explosion du nombre de cas de contaminations, particulièrement en Europe, tétanise les places financières, qui redoutent une récession économique mondiale, accentuant encore plus la pression sur les cours du brut.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé ce même lundi une opération sur le marché monétaire à hauteur de 500 milliards de dollars au lendemain d'une baisse drastique et excep-

tionnelle de ses taux d'intérêt, ramenés dans une fourchette comprise entre 0 à 0,25%, ce qui a contribué à alimenter la panique des investisseurs complétement déboussolés. Ces deux acteurs n'ont pas manqué lit-on dans ce communiqué d'examiner l'impact sur les pays en développement vulnérables et ont noté que si les conditions actuelles du marché continuent, leurs revenus tirés du pétrole et du gaz poursuivront leur chute en 2020, atteignant les niveaux les plus bas en plus de deux décennies, selon analyse récente de l'AIE. Cela est susceptible d'avoir des conséquences sociales et économiques majeures, notamment pour les dépenses du secteur public dans des domaines vitaux tels que les soins de santé et l'éducation. Ils ont tous deux souligné l'importance de la stabilité du marché, car les effets de l'extrême volatilité sont ressentis par les producteurs, en particulier en termes de revenus indispensables, ainsi que par les producteurs et les consommateurs, qui sont affectés par un marché instable et imprévisible. Le secrétaire général Barkindo et le Dr Birol ont souligné l'importance de trouver des moyens de minimiser l'impact de la situation actuelle sur les pays en développement vulnérables. Ils ont convenu de rester en contact étroit sur la question et de poursuivre leurs consultations régulières sur l'évolution du marché pétrolier.

## LA SITUATION ACTUELLE A FAUSSE LES PRÉVISIONS DE L'AIE

Leur dernière analyse faite le 11 mars 2019 prédisait plutôt une industrie pétrolière évoluant vers des changements extraordinaires. Il plaçait les États-Unis comme acteur principal de croissance. En 2018, la production moyenne de « pétrole » (incluant le brut, les liquides de gaz naturel et autres hydrocarbures liquides) a avoisiné 99,7 millions de barils par jour (Mb/j) au niveau mondial selon les dernières données de l'AIE. D'après les prévisions de l'Agence, cette production pourrait encore augmenter de 5,7 Mb/j d'ici à 2024, principalement « grâce à l'incroyable force de l'industrie (américaine) du schiste ». Dans les rapports de l'AIE consacrés aux marchés pétroliers, souligner l'importance croissante des États-Unis ressemble désormais à un leitmotiv. En 2018, la production américaine de pétrole a connu une croissance « sans précédent » (+ 2,2 Mb/j) selon l'Agence. Et d'ici à 2024, l'AIE estime que les États-Unis comptent à eux seuls pour 70% de la hausse de l'offre mondiale de pétrole (+ 4,1 Mb/j entre 2018 et 2024, dont plus des deux tiers grâce au pétrole de schiste). L'AIE estime également que le Brésil, le Canada, la Norvège (qui vit une « renaissance » selon l'Agence) et le Guyana pourraient apporter une « contribution importante » à la production mondiale de pétrole (+ 2,6 Mb/j de hausse cumulée pour ces 4 pays d'ici à 2024). Au sein des pays de l'OPEP, seuls l'Irak et les

Emirats arabes unis envisagent une forte hausse de leur production pétrolière selon l'AIE (l'Agence retient dans son rapport une stabilité de la production saoudienne).

La croissance de l'offre de ces pays devrait être compensée par des « fortes baisses » de production en Iran et au Venezuela selon l'AIE. Il se trouve malheureusement que le COVID-19 et cette guerre déclarée par l'alliance OPEP+ a faussé tous ces calculs en mettant l'industrie du schiste américain ravagée financièrement sous le feu des projecteurs au cours de la semaine dernière, mais le ralentissement du marché va également creuser un trou dans les budgets des pays producteurs de pétrole. Les analystes de Goldman Sachs ont déclaré dimanche qu'une guerre des prix pourrait pousser les prix du brut à 20 dollars le baril, d'autant que le ralentissement économique provoqué par l'épidémie de coronavirus ralentit la demande mondiale. Ces niveaux de prix « commencent à créer un stress financier aigu et une baisse de la production de schiste ainsi que d'autres producteurs à coût élevé », avertit Goldman. Chesapeake a déjà pris des mesures pour obtenir plus d'espace financier. Elle a refinancé sa dette, échangé des passifs existants contre de nouveaux qui viennent à échéance et créé de nouveaux privilèges au sein de sa structure de dette. La société a déclaré en janvier qu'elle avait réduit sa dette de 900 millions de dollars, et en février, elle disposait de liquidités suffisantes d'environ 1,4 milliard de dollars pour faire face aux échéances imminentes de la dette. Néanmoins, ces déclarations ont précédé d'importantes turbulences sur le marché mondial et l'incertitude économique résultant de la crise des coronavirus, ainsi qu'une récente chute des prix du pétrole. Les développements ont fait pression sur les producteurs de pétrole et de gaz dans tous les domaines et ont incité Chesapeake à revoir encore plus attentivement ses livres financiers. Les actions de Chesapeake ont baissé de 75% jusqu'à présent cette année et ont chuté de plus de 30% lundi, ce qui lui donne une capitalisation boursière d'un peu moins de 400 millions de dollars. La société a déclaré qu'elle procédait à un fractionnement inverse des actions pour éviter d'être radiée de la Bourse de New York.

## POURQUOI LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ALGÉRIENNE RESTE À LA TRAINÉ

En dépit de la claque qu'a reçue dans la soirée du 5 au 6 mars dernier le président de la conférence OPEP+, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab continue de croire que les prévisions et réunions improductives du Comité Technique Conjoint vont remédier à cette situation dans une déclaration qu'il vient de rendre publique à la presse, pratiquement toutes les actions prévues dans le plan d'action du gouvernement liées au volet de l'énergie ne sont pas réalisables ni sur le court ni sur le moyen et encore moins le long terme. Toutes les hypothèses sont fondées sur la nouvelle loi sur les hydrocarbures sensés drainer des investisseurs sur les gisements nouvellement découverts par les moyens propres de Sonatrach, évaluées à près de 150 projets. Or, l'adoption de cette loi, votée faut-il le rappeler, dans un environnement et un contexte difficile, avec des représentants manquant en toute évidence de légitimité populaire. La situation alarmante vécue par Sonatrach depuis 2017, et le cri de détresse lancé par ses responsables, traduisant une incapacité à maîtriser le déclin, et appelant l'état à un amendement de la loi, afin de faciliter selon ses promoteurs, à encourager l'investissement étranger dans l'amont pétrolier et gazier Algérien, dans le conventionnel, mais aussi le non conventionnel et l'offshore tel que annoncé au tout début par les responsables en charge du secteur. Malheureusement, l'éventuel apport en terme de réserves, de niveau de production et en recette pétrolière, conséquence éventuelle par rapport à cette nouvelle loi, n'est pas clairement établi, ni qualitativement ni quantitativement. Devant cet état de fait, les hautes autorités, ont accordé aux responsables du secteur de l'énergie cette démarche. Quant au nouveau gouvernement de M. Djerad, et suite à des avis d'experts, il semblerait que les responsables du secteur et de Sonatrach, ne sont pas arrivés à convaincre définitivement

sur la viabilité économique et sur la rentabilité économique de l'exploitation du gaz non conventionnel, ni même d'ailleurs une étude poussée sur l'impact environnemental. Ceci a fait réagir avec responsabilité le gouvernement, à exiger des études d'impact dans ce sens. Le management Sonatrach semble actuellement subir, et incapable de réagir, observant la chute continue des réserves et de la production d'hydrocarbures. L'Algérie, devrait-elle prendre le risque d'attendre le second semestre de 2020, espérant un second souffle de nos hydrocarbures ? « Ultime » solution du futur appel d'offre tant promis par des responsables actuels du secteur de l'énergie, ayant été membre de la commission en charge de la promotion de cette loi. Dans leurs déclarations, ils promettaient au pays une sortie de crise tablant sur un apport en investissements par des partenaires étrangers, après avoir réussi à convaincre les autorités et les assemblées élues, la loi a été adoptée malgré les réticences de beaucoup d'experts et la forte mobilisation d'une grande frange de la population. Avec la baisse du dollar, celle de la production accélérée à vue d'œil, les recettes vont encore diminuer cette année et ne semble pas s'arrêter durant ce quinquennat, car hormis la sortie de crise par l'éventuel apport de la loi, rien d'autre n'est proposé. Cette situation ressemble beaucoup à celle vécue 2012-2014. Quel apport en production et en recettes pétrolières s'y attendre de l'apport de la loi ? Et si l'appel d'offre ne drainerait que très partiellement ou pas du tout de partenaires ? Quelles actions alternatives préconisées par les responsables du secteur ? Tous les regards des autorités sont donc tournés vers cette sortie de crise, suggérée par ces responsables. Le compte à rebours a commencé. Le citoyen inquiet de la gestion du secteur vital en général, se pose des questions sur le mode de contrôle de Sonatrach depuis le déclin brutal, le site de l'ALNAFT Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures, ne semble plus avoir un suivi ni une veille sur les activités de la Sonatrach. A la date d'aujourd'hui, les activités d'explorations, de développement, de découvertes, s'arrêtent dans le site officiel, à l'année 2016. Le ministre de l'énergie, issu de Sonelgaz, contraint à faire confiance à l'équipe actuelle de Sonatrach pour relever le défi dont dépend l'avenir immédiat et futur, de tous les Algériens. Le citoyen croise les doigts, tout en espérant que le responsable du secteur et le responsable de Sonatrach, mesurent la lourde responsabilité, et la gravité de la situation, et espère qu'ils possèdent l'expérience et la compétence nécessaires pour relever ce défi qui consiste à renouveler les réserves et à retrouver une croissance de la production. On se rappelle que l'état avait fait confiance en la personne de Ould Kaddour pour l'achat d'Augusta, l'Algérie paye actuellement les frais très chers, et la situation ne semble pas trouver d'issue. Les filiales de Sonatrach à l'étranger, dont les dividendes constituaient quelques centaines de millions de dollars pour Sonatrach, se trouvent maintenant elles-mêmes endettées pour sa maintenance, au moment où Sonatrach en a le plus besoins.

## LE DÉCLIN DES GISEMENTS EXISTANTS S'ACCENTUE

Dans le dernier rapport de l'OPEP celui de mars 2020 le déclin se confirme et qui rend Sonatrach incapable d'assurer son quota à l'OPEP fixé à un 1,056 millions de baril par jour en dépit des assurances du ministre de l'énergie lors de son entretien à la chaîne 3. Ainsi la moyenne de l'année 2018 a été de 1,040 millions de baril par jour et passée en 2019 à 1,023 millions de baril par jour soit toujours en moyenne un déficit de 17000 barils par jour. Le mois de janvier 2020, basée sur une communication directe de Sonatrach, la production a été descendue à 1,011 millions de barils par jour puis redescendue encore une fois en février à 1,009 millions de barils par jour. Toute la question est : pendant que les responsables du secteur de l'énergie promettent « monts et merveilles » avec cette nouvelle loi, les gisements existants qui constituent la seule marmite algérienne ne sont ils bousillés suite à une mauvaise maintenance par une surexploitation depuis 2017 ?

\*Consultant, économiste pétrolier



Bien faire son travail, c'est faire un peu plus que tendre le micro à quelqu'un.  
Enquêter, remettre en cause, creuser et exiger plus... Ce que nous voyons aujourd'hui  
pervertit notre démocratie et notre société...

Barack Obama

# Tebboune face au syndrome de Pinocchio : la science ne doit pas mentir

Par Omar Chaalal

**A**ux Etats Unis, du président américain Bill Clinton on parle plus de sa liaison avec Monica Lewinsky plutôt que son rôle sur la scène internationale.

Chez nous, tous les Algériens se rappellent de la scène de Bouteflika en train de regarder une radiographie d'un rescapé du séisme de Boumerdès. Après un semblant de regard à travers la lumière d'une fenêtre, il s'est permis de donner des instructions de soins au médecin qui traitait ce malade. C'est ce genre de comportement qui a détruit la médecine et l'éthique de cette fonction. Chacun son métier, les vaches seront bien gardées. Pour clarifier mes idées, il est essentiel d'illustrer mon texte par la honte de Nicholas Kristofun éditorialiste du New York Times « Ma part de honte : les médias ont aidé à créer Trump ». Dans son texte, Nicholas expose sa part de responsabilité et évoque des collègues qui présentent le milliardaire comme un « véritable filon », au détriment des autres candidats républicains. Souhaitons que certains journalistes fassent la même chose que Nicholas Kristofet nous dévoilent leur honte.

Ce que nous vivons en ce moment me rappelle le 18<sup>ème</sup> siècle en France tel qu'il est décrit par le professeur Jean Paul Sermain de l'université Sorbonne Nouvelle « Dans des mondes où vérité et mensonge ne sont plus distincts où le vol peut paraître juste et les bandits honnêtes, le personnage construit son destin, entre marginalité et socialisation, entre révolte et soumission, entre pulsion et conscience morale »

Mon expérience avec les médias algériens date de décembre 2015. Depuis cette date, j'ai constaté qu'une bonne partie des journalistes que j'ai rencontrés sont humbles, honnêtes et bien éduqués. J'étais invité pour animer un atelier (workshop) sur la protection de l'environnement pour les journalistes. Le séminaire a duré une dizaine de jours. Le séminaire était organisé par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, en collaboration avec l'entreprise allemande de coopération internationale (GLZ) et l'école de formation Pigier-Algérie.

Dans une de mes interventions, je me suis senti vraiment gêné et inquiet quand un journaliste du quotidien El Khabar, venant d'Oued Souf, me demanda de l'éclairer sur les dangers du gaz de schiste. Je lui ai répondu d'une manière moralisatrice : Quand la pseudo-économie et politique ignorante enveloppent l'environnement l'inquiétude règne. Nous devons vendre d'abord notre gaz naturel conventionnel et évitons d'inonder le marché de l'énergie par le gaz non conventionnel. En inondant le marché de l'énergie, le prix de notre gaz va chuter d'une façon vertigineuse et ce n'est pas dans notre intérêt (c'est exactement ce qui se passe en ce moment pour le pétrole brut). J'ai continué mon intervention en disant à ce journaliste « Je demande à monsieur Sellal d'écouter attentivement les vrais experts avant de penser à l'exploitation de ce gaz. Il faut développer l'industrie pétrochimique pour sauver notre économie. J'ai essayé de convaincre ce journaliste en lui démontrant que l'exploitation de la nappe d'eau dans les hauts-plateaux et le sud est plus urgente que l'exploitation du gaz non conventionnel en ce moment (cette nappe est la plus grande réserve d'eau au monde ; on peut l'utiliser pendant 1000 ans)

Se croyant libre dans le royaume de Sellal et Ouyahya, ce journaliste publie un article sur ce sujet en se référant à mes paroles. Le journal et le journaliste ont fait leur boulot. Le lendemain, un jeune homme du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement m'informe que Madame la ministre voulait me voir pour me demander de faire un démenti pour satisfaire monsieur Sellal. D'après ce jeune homme, Monsieur Sellal a demandé à Madame la ministre des explications à propos de l'article de ce journaliste. J'ai refusé en lui répétant tout simplement une phrase que j'ai utilisée dans mon intervention dans la Seconde Conférence des ministres de l'Environnement des pays musulmans organisée par l'ISESCO à Jiddah en 2007 « la science ne doit pas mentir ». Désolé, avec tous mes respects, vous dites à Madame la ministre que je ne peux pas faire un démenti qui satisfait l'humeur ou l'humour de l'arrogance po-



litique. Madame la ministre voulait essayer m'impliquer dans la fausse information en me disant : Nous vous avons invité pour dire ce que nous voulons dire. Dieu merci ! Les journalistes présents étaient de mon côté. Depuis, j'ai conclu que c'est dans les esprits de certains pseudo-politiciens que la corruption enterre la conscience professionnelle. Dans les pays qui se respectent, l'acquisition d'une formation solide dans le domaine de l'information demande un long processus, une discipline de rigueur, une honnêteté intellectuelle et un sérieux continu. Dans les universités du vrai savoir, la trajectoire de la sagesse informative croise le chemin de la connaissance en un point nommé conscience professionnelle. La sagesse ne peut pas entrer dans un esprit méchant, et science sans conscience n'est que ruine de l'âme disait Rabelais.

**L**a fausse information a toujours existé. Les médias de masse ont toujours joué un rôle important pendant les périodes de conflits ou de crises dans le monde. Le contrôle de l'information pendant ces périodes devient un enjeu déterminant. En période de guerre la fausse information est utilisée pour démoraliser les troupes de l'adversaire. Mais depuis l'élection de Donald Trump, le phénomène des fake news a pris des proportions sans précédent. De plus, les réseaux sociaux ont accéléré la propagation des faux news, renforçant leur caractère nuisible. A noter que les fake news sont devenues une industrie et un marché intéressants où circule un flux important d'argent sale. Chez nous et ailleurs, lancer son propre média et l'utiliser pour répandre les mensonges est une mode en ce moment. Les « fake news » ont un pouvoir de nuisance susceptible de faire déstabiliser une nation. Chez nous la conscience professionnelle et la science sont absentes et les esprits méchants paralysent notre progrès dans tous les domaines. Aujourd'hui nous assistons au charlatanisme pseudo-politique véhiculé par des médias présomptueux. Certains journalistes, insolents et superficiels, manquent d'expérience et de professionnalisme. Ils présentent des spécialistes des tremblements de terre comme spécialistes en médecine et des imams syndicalistes porteurs du virus fakhamatouhou comme des références religieuses. Ils laissent des farfelus à longueur de journée doucher les spectateurs de fausses informations. Je rappelle aux lecteurs la fatwa du biscornu bouche-trou qui condamne les citoyens qui voulaient boycotter le cinquième mandat ! Ces bouche-trous critiquent toute tentative de changement sans donner des solutions applicables. Le petit écran, spécialiste dans publicité du café

brésilien en sachet en Algérie et émetteur de laïus indigestes, préfère la forme au fond. Dans ces médias, l'être s'est effacé et l'apparaître est devenu un vice à la mode. J'existe, tant que vous me voyez sur le petit écran fait partie des activités pseudo-politiques de nos élus. Tout est devenu mélange et mirage. Je vous conseille de boucher nos oreilles quand vous entendez un bouche-trou inconnu parler au nom d'un autre bouche-trous inconnu. La mère disait : On ne sait plus faire la différence entre un couffin de blé dur et un couffin de blé tendre dans nos moulins.

**L**es japonais sont pris pour de chinois et les chinois pour de philippins. Dans cette confusion, les pseudo-politiciens jouent le rôle de médecins et les pseudo-médecins font la politique. On n'a perdu nos repères. On ne sait plus faire la différenciation entre le politicien et le vrai médecin. En revanche, une chose est certaine, jouer au médecin est un exercice trop risqué pour les politiciens. Plus de conscience de soi ! La conscience de soi décrit les conditions d'être conscient de sa conscience professionnelle. C'est la prise de conscience qui nous démontre que nous existons en tant qu'individus et nous appartenons à une nation. C'est cette conscience qui fait la force d'un régime politique. C'est cette conscience qui assure la continuité. Une continuité dans le temps qui construit l'identité d'un individu, d'une société et d'une nation. Une exception à cette règle s'applique au hirak. En période d'épidémies, la continuité du hirak est un danger pour la nation. Je ne suis pas contre le hirak comme un mouvement social pour le changement mais un hirak qui n'est pas conscient du danger du corona virus démontre le non sérieux des catalyseurs qui poussent l'Algérie vers un désastre. Soyons sérieux et suivons les conseils de nos médecins et faisons confiance à nos experts.

Revenons un peu en arrière pour mieux voir notre avancement dans la science et la technologie. C'était en 1986 quand le pétrole chutait à une vitesse démesurée.

Aujourd'hui, nous vivons les mêmes effets. A cette époque les médias du parti unique (Télévision et journaux) nous ont parlé d'un certain musicien qui invente le fil chirurgical pour nos hôpitaux. Trente ans après, l'histoire se répète avec Monsieur Boucharb, le fugitif. Il nous annonce l'invention d'un médicament contre le diabète. Les mensonges politiques se ressemblent et le syndrome de Pinocchio n'a pas disparu. L'inventeur du Rahmat Rabi de Boudiaf est une copie du musicien de Tlemcen inventeur du fil chirurgical en 1986.

Le mensonge scientifique continue et les fausses informations le suivent à pas cadencé. Bonatiro, le trembleur de la terre, nous informe qu'il a inventé un médicament pour le virus Corona ! Une découverte dans un laboratoire inconnu. Une découverte du jamais vu. Ce jamais vu fut découvert par des chercheurs fantômes qui habitent l'esprit de Bonatiro. Monsieur Tebboune ! Malgré vos efforts et vos bonnes intentions l'Algérie des gangs ne semble pas avoir changé à cause de ce syndrome.

**D**es chercheurs comme Bonatiro sont nombreux. Ces chercheurs nous assurent que le ciel est bleu et l'enfer est rouge brique. Se référant à cette vérité ridicule, je rappelle aux lecteurs les paroles du mystérieux Ali Haddad et son forum économique algéro-africain. Cette aberration politico-économique nous donne une idée de la logique des politiciens cartoons durant vingt ans de décadence. Dans ce forum, le président du FCE, Ali Haddad, a rappelé les potentialités de l'Algérie à l'export dans les filières des médicaments, agricole et agroalimentaire. Ce mystérieux ignore que ces trois domaines ne sont pas encore maîtrisés en Algérie. Le syndrome de Pinocchio et expertise dans fausses nouvelles ont permis à ce mystérieux de devenir une star. Ali Haddad voulait exporter le vent et importer la poussière. La fuite de Sellal et son équipe de ce forum résume notre réussite. En conclusion : Il est urgent de retourner aux fondamentaux du métier de journalisme qui consistent à vérifier, trier et hiérarchiser l'information. La lutte contre les « fake news » est la responsabilité du ministère de l'information et tout journaliste qui respecte l'éthique de son métier et sa conscience professionnelle. Oublions l'obscurantisme médiatique de la bande de Feraoun et sa clique. Unissons-nous pour construire une Algérie nouvelle. Inutile de dire que les bandits de l'ère de Saïd sa clique disposaient de moyens colossaux (argent de l'ANEP et un arsenal de moyen d'information) pour entreprendre une campagne de désinformation visant à faire de l'Algérie une tour babélie dans le monde. Il est temps de dénoncer les faux de la science recommandés par madame Sellal, les tartuffes qui ont fait la propagande pour fakhamatouhou, les faux moudjahidines promus sous le règne de Saïd, les faux médias de Tahkout et Haddad et les faux experts raffineurs notre brut en Italie. L'Algérie nouvelle naîtra et deviendra une réalité pour nos enfants après guérison du syndrome de Pinocchio.

\*Prof. en Génie des procédés  
et Expert en Gaz Naturel liquide



# ■ Crise économique et sanitaire: où ira-t-on chercher l'argent pour en financer les retombées ?



Par Cherif Ali

**E**ntre autres mesures, le Gouverneur de la Banque centrale a été instruit sous l'autorité du Premier ministre et en consultation avec le ministre des Finances, de verser à la réserve légale en or toutes les saisies douanières ainsi que le Fond de solidarité nationale qui étaient gelés depuis plusieurs décennies à des niveaux qui ne leur permettaient pas de servir de garantie.

Ceci pour dire que le pays a besoin de mobiliser toutes les ressources financières pour juguler les effets de cette conjoncture adverse sur l'économie nationale y compris les prêts accordés par les banques dans le cadre d'investissements privés.

Toutefois, d'autres niches financières peuvent être ciblées ; il s'agit de tous les biens à l'étranger dont l'exploitation ne profitait ni à la diaspora algérienne ni au Trésor public ; ils étaient parfois même laissés à l'abandon !

Selon ce qui a été rapporté par le quotidien d'El Watan, il s'agirait de résidences luxueuses, de châteaux, de bâtiments, d'hôtels, de commerces, d'exploitations agricoles, acquis par le FLN, sous des noms d'emprunt et de particuliers, pour le compte de la Révolution mais aussi d'actions dans des sociétés financières et commerciales, dont la gestion s'avère aussi problématique que coûteuse.

Ce patrimoine ne se trouve pas uniquement en France, mais également en Suisse, en Tunisie, en Arabie Saoudite et même en Libye et au Mali, pour ne citer que ces pays.

D'autres biens ont été acquis en Allemagne, mais surtout en Suisse, qui était la base arrière du FLN pendant la Guerre de Libération, et le lieu de dépôt de son trésor.

**L**e patrimoine de l'Algérie en France se fait bien plus important qu'on peut le croire, d'autant plus qu'il n'est pas totalement répertorié. Mais indéniablement, les plus importants biens de l'Etat se trouvent sur le territoire français.

Un patrimoine assez important dont l'exploitation ne profite malheureusement pas au Trésor public. Selon des sources diplomatiques, « bon nombre de ces noms d'emprunt ont disparu. Ce qui a été récupéré reste néanmoins important, mais ne génère pas de revenus à la hauteur de sa valeur ».

Durant son deuxième mandat, Bouteflika, après avoir été saisi sur les convoitises de certains dignitaires qui voulaient mettre la main sur des résidences de maître à Paris, a chargé l'IGF (Inspection générale des finances) de mener une enquête sur les biens de l'Etat à l'étranger, surtout en France, qui aurait révélé des « pratiques illégales qui auraient permis à des pontes du système d'accaparer certaines résidences d'Etat, hôtels et appartements ». Bien évidemment, le rapport de l'IGF n'a pas été divulgué.

**E**n 2009, une luxueuse résidence de 35 000 mètres carrés a été achetée par l'Algérie à Genève pour plus de 27 millions d'euros (30 millions de francs suisses). Considérée à l'époque comme l'une des plus grosses ventes immobilières à Genève, cette acquisition a suscité de nombreuses interrogations et alimenté le débat sur la nécessité de se « débarrasser » de ces nombreux biens budgétivores que l'Algérie détient à l'étranger.

Au lendemain de la chute drastique du prix du baril de pétrole sur le marché international, sous le double effet du ralentissement de l'économie mondiale, comme conséquence de la propagation du coronavirus et de la décision unilatérale prise par certains pays membres de l'OPEP de vendre leur production de brut avec des rabais particulièrement agressifs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a instruit les membres du gouvernement pour prendre toutes les dispositions qui s'imposent.



Aujourd'hui, alors que les revenus de l'Etat ont fondu comme neige au soleil, et que l'Algérie tout comme le monde entier d'ailleurs, fait face à l'une des plus grande crise économique, doublée d'une crise sanitaire sans précédent, certains n'hésitent pas à relancer le débat sur « la nécessité » d'y faire face en recourant justement à la vente de ces biens pour éviter au pays le recours à la planche à billets ou un endettement auprès du FMI ou de la Banque Mondiale, quand bien même le président Tebboune y est formellement opposé !

**M**ême si les avis divergent sur cette question, il n'en demeure pas moins que l'Algérie possède un énorme patrimoine qui aurait pu constituer un important revenu pour le Trésor public s'il n'avait pas fait l'objet de prédation et de mauvaise gestion.

Bien évidemment, des voix vont s'élever contre cette initiative et crier à l'hérésie !

De quel droit l'Etat va-t-il vendre des biens communs, des bijoux de famille oseront dire certains ?

Pourtant, beaucoup de pays et non des moindres y recourent pour renflouer leurs caisses :

- L'Espagne à titre d'exemple, qui a procédé à la vente de quelque 15.135 biens publics et ce n'était pas la première fois !

- la France qui, chaque année, cède une partie de son patrimoine public mais aussi militaire, ce qui lui permet d'engranger outre des bénéfices plus que substantiels, d'adapter son parc immobilier aux besoins (restructurations militaires, nouvelles cartes sanitaires et judiciaires etc). A titre indicatif, les cessions ont permis de rapporter près de 574M • à l'Etat ; un chiffre globalement stable depuis 10 ans.

Et il n'y a pas que les biens à l'étranger !

L'Etat, les collectivités locales et les organismes divers dépendant des administrations centrales possèdent un patrimoine

qui, en l'état, grève lourdement le budget parce qu'en partie, il est constitué d'actifs dormants « improductifs » et pour la plupart abandonnés par négligence et laxisme des responsables et/ou suite à un changement de leur destination initiale.

Il s'agit, par exemple, d'écoles désaffectées, de services de santé abandonnés, de marchés inopérants et inaccessibles (dans la seule commune de Douéra, il a été recensé 5 infrastructures de ce type), de locaux destinés à l'emploi des jeunes en état de ruine avancée, de gares routières bouées par des usagers et les transporteurs, d'anciens sièges de la garde communale réalisés sur PCD et délaissés suite au redéploiement de ce corps... Et tant d'autres biens de valeur qui grèvent lourdement le budget de l'Etat et qui pourraient être identifiés après enquête.

Bref, toute une « niche financière » qui ne demande qu'à être transformée en recettes bénéfiques en ces temps de crise !

L'évaluation de tous ces biens patrimoniaux n'est pas, à notre sens, problématique.

**L**es walis, les ministères et les organismes concernés, accompagnés par les services domaniaux compétents, s'ils venaient à être instruits, pourraient :

Dans un premier temps, en établir la « cartographie » et le « recensement ».

Ensuite, définir la propriété, en s'appuyant, impérativement, sur un critère absolu, l'« inutilité » des immeubles concernés.

Enfin et avec la remontée des informations et leur consolidation, l'on aura, déjà :

1. un aperçu sur leur « estimation quantitative et qualitative » en termes de valeur vénale et leur superficie.
2. une idée de ce que tout ce « trésor dormant » peut rapporter, éventuellement, à l'Etat s'il venait à être aliéné et cédé
3. les montants ainsi collectés qui seront injectés pour réduire le déficit public.
4. une partie des recettes qui sera prélevée

pour réhabiliter des bâtiments publics, en acheter ou en construire d'autres.

5. le niveau des « économies » qui seront réalisées :

- en termes d'entretien, d'énergies
- et même de postes de travail, sachant que les gardiens desdits biens, par exemple, pourraient être redéployés voire même imposés aux « repreneurs » par des clauses particulières.

**A**défaut, tous ces biens patrimoniaux, continueront à se dégrader inexorablement, tout en grevant lourdement le budget de l'Etat. En somme, des « biens Habous » qui ne disent pas leur nom !

Est-ce bien raisonnable en ces temps de crise ?

Pour l'heure, le gouvernement Djerad est acculé, il doit trancher car il se trouve dans une situation financière critique qui ne lui laisse aucune marge : et tant pis pour les bijoux de famille !

A ceux, enfin, qui viendraient à critiquer « la vente d'une partie du patrimoine immobilier de l'Etat » on les renvoie à l'exemple d'une entreprise qui se trouve en difficulté profonde et qui n'a d'autre choix que de réaliser certains de ses actifs, notamment immobiliers, afin de préserver son cœur de métier et poursuivre son redressement.

N'est-il pas préférable pour elle d'alléger ses charges en matière de gardiennage, d'entretien, d'énergies, d'assurances et dans la foulée, bénéficier d'argent frais pour sa relance ? Cela relève du bon sens !

Pour conclure, rappelons cette instruction d'« interdiction d'exportation de tout produit stratégique » en ce temps de lutte contre le Covid19 formulée par le président de la République dans son discours à la Nation, qui résonne comme une volonté ferme d'aller vers le « patriotisme économique ».

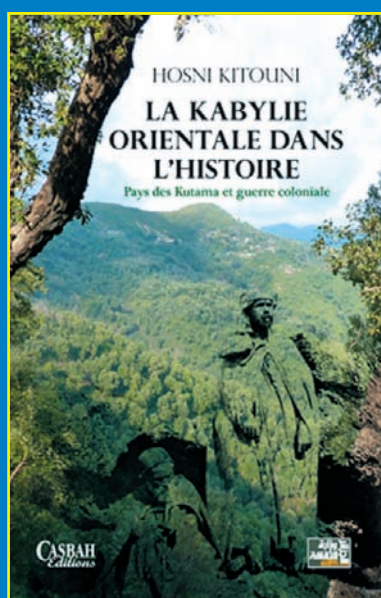
En clair, et c'est un des enseignements à tirer de la pandémie du corona virus, l'Algérie ne doit compter que sur ses potentialités !



## IL ÉTAIT UNE FOIS... DANS L'EST !



médiation

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
Livres

**LA KABYLIE ORIENTALE DANS L'HISTOIRE. PAYS DES KUTAMA ET GUERRE COLONIALE**  
Essai de Hosni Kitouni.  
Casbah Editions. Alger.  
2013 - 268 pages. 715 dinars.

Parler de «Kabylie orientale» aujourd'hui, c'est évoquer une région qui n'a plus de nom. Et pourtant ! Elle a bel et bien existé... pas seulement en tant que «fiction ethnographique» destinée à servir le dessein militaire de la colonisation... mais parce que, par la suite, la géographie et l'histoire reprenant inmanquablement leurs droits et leur autorité, on parle toujours de «Kabaïle El Had'ra»... et bien souvent du «Pays des Kutama».

Charles Féraud (1862) indique les limites de la Kabylie orientale entre «le versant oriental du Babor jusqu'à l'Edough, près de Bône (aujourd'hui Annaba)»... Il y a, aussi, une communauté de langage («un arabe corrompu par la prononciation vicieuse de certaines lettres»), une analogie des habitudes, une parenté de l'indépendance et un habitat spécifique... En plus, avec des montagnes dressées en bordure de mer, face aux vents pluvieux du nord-ouest, fortement arrosées, il y a un «pays imprenable». Ce qui en fait, pour longtemps, pour ne pas dire toujours, un «îlot» dur, sauvage, enclavé, où seuls quelques cols

ouvrent des passages aux voyageurs. Pas seulement pour aller à Jijel ou Collo ! Plus loin, on a Bissi ou Fil Fila pour aller à Azaba et à Annaba, Eddis puis El Kantour pour aller à Constantine...

Quant à l'histoire du peuple kutama, elle reste très liée à des guerres et à l'exil... Ayant adopté la foi chiite professée par les Fatimides (qu'ils aidèrent à conquérir Alexandrie, l'Égypte et la Syrie car ils furent de toutes les expéditions... au Maghreb, en Espagne, en Sicile... perdant plus de cent mille des siens, morts sur les champs de bataille ou égarés dans l'exil), nombreux installés en Égypte et en Palestine... ils sombrèrent, nous dit Ibn Khaldoun, «dans le luxe et la mollesse», ce qui facilita, par Zirides et Sanhadja d'Achir interposés (puis, par la suite, on eut une persécution hilalienne) leur «extermination» (Choual 378, janvier-février 989).

Le plus grand drame c'est d'en arriver même à «renier le passé... à l'ensevelir sous un monceau d'oubli, ne plus être ce qu'on a été... et pour s'éviter l'opprobre, chercher constamment à faire oublier d'où il venait en se masquant derrière une ancestralité problématique». Étrangement, l'éthnonyme kutama «n'existe plus dans la langue des autochtones». Il a fallu attendre longtemps avec une première phase post-hilalienne (XIème-XIVème siècle) pour voir se reconstituer le socle ethnique berbéro-kutama et avec une seconde phase après la création de l'Etat ottoman (XVème); avec les corsaires turcs débarquant les premiers missionnaires religieux et les Andalous chassés d'Espagne. Se fondant dans la population autochtone, ces nouveaux arrivants vont apporter avec eux trois ferments essentiels : le droit, le «Ilm» (la connaissance religieuse) et le «Cherifa», les trois souvent portés par un seul et même personnage : le marabout. «Culturellement, ils (les marabouts) insufflent à l'âme kabyle l'idéologie mystique et ses valeurs d'ascétisme et de quête de transcendance. Le fanatisme qu'on a cru découvrir chez cette population, n'est que l'expression de sa religiosité nourrie du vieux fond «chiite» mêlé à l'enseignement soufi porté par les nouveaux arrivants.

C'est un pays de quarante tribus et de cent mille âmes environ, traînant derrière lui une histoire vingt fois séculaire, conservant le particularisme kutama, malgré les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes et les Turcs... qui voit arriver un autre envahisseur : la France coloniale.

On aura, de 1839 à 1871, toute une période d'occupation forcée, sauvage, faite de massacres, de rapine, de razzia et de dé-

possession, mais aussi des résistances indomptables... avec ses Chérifs révoltés (1839 - 1851) dont Si Zeghdoud, Bou Dali Ben Lahrach, M'rabet Ben Baghrich, Messaoud Ben Mansour, Mohamed Ben Abdallah Ben Yamina,... les uns poussés par l'émir Abdelkader, les autres inspirés par leur seule foi en le djihad. Bien sûr, les colabos' - Caïds, Cheikhs - ne manquèrent pas. La Kabylie orientale demeura donc jusqu'en 1851, avec la Grande Kabylie voisine, la seule région (de l'Algérie du Nord) encore insoumise. L'expédition de 1851, jalonnée de crimes («pour que la presse en parle»), fut le début de l'anéantissement. On organisa pour diviser et on divisa pour soumettre. D'autres expéditions (1853) suivirent, toutes aussi meurtrières.

Les chefferies traditionnelles se trouvèrent ruinées mais de nouvelles formes de résistance allaient apparaître... dont la confrérie Rahmánya, qui devint un «cadre structurant des insurrections»... Ainsi, 1864, en Algérie, fut fertile en révoltes toutes d'inspiration religieuse.

L'idée napoléonienne de «royaume arabe», la naissance du «parti colonial» et le sénatus - consulte de 1863 allaient achever la désagrégation sociale... On eut, certes, partie du côté d'El Milia (Ouled Aidoun), l'insurrection de février 1871 qui dura près de sept mois («une des dernières grandes manifestations du cycle patriotisme rural»), mais qui, défaite, aggrava l'appauvrissement et le déracinement. «Il y a dans l'histoire de la colonisation un avant et un après 1871». Tout le reste est fait de haine du parti colonial, prônant la supériorité des races, l'asservissement des Algériens et poussant dans les «voies de l'extermination» par la violence, la ruine et l'appauvrissement. Après la dépossession et les séquestres sur certaines tribus, aux conséquences tragiques avec des déplacements massifs, la cantonnement sur des terres pauvres, les exodes dus à la paupérisation, le dépeuplement... on inventa le «douar colonial»... et avec la loi de 1882 (sur «la constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie»), puis le code de l'indigénat, la colonisation va «ruiner» les familles avec l'attribution de noms patronymiques inadaptés, collés d'office souvent et parfois farfelus, sinon insultants. Un mal dont l'Algérie d'aujourd'hui ne s'est pas totalement débarrassée.

**L'auteur :** Etudes en économie (Paris VIII - Vincennes), enseignant, rejoint la télévision algérienne et chercheur indépendant. Écrit et réalise des émissions culturelles et des documentaires historiques et sur le patrimoine. Auteur d'un ouvrage (Le désordre colonial. L'Algérie à l'épreuve de la colonisation de peuplement.. Casbah Editions, Alger 2018) et de plusieurs études consacrées à la violence et aux changements induits par les dépossession massives au cours du XIXème siècle). Sommaire : Préambule / Introduction générale / Première partie (Des Numides aux Kutama ; Une identité renouvelée à partir du XVIème siècle) / Deuxième partie (L'occupation coloniale ; Le patrimoine rural en échec ; Après la ruine des tribus, ruine des familles) / Conclusion / Bibliographie sélective (7 pages.)

**Extraits :** «Il y a, assurément, dans l'esprit d'indépendance des Kabaïle El Hadra

non point l'«instinct de sauvage» mais un vrai frémissement d'une sensibilité singulière, réductible à nulle autre. Sensibilité qui n'a pu être forgée que par les événements de «la longue durée»» (p. 10). «Par la manière d'enterrer leurs morts, leur langue et leur écriture, les premiers habitants de la Kabylie orientale sont d'authentiques Numido-Berbers qui vont subir tout au long de l'histoire les influences venues de divers horizons» (p. 26). «Il y a unanimité à reconnaître combien l'œuvre du roi massyle, Massinissa, fut considérable. Pendant son règne qui aura duré cinquante-cinq ans, il réussit à transformer profondément le pays et les hommes» (p. 29). «Punique d'abord, numide ensuite, romaine enfin, telles ont été les influences qui ont profondément transformé le paysage et les usages en Kabylie orientale. Mais, de toutes celles qui l'ont précédée, la civilisation romaine aura marqué le pays, en y laissant ses traces dans la pierre» (p. 41). «S'il y a bien un trou noir dans l'atlas historique de la conquête arabe, il couvre entièrement la Kabylie orientale» (p. 45). «Certes, les victoires sont parfois plus redoutables que les défaites, mais la fin des Kutama fut surtout la conséquence d'une persécution religieuse et ethnique qui allait durer deux siècles (note : par les Aghlabides puis par les Sanhadja en raison de leur soutien aux Fatimides et au chiisme professé par ces derniers)» (p. 54). «Ni dynastiques ni religieuses, mais des fédérations de fraction, telles sont les tribus de la Kabylie orientale» (p. 76). «Tous les domaines de la vie sont touchés par le bilinguisme... pratiquement tous les éléments topographiques sont nommés par le berbère, les créations humaines portent des noms arabes» (p. 88). «Face au danger... elles les laissent (note : les tribus) tomber les bannières étriées de leur tribale appartenance et se fondent en un seul «peuple», pour aller mourir au nom des seules valeurs qui, à leurs yeux, valaient la peine qu'un homme meure pour elles : la religion et le territoire» (p. 95).

**Un souci constant de restituer le rôle du peuple dans son histoire en se plaçant résolument du point de vue de ceux qui souffrent et luttent pour préserver vaille que vaille leur liberté et leur vie. Enfin, une «vraie» histoire de l'Algérie qui rend justice à ses variétés régionales... multiples, diverses, variées mais toujours unies. Pour mieux comprendre le caractère actuel (la psycho-sociologie) des populations de la «Kabylie orientale», il faut absolument lire ce livre. Pour ma part, je me «connais» bien mieux !**

**Citations :** «Lieux de pouvoir et d'accumulation de la rente, la cité a donc été un organisateur de l'espace géographique en jouant un rôle d'intégrateur des populations rurales à son espace vital : par le travail forcé ou volontaire, l'échange, le droit, la force..., etc.» (p. 40). «C'est quoi un indigène ? Un simulacre d'homme, une figure emblématique de rien. C'est une image factice : imaginée, pensée, désirée, née dans les profondeurs nocturnes de la pensée coloniale, une sorte de création fantasmagorique à laquelle devra par un lent apprentissage s'assimiler l'Algérien. Pour devenir homme à part entière, l'«Arabe» devra parcourir ce chemin long et sinueux qui ne mène nulle part» (p. 258).

Algériens, y compris bien des jeunes, secoués par le récit des «pères»... et se sentant incompris par une «histoire de la colonisation» (mis à part quelques exceptions à saluer) osant vanter ses «bienfaits».

**L'auteur :** Chercheur indépendant en histoire du fait colonial.

**On en apprend des choses... que même les historiens académiciens n'avaient pu déceler. De plus, les mots utilisés sont justes et forts car dépourvus de la froide rigueur du scientifique. D'où, un livre sans ressentiment et complètement utile.**

**Citation :** «En raison des désastres humains dont elle a été la cause, la colonisation de peuplement est devenue synonyme de barbarie et de génocide» (p. 17).



**LE DÉSORDRE COLONIAL L'ALGÉRIE À L'ÉPREUVE DE LA COLONISATION DE PEUPLEMENT**  
Essai de Hosni Kitouni  
(préface de William Gallois). Casbah Editions. Alger 2018.  
950 dinars. 378 pages  
(Rappel résumé, car déjà publié en 2019).

Un livre qui se limite seulement à la période 1830 - 1900, mais qui suffit amplement à montrer et à démontrer l'ampleur des désastres auxquels ont abouti 70 années de guerre, de dépossession et de fiscalité prédatrice. Des causes importantes (bien qu'elles ne soient pas les seules) du chaos absolu. Résultat : la création de deux «castes», celle des «colons» et celle des «indigènes» (la plupart du temps classés par la suite sous des termes génériques : les «Pieds-noirs» et les «Arabes») ; deux castes dont l'une, la première citée, ne pouvait vivre et prospérer qu'aux dépens de l'autre «comme une sangsue de sa bête»... et ce durant plus de 130 ans. Et, au final, deux peuples irréconciliables constitutifs d'une impossible société nourrie de violence, de racisme et d'exclusion politique. Le trauma colonial est tel qu'aujourd'hui encore, il «occupe» la sphère mentale des



# Coronavirus : en Tunisie, les autorités confrontées à la défiance des habitants

Le Monde Afrique

**A**u marché central de Tunis, l'un des points névralgiques du centre-ville, l'effervescence matinale est moins intense qu'à l'accoutumée. «Il y a moins de gens depuis quelques jours, mêmes dans les grandes surfaces», témoigne Sabiha Ha-faiedh, une mère au foyer de 56 ans venue faire ses courses. Depuis l'apparition de nouveaux cas de coronavirus en provenance de France et d'Italie, les interrogations et l'inquiétude s'amplifient en Tunisie. Pour l'instant, selon les données officielles, le pays a recensé treize cas et aucun décès.

Le gouvernement a annoncé une batterie de mesures, lundi 9 mars, comme l'avancement des vacances scolaires ou la suspension d'une partie des communications aériennes et maritimes avec l'Italie. Le lendemain, 30 touristes italiens ont été renvoyés chez eux. Plusieurs municipalités, dont Tunis, ont pris des arrêtés municipaux interdisant les chichas dans les cafés et préconisant l'usage de gobelets en plastique. Les officiels enchaînent les plateaux de télévision pour faire de la prévention et tenter de rassurer. Avec des résultats pour le moment très incertains.

Sami, un fromager du marché central, se frotte les mains mécaniquement avec son gel désinfectant. «Je fais attention ici et à la maison, mais j'estime que nous n'avons pas assez d'informations. On ne sait pas trop ce qui se passe, si les gens mis en quarantaine respectent réellement l'isolement. Surtout avec le dernier cas du Français qui est parti de l'hôpital», dit-il.

**Le gouvernement, qui a annoncé une batterie de mesures pour freiner l'épidémie, tire la sonnette d'alarme quant aux dangers de transgresser les indications de confinement.**



## PANIQUE SUR UN VOL TUNISAIR

Lundi, un ressortissant français de 83 ans, testé positif au coronavirus et hospitalisé dans la ville de Bizerte, a en effet quitté l'établissement et pris un vol pour Strasbourg sur la compagnie Tunisair, créant la panique parmi les passagers. Un autre cas a contrarié les autorités : celui d'un homme de retour d'Italie depuis deux semaines, testé positif après avoir circulé en toute liberté pendant cette période.

En réaction, le ministère de la santé a tiré la sonnette d'alarme quant aux dangers de transgresser les indications de confinement. Dans la région de Gafsa, où le premier cas avait été détecté, la

direction générale de la santé a décidé de poursuivre en justice les contrevenants.

«On fait de notre mieux, mais il faut que les gens soient responsables et respectent les mesures d'hygiène et d'isolement préconisées. Nous savons que nous avons des moyens limités en cas de propagation, donc nous faisons tout pour anticiper, avance Chokri Hammouda, le directeur général des soins de santé de base au ministère de la santé. Ce n'est pas seulement le secteur de la santé qui doit être mobilisé, le ministère des transports doit aussi veiller au nettoyage des transports en commun, le ministère du commerce doit réguler la flambée

des prix... Il faut que nous prenions en main le phénomène tous ensemble pour éviter la crise.»

Selon le chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, la croissance pourrait baisser de 0,5 % en raison de l'impact économique du coronavirus.

## «IL Y A DES GENS QUI EN PROFITENT»

Au marché central, Fayçal Chelbi, marchand d'épices, vend l'ail rouge 19,80 dinars le kilo (environ 6 euros) au lieu des 14 dinars habituels. La rumeur veut que l'ail soit efficace contre le coronavirus, comme d'autres remèdes de grand-mère pourtant déclarés sans effet par le corps médical.

Un peu plus loin, dans sa pharmacie, Khaled Jazi compare les coûts des masques FFP2, passés de 6 à 20 dinars en quelques semaines. «C'est un peu la panique depuis la propagation éclair du virus en Italie. Il y a malheureusement des gens qui en profitent», déplore le pharmacien.

La non-prise en compte des consignes gouvernementales est en partie liée à un manque de confiance des citoyens envers leurs dirigeants. Celle-ci a été mise à mal par des années de blocages politiques, sanctionnés lors des dernières élections législatives et présidentielle. Certains commentateurs estiment que le gouvernement ne va pas assez loin pour lutter contre l'épidémie.

«On a un peu l'impression que c'est l'opinion publique qui guide les décisions politiques sur l'épidémie et non l'inverse. Ce sentiment est renforcé par l'écart entre la communication du corps médical et des experts scientifiques, qui demandent des mesures plus drastiques, et l'action des politiques, qui prennent des décisions en fonction de l'impact économique», observe Emna El Hammi, consultante scientifique et stratégique dans le domaine de la santé.

A Sousse, où sont hospitalisés trois patients, Wissem Hachfi, professeur en maladies infectieuses et chef de la cellule de crise coronavirus au CHU Farhat-Hached, tente de rassurer : «Nous sommes tous inquiets, mais il faut aussi voir que nous avons pu prendre en charge les patients et exécuter un plan d'action sur lequel nous avons travaillé bien avant l'arrivée des premiers cas. Il y a un mélange de peur et de déni au sein de la population, mais elle a confiance dans les médecins, il faut miser là-dessus.»

## Face au coronavirus, la solidarité et le rire sont de merveilleux remèdes à la peur

**Gérer l'incertitude, faire face à l'adversité, tisser des solidarités : tant d'aptitudes, aujourd'hui érodées, que la présente crise du coronavirus fait rejaillir. Et si quelque chose de salutaire pouvait ressortir de ce moment déstabilisant que l'on partage collectivement ?**

LE DEVOIR

**O**n ne connaît pas, ou encore si peu, l'incertitude avec laquelle on doit aujourd'hui composer. Et pourtant, elle a été le lot de tant de générations qui nous ont précédés, en temps de guerre ou de crise économique.

«On a beaucoup moins de capacité qu'avant de faire face à l'adversité, soutient Pascale Brillon, professeure de psychologie à l'UQAM. Autrefois, la maladie, la mort, la douleur faisaient partie de nos vies. On s'inclinait devant une force extérieure qui était au-dessus de nous, on l'acceptait. Aujourd'hui, on s'arcboute plus.»

Cette incertitude est encore la réalité quotidienne de millions d'habitants du globe provenant de régions moins privilégiées. Mais ici, chez nous, elle est à des lieues du confort, du sentiment de contrôle sur nos vies et de l'instantanéité auxquels on est habitués. Une nouvelle réalité, qui sera certainement éphémère, mais à laquelle il faut s'habituer rapidement. Une occasion peut-être aussi de nous reconnecter avec cette résilience que connaissent nos grands-parents. La résilience, c'est cette souplesse, cette capacité à rebondir dans l'adversité, à surmonter l'imprévu et à s'adapter. «C'est comprendre que les problèmes ne sont pas quelque chose d'anormal, qu'ils font partie de la vie, qu'on est

capable de rebondir et que ça va nous permettre de mieux tolérer l'adversité dans le futur», détaille Pascale Brillon, également directrice du laboratoire de recherche Trauma et résilience de l'UQAM.

## RECHERCHER L'ACTION

Il est néanmoins tout à fait légitime de ressentir de la peur et de l'anxiété, souligne Christine Grou, psychologue et présidente de l'Ordre des psychologues du Québec. «On est face à une menace à notre santé, quelque chose qui est complètement nouveau, qui a un caractère très imprévisible, on ne sait pas complètement ce qui se passe et il n'y a pas encore une façon d'enrayer le virus», convient-elle.

Mais devant une telle situation, deux types de pensée peuvent se développer. Soit une pensée orientée vers des actions positives et constructives, comme se laver davantage les mains, éviter les contacts sociaux, annuler un voyage et faire des activités agréables à la maison. Ou une pensée plus nuisible, paralysante, qui appréhende le pire. «C'est se demander pourquoi ça arrive, qu'est-ce qui arriverait s'il fallait que ça s'aggrave ou encore s'il fallait qu'on manque de nourriture», cite-t-elle en exemple. En l'espace de quelques heures jeudi, c'est ce vent de panique qui a traversé le Québec. Le risque de contracter le coronavirus n'était pourtant pas tellement plus élevé que dans les jours précédents. Mais le discours du



gouvernement a emprunté un tournant inédit. «Il y avait un caractère exceptionnel dans les mesures annoncées par le premier ministre Legault qui ont eu un effet paradoxal», analyse Christine Grou. «Les gens sont devenus très alarmés, ils se sont dit c'est sérieux et très grave, alors qu'objectivement, ils devenaient à ce moment mieux protégés.»

## SOURCES FIABLES

Pour encourager le sentiment d'autoefficacité chez les citoyens (on est capable de traverser cette épreuve ensemble), un délicat équilibre doit être maintenu dans les communications des autorités gouvernementales, estime Pascale Brillon. L'information transmise doit être juste, mais pas trop dramatisante, en laissant de la place aux nouvelles encourageantes (par exemple, le taux élevé de guérison). Sinon, la population panique, tombe en incapacité acquise («c'est tellement gros et épouvantable qu'on ne peut rien faire») ou en déni («ils exagèrent», «c'est un complot»). «Jeudi, j'ai l'impression que cet équilibre a été un peu brisé», signale-t-elle.

Il est aussi important, conviennent les deux psychologues, de choisir des sources

d'information fiables et d'éviter la surexposition à de l'information négative. «Le cerveau est ainsi fait que si on entend la même nouvelle 20 fois dans la journée, on va avoir l'impression qu'elle est pire puisque la nouvelle devient omniprésente», explique Christine Grou.

De ces moments intenses naissent aussi une bienveillance et une solidarité entre citoyens, dont les médias doivent faire écho, fait valoir Pascale Brillon. «On est plus souvent exposé aux gestes négatifs (par exemple, le vol de masques de protection) qu'aux gestes positifs. C'est important de les mettre en évidence pour maximiser la résilience des gens. Et pour encourager ces gestes, il faut des modèles.» D'autant plus que le meilleur remède à la peur, c'est la solidarité. «La peur, ça nous rend très individualistes, fait remarquer Christine Grou. Le meilleur facteur de protection, c'est d'avoir une conscience collective, de se serrer les coudes, de prendre soin les uns des autres.»

Une façon aussi de donner un sens à tout ce qui se déroule sous nos yeux et sur lequel on n'a que peu d'emprise. Sans oublier d'en rire un peu. Puisque l'humour est un magnifique mécanisme de défense.



# Iran : la nouvelle jeunesse de la vieille garde

**En Iran, les menaces de Donald Trump, l'élimination du général Soleimani et l'abstention massive ont donné la victoire électorale aux religieux les plus radicaux.**



**S**es vieux amis l'avaient rêvé immortel. Au 41<sup>e</sup> jour de la mort de Qassem Soleimani, ils se sont réunis pour un dernier hommage. Certains sont venus de Kerman, la province natale du défunt général, dans le sud-est de l'Iran. Tous l'ont connu il y a plus de quatre décennies, quand il était un ouvrier sans le sou qui trompait sa faim sur les tapis de «varzesh-e bastani», la lutte traditionnelle iranienne. Bien avant qu'il ne devienne ce héros national tombé en martyr sous un drone américain, dont le portrait plane comme un reproche, omniprésent, sur les rues grises de Téhéran. Pas un carrefour, une bretelle d'autoroute ou une façade de mosquée qui n'échappe à sa légende.

Ali Akbar Pouryani a eu l'honneur de diriger le «général des cœurs», comme on l'appelle depuis sa mort, au sein des troupes d'élite des Gardiens de la révolution pendant la guerre contre l'Irak. La paix conclue, alors que Soleimani poursuit une brillante carrière militaire, Pouryani délaisse les champs de bataille pour les affaires. Aujourd'hui à la tête d'une florissante entreprise d'exploitation minière, il reçoit dans une vaste salle de réunion transformée en mausolée, où trône une photo de son ami appuyé contre une mitrailleuse, le regard perdu au loin.

Alors que le régime a fait du populaire général un symbole de la résistance de la République islamique, le P-DG met en garde contre toute entreprise de récupération. Lui veut parler de l'homme, pas de politique. «Qassem n'était pas du genre à égrainer son chapelet au fond d'une mosquée en attendant que le monde devienne meilleur. C'était un homme d'action et de convictions. Le plus pur et le plus juste que la Terre ait jamais porté.»

## L'ÉLIMINATION DE CELUI QUE LE GÉNÉRAL PETRAEUS A UN JOUR QUALIFIÉ DE «CRÉATURE VÉRITABLEMENT DIABOLIQUE» A RÉVEILLÉ LE PUISSANT PATRIOTISME IRANNIEN

Les larmes submergent Pouryani quand il évoque ce jour où Soleimani, débarqué en treillis, a pris délicatement dans ses bras son dernier fils pour lui murmurer à l'oreille la «chahada», la profession de foi des musulmans. L'enfant, maintenant âgé de 5 ans, fait irruption dans le bureau de son père en déguisement commando, une grenade en plastique accrochée à la ceinture. Il se plante devant les visiteurs et déclare, sa petite poitrine gonflée : «Que Dieu bénisse le grand Qassem !»

Des gamins, mais aussi des vieillards, des fonctionnaires, des étudiants, des femmes drapées de noir et des hipsters, tous soudés dans le chagrin et la colère, se sont retrouvés dans les immenses cortèges funéraires, partout en Iran, au lendemain de sa mort. L'élimination de celui que le général Petraeus a un jour qualifié de «créature véritablement diabolique» a réveillé le puissant patriotisme iranien, plus efficacement que «Le livre des rois» du poète Ferdowsi. Peu importe que, de son vivant, Soleimani se soit tenu à l'écart du jeu politique, transcendant les clivages pour se consacrer à la guerre. Son assassinat est un cadeau inespéré offert par Trump à la frange la plus dure du régime. La preuve que ceux qui ont cru pouvoir négocier avec les Etats-Unis se sont fourvoyés. «Le gouvernement actuel a perdu beaucoup de temps et d'opportunités», se désole M. Koshki, professeur en sciences politiques à l'université de Téhéran. Ce proche du Conseil des Gardiens, levier du pouvoir contrôlé par les conservateurs, milite pour une reprise immédiate du programme de recherche nucléaire. Comme beaucoup d'ultras de sa génération, qui ont participé au renversement du shah et combattu lors de la guerre contre l'Irak, sa pensée politique est articulée autour d'une haine inébranlable d'Israël, de l'Amérique et de leurs vassaux occidentaux.

Ces dernières années, M. Koshki a parfois eu le sentiment de prêcher dans le



désert, face à des étudiants qui le regardaient comme un dinosaure ressassant une mythologie révolutionnaire devenue obsolète à leurs yeux. Depuis la mort de Soleimani – «le Che Guevara du Moyen-Orient», s'enflamme l'universitaire –, les fidèles de la première heure connaissent une nouvelle jeunesse. A un an de l'élection présidentielle, le président réformateur Hassan Rohani traîne comme un boulet l'échec des négociations sur le nucléaire et les sanctions économiques que Washington ne cesse de durcir. La victoire écrasante des conservateurs aux élections législatives de vendredi dernier, après l'invalidation de centaines de candidatures réformistes et une forte abstention, est une première étape franchie dans la reprise en main du pays par les radicaux. Jusqu'au choix du remplaçant de Soleimani, Ismael Qaani, décrit comme un dur qui ne disposerait ni du charisme ni de la rondeur diplomatique de son prédécesseur. L'Occident a raté le coche de l'ouverture.

## S'ENTRETIENIR AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA FRANGE MODÉRÉE RELÈVE DE L'ACHARNEMENT

«L'heure n'est plus aux courbettes», confirme Hossein Kanani Moghaddam. L'ancien Gardien de la révolution, fondateur d'un parti conservateur, reçoit chez lui en bras de chemise, sa veste militaire abandonnée entre une pile chancelante de dossiers et un palmier en plastique. Pendant que le thé infuse, notre hôte propose de jeter un coup d'œil à ses souvenirs de guerre, compilés dans un album aux photos jaunies. On le découvre dans les montagnes afghanes aux côtés du mollah Omar, ou dans le désert irakien en compagnie d'Abou Mehdi al-Mouhandis, le responsable d'une milice irakienne proche de Téhéran, éliminé en même temps que Soleimani. Depuis leur disparition, M. Moghaddam ne touche plus terre, sollicité par les médias du monde entier, auxquels il prédit invariablement l'avènement d'une nouvelle ère : «L'attaque des bases américaines en Irak n'était qu'un début, prévient-il. Grâce à nos nombreux alliés, nous allons exporter notre révolution et libérer tout le Moyen-Orient de l'impérialisme américain.» Entre le Hezbollah libanais, les houthistes du nord du Yémen et les puissantes milices chiites irakiennes, le régime dispose en effet d'appuis régionaux solides. Et d'autant de territoires où disséminer son arsenal de missiles, le plus important du Moyen-Orient. «Nous sommes en position de force», af-

firme M. Moghaddam, convaincu au point de ne pas exclure un retrait de l'accord sur le nucléaire si les Européens ne donnent pas du mou à l'embargo imposé par les Etats-Unis. Au risque de déboucher sur la guerre. «Nous y sommes prêts», assure-t-il.

Alors que les tensions sont à leur comble, ces partisans d'un Iran fort, la bouche pleine de rodomontades et de rêves de grandeur restaurée, phagocytent la scène politique nationale. S'entretenir avec un représentant de la frange modérée relève de l'acharnement. On biffe les noms au fur et à mesure des refus essuyés : le fils de l'ex-président Rafsandjani est «débordé» ; Shahindokht Molaverdi, l'ancienne vice-présidente aux Affaires des femmes récemment déclarée «ennemie de la Constitution», est grippée. Seul le député réformateur Mahmoud Sadeghi, connu pour sa liberté de ton, accepte de nous rencontrer à condition que l'entretien se déroule dans son bureau au sein du Majlis, le Parlement iranien. En toute officialité.

En ces temps de repli sécuritaire, l'homme sait que s'opposer, c'est risquer d'être accusé de trahison. Alors que sa candidature aux dernières élections législatives a été invalidée par le Conseil des Gardiens au motif d'un «manque d'engagement envers la République islamique», le futur ex-député se livre à un éprouvant numéro d'équilibriste. En résumé, «il s'agit de trouver un espace de contestation dans les limites imparties d'une démocratie théocratique», explique-t-il en souriant. Limites qu'il a déjà plusieurs fois franchies, en dénonçant sur Twitter la répression d'Etat et la censure, lui valant une arrestation sur ordre du Guide suprême, Ali Khamenei. S'il doit encore répondre à quinze chefs d'accusation, le frondeur compte bien utiliser les dernières semaines de mandat officiel qui lui restent pour forcer le régime à assumer ses responsabilités dans le crash d'un avion de ligne ukrainien, abattu par erreur le 8 janvier dernier par la défense antiaérienne iranienne.

Alors que la plupart des députés réformateurs s'apprêtent, comme M. Sadeghi, à faire leurs cartons, même l'illusion d'un contre-pouvoir disparaît. Le seul à oser critiquer ouvertement le régime est, curieusement, l'ancien président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad. Connu pour nier l'Holocauste et avoir étendu le programme nucléaire iranien, l'homme n'a pourtant rien d'un démocrate acharné. Mais, en conflit avec le Guide suprême, il ne s'est pas privé d'apporter un soutien

inattendu aux manifestants qui ont protesté contre la flambée du prix de l'essence en pleine crise économique, en novembre dernier. La répression sanglante de ce mouvement populaire, qui a fait des centaines de morts, a signé la fin des illusions. La base n'est plus épargnée. Le Guide a beau répéter à longueur de prêche que le vote est un devoir religieux, beaucoup ont décidé de se détourner des urnes pour ne plus cautionner le système.

## DANS LES OPÉRATIONS «MERCREDI BLANC», DES JEUNES FILLES SE FILMENT CHAQUE SEMAINE EN TRAIN DE JETER LEUR VOILE BLANC DANS LE CANIVEAU

Même le campus de la faculté de Téhéran, réputée la plus politisée du pays, semble frappé par un renoncement silencieux. Dans la cour balayée par un vent glacial, des jeunes femmes drapées du tchador traditionnel en croisent d'autres en jean slim, manteau court et voile minimaliste. Sans jamais se mélanger. «Je me suis arrachée pour être admise ici, mais ce n'est pas le cas de tout le monde», s'agace Samira, 22 ans, qui dénonce la corruption et les passe-droits accordés à ceux qu'on appelle les «agha zadeh», les «fils de», parachutés dans ce prestigieux établissement public accessible sur concours. «Sauf pour les enfants des martyrs et les proches du régime, admis d'office», corrige l'étudiante en informatique.

Samira a longtemps cru que les choses pourraient changer, qu'il existait la possibilité de faire évoluer en douceur le système de l'intérieur. Elle n'avait pas ménagé ses efforts lors de la dernière élection présidentielle. Assise sur un banc, la jeune femme raconte avoir collé des affiches, abreuvé les réseaux sociaux et soulé ses amis pour soutenir la candidature de Rohani. «Aujourd'hui, j'ai l'air de quoi ?» soupire-t-elle, écoeurée. Comme pour beaucoup d'électeurs échaudés, réformistes et conservateurs se confondent désormais dans un jeu de dupes sans aucun espoir d'ouverture. Avec l'exil pour seul horizon.

L'unique acte militant que Samira s'autorise encore, ce sont les opérations «mercredi blanc», au cours desquelles des jeunes filles se filment chaque semaine en train de jeter leur voile blanc dans le caniveau. Un symbole, une provocation et, plus encore, un espoir fou : celui d'envoyer valser tout l'héritage de leur révolution confisquée.



## En provenance de Marseille à bord d'un bateau 600 passagers mis en quarantaine au complexe Les Andalouses



J. Boukraa

Plus de 600 passagers venus de Marseille à bord d'un bateau devaient être confinés hier. Ces derniers, et suite aux instructions du wali, devaient être mis en quarantaine au niveau du complexe touristique Les Andalouses pour une période de 14 jours. Cette décision a été prise dans le cadre de mesures de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus COVID-19 et vise à protéger la santé des citoyens et des citoyennes. Même si à ce jour aucun cas de coronavirus n'a été déclaré à Oran, les autorités locales et sanitaires et à leur tête le wali ont pris une série de mesures préventive. Le premier responsable de la wilaya a pris la décision de fermer tous les espaces de regroupement à caractère d'activités commerciales à travers toute la wilaya. Aussi, un laboratoire habilité à effectuer des analyses et des tests du coronavirus sera mis en place dans les prochains jours à Oran pour effectuer localement les tests du Coronavirus et prendra en charge les demandes d'analyses émanant d'Oran et des wilayas de l'ouest du pays.

La structure est en cours équipement, a indiqué un communicant de la wilaya à l'occasion d'une visite effectuée par le wali à des établissements hospitaliers où il s'est enquis des dispositions et des mesures sanitaires prises et des structures réservées pour la prise en charge des éventuels cas d'infection par le virus Corona ou les personnes suspectées infectées. A Oran, les analyses de trois cas suspectés du coronavi-

rus qui étaient en quarantaine au niveau du centre hospitalier universitaire d'Oran et de l'Etablissement hospitalier universitaire 1er Novembre se sont avérés négatifs, selon l'Institut Pasteur. Ils s'agit de deux ressortissants chinois et un jeune Oranais. Actuellement, quatre personnes sont en quarantaine à l'EHU, dont deux femmes. Les résultats seront connus en fin d'après-midi. Aussi, dans le cadre des mesures prises pour faire face à la propagation de l'épidémie du coronavirus, le centre dédié au tri des malades au niveau des urgences médicales et chirurgicales (UMC) du CHU d'Oran a été aménagé en salle de réanimation, avec 9 lits équipés de respirateurs artificiels, pour recevoir d'éventuels cas de Covid-19.

Dans ses différents services, le CHU dispose d'une trentaine de lits de réanimation, qui seront mobilisés en cas de besoin pour la prise en charge des malades atteints de Covid-19. La wilaya dispose de 80 lits de réanimation, équipés de respirateurs artificiels. Ils seront mobilisés en cas de besoin pour la prise en charge des éventuels malades atteints de Covid-19. Les citoyens et les citoyennes doivent faire preuve de plus de vigilance et de prudence et se mobiliser en observant les règles sanitaires de mise pour parer à tout risque de contamination. L'ensemble des citoyens et des citoyennes sont appelés à respecter scrupuleusement les règles d'hygiène et à éviter dans la mesure du possible les lieux de rassemblement publics pour parer tout risque de contamination au nouveau coronavirus (covid-19).

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

**KOUIDER Zohra**, 73 ans, Planteurs  
**AIDANI Jamel**, 58 ans, Terrain Chabat  
**MOSTAPHA Asma**, 30 ans, Terrain Ghazal

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 rajab 1441

El Fedjr 05h43	Dohr 13h11	Assar 16h38	Maghreb 19h19	Icha 20h36
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Une superficie de près de 500 hectares pour l'investissement industriel Plus de 800 projets d'investissement accordés

D. B.

Plus de 800 dossiers d'investissement ont été accordés à la fin du troisième trimestre de l'année dernière, apprend-on de sources proches de la wilaya d'Oran. Ces investissements ont été retenus parmi près de 3.000 dossiers d'investissement déposés auprès de la direction de l'énergie et des mines, assure-t-on. Nos sources indiquent que la concrétisation de ces projets permettra la création de près de 40.000 postes d'emploi. D'autre part et dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des investisseurs, nos sources indiquent qu'une enveloppe de près de trois milliards de centimes a été débloquée par la wilaya d'Oran pour régler le problème du réseau d'assainissement au niveau de la zone d'activité de Boutlelis. Cet apport financier a été décidé lors de la visite de l'ex-wali sur site. Ce dernier qui avait aussi visité les zones d'Es Senia et de Hassi Ameur a en outre insisté sur l'établissement d'un état des lieux des zones industrielles et une feuille de route. Il a à ce

titre indiqué que le règlement des problèmes des zones industrielles et d'activités passe d'abord par la prise en charge des missions basiques comme la réparation de la voirie, celle de l'éclairage public et le renforcement de la sécurité, entre autres. Le même responsable avait mis l'accent sur un diagnostic de la situation de ces zones et l'élaboration d'une feuille de route pour apporter les solutions à tous les problèmes. Après avoir passé en revue la situation dans laquelle se débattent les zones industrielles, il a relevé, entre autres, la détérioration des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, de l'éclairage public et du réseau routier, le wali a déclaré en substance «que les actions urgentes ne doivent pas être soustraites de la prise en charge globale de la situation des zones industrielles». L'autre problème soulevé lors de cette visite concerne l'absence de stations d'épuration au niveau des entreprises polluantes.

A Hassi Ameur, les responsables de la gestion de cette zone industrielle ont préconisé la réhabilitation des réseaux

de voirie, d'assainissement et d'éclairage public et la réalisation d'une station de relevage, ainsi que des stations de traitement des eaux au niveau des entreprises polluantes. A noter qu'un réseau d'assainissement de 10.000 mètres linéaires existe dans cette zone, mais qui n'est pas fonctionnel, car se trouvant dans un état de dégradation à 100%. Quant à l'éclairage public, sur les 122.000 mètres linéaires de ce réseau, seuls 31.900 mètres linéaires sont fonctionnels. En outre, il y a un manque flagrant de postes transformateurs et de candélabres.

Les responsables ont indiqué que 540 millions de dinars sont nécessaires pour solutionner ces différents problèmes de cette zone. Même topo à la zone industrielle d'Es-Sénia dont le réseau d'assainissement n'est plus fonctionnel, avec une station de relevage sous dimensionnée et à l'arrêt. Cette zone manque également de station d'épuration et son réseau d'éclairage public ne fonctionne qu'à 30% environ, car sur les 10.494 mètres linéaires, 7.465 mètres linéaires sont dégradés, a-t-on signalé.

## En attendant l'éclairage public sur la corniche supérieure Les travaux de la murette de séparation et de protection achevés

Rachid Boutlelis

A la grande satisfaction des usagers, une murette de protection a été finalement installée sur la route de la corniche supérieure pour séparer la double voie. Selon le constat établi sur les lieux, cette opération a été entamée à hauteur de l'échangeur de Mers El Kébir pour s'achever à proximité de la bretelle desservant les municipalités d'Ain El Turck et de Bousfer.

Des glissières et des murettes de protection ont été également installées sur cet axe routier au lugubre palmarès, pour parer à toute éventuelle chute de véhicule du haut de la falaise.

Notons que les remontrances contre les responsables locaux lors de leur visite d'inspection respectives, les trois walis, en l'occurrence Boudiaf, Zaâlane et Chérifi, qui se sont succédé aux destinées de la capitale de l'Ouest, n'ont pas été en mesure de résoudre l'insignifiante contrainte liée à l'absence de l'éclairage public sur cette voie baptisée l'axe de la mort par les usagers. En effet, les instructions qu'ils ont adressées pour mettre un terme à la situation morbi-

de, prévalant sur cet axe routier, dont l'aménagement en 2012 à nécessité la bagatelle d'un peu plus de 200 milliards de centimes, avenant y compris, n'ont, finalement, eu que le navrant effet du pétard mouillé. Les usagers de cette route, constituée essentiellement de virages en épingle à cheveu et serpentant au pied de la falaise du mont Murdjadjo, seront probablement encore durement confrontés à l'obscurité, avec tous les dangers qui en découlent à la faveur de cette stupide incartade.

Ces derniers, qui revendiquent vainement depuis plus de sept (7) années l'installation de candélabres, devront forcément prendre leur mal en patience. Attendre et se croiser les doigts, en espérant que la situation s'éclaircira un beau jour sur cette route, dans toute l'acceptation du terme. «Nous avons perdu tout espoir. Tous les walis qui se sont relayés depuis l'ouverture de cette route, après son aménagement en 2012, nous ont chacun d'eux nourris d'illusions et ce, en promettant dur comme fer l'installation de l'éclairage public dans les plus brefs délais. Nous avons eu droit au même

pernicieux refrain avec ses fausses notes. L'air n'a pas fait la chanson, se sont indignés des usagers abordés à ce propos. Notons qu'il a fallu qu'une quinzaine de personnes trouvent la mort et une demi-douzaine d'autres soient grièvement blessées dans des chutes de véhicules du haut de la falaise longeant cette route, pour que les responsables concernés daignent enfin installer des murettes de protection à hauteur du lieudit Ain Khadija où la chaussée présente des fissures, préluant un affaissement.

Des travaux de décapage ont été, certes, effectués quelques mois sur la chaussée détériorée à ce niveau de la route, sur une distance d'environ 200 mètres, et consistant au décapage, mais sans plus. Rien encore à l'horizon pour le bitumage. Un piteux état similaire de dégradation de la chaussée, sur cette route, est regrettablement relevé à un jet de pierre de l'entrée du bourg Coca, où un nombre indéterminé d'accidents de la circulation s'est produit. L'éventualité d'un affaissement n'est pas à écarter en ce lieu. Là aussi, il faudra attendre et croiser les doigts de ses pieds.

## Espace radio de la Sûreté nationale Des conseils sanitaires pour faire face à la propagation du Covid-19

K. Assia

En vue de sensibiliser les citoyens aux moyens de prévention contre le coronavirus, l'émission «avec vous sur la route» diffusée à travers la radio régionale d'Oran, a été consacrée, avant-hier, aux mesures préventives et les règles d'hygiène à adopter pour lutter efficacement contre la propagation de ce virus.

Elle a été animée par le commissaire Arioua responsable du département de la communication et des relations publiques de la sûreté d'Oran, le médecin et un psychologue relevant de ce corps sécuritaire et deux cadres de la direction de la Protection civile d'Oran, Les intervenants

ont prodigué une série de conseils et ont renseigné les citoyens sur le danger de cette pandémie qui a touché le monde entier.

Il leur ont inculqué les simples gestes en mesure de les prémunir contre la contamination, notamment l'adoption des normes et règles d'hygiène sanitaire, éviter les places publiques et les sites de rassemblement, où le risque de contamination est très élevé. Les citoyens sont aussi sollicités à appeler le numéro vert 30-30 en cas de suspicion. «Bien se laver les mains après avoir touché une surface, éviter de serrer la main à d'autres personnes, tousser ou éternuer dans son coude et utiliser des mouchoirs à usage unique, réduiront le risque de contamination.

## Lutte contre le commerce des stupefiants Trois dealers arrêtés

La lutte contre la commercialisation des stupéfiants se poursuit avec l'arrestation de trois dealers dans deux opérations distinctes effectuées par les services de la 17<sup>ème</sup> sûreté urbaine et ceux de la BRI 1 de la sûreté d'Oran. La première affaire a été solutionnée par les services de la 17<sup>ème</sup> sûreté urbaine qui après exploitation des informations ont arrêté deux dealers dans le quartier de St-Pierre. Les mis en cause avaient caché une quantité de 87,6 g de kif qu'ils avaient posée sur un compteur électrique. Les policiers ont saisi le kif et une somme d'argent de 22 300 dinars. Par ailleurs, les éléments de la BRI1 ont arrêté un dealer de 30 ans au quartier des Falaises en possession de 53 morceaux de kif et un montant de 11 000 dinars, ce qui porte la quantité globale à 106 g de kif et 33 000 dinars. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête.

K. Assia



## APARTEMENTS

■Vends F3 de 83m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage à hai Yasmine (cité clôturée) en face Hasnaoui avec place de parking, prix 1 milliard 200 + F4 de 130m<sup>2</sup> refait à neuf dans une résidence de 2 étages à Point du Jour (côté maternité), prix : 1 milliard 600 – Tél. 0661.20.08.90

■Location : Appartement T4 à Mobilart avec place de parking, prix 10 millions + F4 de 170m<sup>2</sup> à Résidence Plaza Seddikia (Les Camélias) avec place de parking, prix 10 millions + F2 meublé à résidence La Cascade (Gambetta), prix 7 millions + F4 résidence Hasnaoui sans meuble et meublé – Tél : 0550.12.20.67

■Location appartement F3 au RDC dans résidence familiale (Corniche Oran) spacieux, ensoleillé très bien aménagé et toutes commodités, pour une année et plus -0542.58.37.52 -0797.61.34.30

■Vends studio à Oran, 1<sup>er</sup> étage, à côté du front de mer, équipé de toutes commodités – Tél. 0697.78.63.86

■A vendre à Oran Lotfi/centre-ville F4 meublé de 130m<sup>2</sup> au 7<sup>e</sup> étage avec ascenseur, 3 façades, 3 chambres avec balcons individuels, grand salon, salon à manger, cuisine, SDB, toilettes et placard – Prix 22 millions DA – Tél. 0560.19.75.28

■Vends F3, 68m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage, rénové, situé au centre d'Oran (à 20m du café Cluchy) Prix intéressant après visite – Tél. 0791.70.94.98 -0699.89.42.73

■A vendre appart F3, 108m<sup>2</sup> avec cour + garage, bien situé à Millénium Bir el-Djir. Prix abordable – Tél. 0697.67.38.03 -0793.02.94.23

■A louer : -F3, 100m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét. 2f. ttes comm. avec 2 ascenseurs, Résid. BenAbed, Akid Lotfi /F3, 78m<sup>2</sup>, ttes comm. cuis. équipée, meublé, 4<sup>e</sup> étage, Akid /F3, 1<sup>er</sup> D.F. hai Salem (Sabah) /Villa R+1, 340m<sup>2</sup>, 2F pour laboratoire, médecine, crèche, école, Emir AEK /A vendre : Villa R+1, 160m<sup>2</sup>, 2F, toute comm. RdC 2F2 + Garage -Medioni / F3 RdC, 88m<sup>2</sup>, Karma – Pas de courtier SVP – 0773.24.62.36

■A vendre appart F3 à Hai Yasmine Oran, 85m<sup>2</sup>, 3<sup>ème</sup> étage –Tél. 0770.49.96.69

■Vends bel appart F3 au 3<sup>ème</sup> étage à Akid Lotfi en face Le Méridien (Oran) – Tél. 0770.49.96.69

■A vendre bel appart F3 au 4<sup>ème</sup> étage, bien aménagé, équipé à Akid Lotfi Oran- Immeuble Le Carré – Tél. 0770.49.96.69

■Particulier vend F3 cité Jeanne d'Arc (Gambetta/Oran) 12<sup>e</sup> étage avec ascenseur, bien aménagé – Tél. 0556.63.01.45

■Vends F3 refait à hai Yasmine, 1<sup>er</sup> étage face hôtel Vendôme, résidence Bouhadiba –Tél. 0554.74.59.53

■Particulier vend bel appartement F3, 105m<sup>2</sup>, acté, 6<sup>e</sup> étage, centre-ville d'Oran en face lycée Lotfi (immeuble Natixis). Eau h/24, chauffage central, bien aménagé – Tél. 0556.63.01.45 -Curieuse s'abstenir

■A vendre appart F2, 50m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage Akid Lotfi Oran. Top. R.A.N. DDS. et faïence. Cuisine équipée – Tél. 0550.96.08.41

■A louer RDC centre-ville d'Oran studio 14m<sup>2</sup> et des petites pièces pour une ou deux personnes –Tél. 0793.71.32.99

■A louer : Appart 4 pièces, meublé, luxe, sur bd frange maritime en allant vers Canastel + Appart meublé 4 pièces à Hai Yasmine, Oran –Tél. 0770.50.02.94

■A louer appart F2, 60m<sup>2</sup> + garage de 70m<sup>2</sup>, hauteur 3m10. Convient atelier ou dépôt. Situé à 500m de daïra de Millénium en allant vers Casinos. Prix : 1 année 5U/mois ; 2 ans 4,5/mois – Tél. 0556.50.69.53

■Loue F2 meublé, 5<sup>e</sup> étage, au centre-ville d'Oran et F4 duplex avec cour au 2<sup>e</sup> étage à Misserghine, très bon voisinage – Tél. 0540.05.99.72

■Vends bel appart F3 meublé, acté avec livret foncier, 93.68m<sup>2</sup>, Résidence Victoria 3<sup>e</sup> étage, cité Bel-Air, avec place de parking au sous-sol. Immeuble avec ascenseur et gardien. Prix offert 14,7 Md. Contactez-nous au 0541.04.43.25

■Loue appart 2p/cuis. SdB, hall, sup. 70m<sup>2</sup>, dans villa. Entrée indépendantte. A côté Morchid. Pour couple sérieux –Tél. 0553.07.99.29

## VILLAS

■Vends carcasse de 250m<sup>2</sup> bâtie sur 150m<sup>2</sup> en R+1 au Vieux Canastel + Carcasse de 550m<sup>2</sup> avec cave en R+2 au nouveau Canastel –Tél. 0661.20.08.90

■Vente : Villa R+1 à Oud Tiélat Oran -Duplex 250m<sup>2</sup> à Plateau Oran -Terrain 16100m<sup>2</sup> à El-Hamoui -Locaux à Belgaïd -Logements F2-F3-F4-F5 – Tél. 0550.90.26.04 / 0661.20.14.68

■Vente niveau de villa RDC à Cité Jourdain (Les Castors -Oran) Sup : 310m<sup>2</sup>, 15m de façade. 3 pièces, cuisine, hammam turc, jardin, garage, cour. Bien ensoleillé. Convient habitation, showroom – Tél. 0675.37.09.66

■Grande villa à vendre ou à échanger à Sig contre similaire ou grand appartement à Oran. Sup. 252m<sup>2</sup> R+1, 2 faç, grands balcons, grand garage (4 voitures) Acte livret foncier. Possibilité de transformer 3 pièces en 3 locaux de commerce – Contacter 0699.62.20.33 ou le 0552.00.64.31

■Echange contre villa à Canastel ou environs Bir el-Djir ou Fernandville, 2 apparts à Oran à avenue Loubet l'autre à Michelet – 0697.78.63.86

■Cherche achat villa R+1 ou RDC, entre 200 et 300m<sup>2</sup> située à Oran, + un appartement F4 ou F5 au RDC ou 1<sup>er</sup> étage situé à Oran –Tél. 0795.63.34.70

■A vendre villa 172m<sup>2</sup>, R+3+Terrasse. Actée. 1 façade de 9.60m, 1 gd garage de 172m<sup>2</sup>. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> finis, 3<sup>e</sup> et terrasse non finis. Située à Rocher/Oran –Tél. 0779.00.81.78

■Vends cabanon à Sassel, Bd principal commune Ouled Boudjemaa (w. Témouchent) Tél. 0558.52.01.28 -Heures bureau

■Villa à vendre Pt du Jour, côté Morchid. Sup. bâtie 200m<sup>2</sup> -Tél. 0553.97.45.20

## EMPLOIS

■Entreprise privée à Oran recrute des Soudoueurs homologués et Tuyautiers qualifiés. Nous contacter au 0559.56.93.50

■Entreprise privée cherche Technicien supérieur ou Ingénieur en hydraulique maîtrisant parfaitement Autocad – Tél. 0660.311.585 Mohamed

■Société recrute des employés (H/F) maîtrisant l'outil informatique, expérience dans la vente de pièces de rechange auto, maîtrise la langue anglaise. Veuillez envoyer vos CV par email : vkmkamel@gmail.com

■Société privée à Oran cherche cuisinier diplômé, qualifié. Expérience exigée. Veuillez envoyer vos CV par email à : benmelissa.promo@yahoo.com

■Entreprise privée installée à Trouville Ain El-Turck Oran cherche des ouvrières (femmes) sérieuses, disponibles, habitant de préférence Ain El-Turck ou environs. L'âge pas plus de 30 ans. Salaire à partir de 23000 DA. Contactez 0698.34.91.43 ou 0661.20.02.26

■Importante société recrute : Femme de ménage sérieuse et dynamique -Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable qui maîtrise l'outil informatique. Veuillez nous contacter au 0772.31.33.78

■Cherchons technicien en électricité ou climatisation industrielles – Tél. 0778.59.13.42 -041.82.62.14

■Société recrute un Ingénieur en génie civil + un Architecte. Envoyer Cv à l'adresse mail : groupezouad@gmail.com

■Hôtel Plaza Arzew recrute : Réceptionniste, Chef de rang, Cuisinier, Femme de chambre, Commercial (véhiculé), Factotum/Plombier – Diplôme et expérience exigés. Envoyez Cv : hotelplazaarzew@gmail.com / 0770.08.42.00

■Pizzeria à Oran cherche : Plaqueuse professionnelle, Pizzaiolo qualifié, Femme de ménage qualifiée – Tél. 0560.02.09.89

■Importante société à Oran cherche Ingénieur en génie-mécanique, électrotechnique, HVAC, pour poste de chef de projet. Expérience exigée. Veuillez envoyer Cv à : recrutementdz6@gmail.com

■Grande société basée à Oran recrute pour le compte d'un groupe français téléconseillers. Maîtrise parfaite de la langue française. Salaire motivant + prime. Possibilité de travailler à plein temps ou à mi-temps. Envoyez CV à : recrutement@marketel-algerie.com

## LOCAUX

■Location : Local de 165m<sup>2</sup> en 2 niveaux R+1 au centre-ville (Larbi ben M'hidi) + Local 200m<sup>2</sup> (Pâtisserie) en activité au centre-ville –Tél. 0661.20.08.90

■A louer local commercial de 34,5m<sup>2</sup> avec sanitaire, rideau électrique, Allucobond, climatiseur et vitrine en verre trempé, à Akid Lotfi -Oran. Non loin de la pâtisserie OPE-RA – Tél. 0793.00.71.71

■A vendre magasin de 55m<sup>2</sup> fonds et murs, bien aménagé, bien situé à la rue d'Arzew à côté magasin Jennyfer, centre-ville d'Oran – Tél. 0770.49.94.07

## DIVERS

■Offre services : -Charpente métallique -Installation réseaux (gaz, eaux, électricité) -Maintenance, décoration, rénovation -Entretiens tous métaux inoxydables -Moyens généraux, désherbage nettoyage -Télésurveillance, anti incendie, système d'alarme -Balcon, garde-corps, véranda, porte d'entrée et rampe d'escalier – Tél. 0673.00.38.96 -0775.26.41.08

■Vds à Mostaganem matériel de Fromage + 2 Groupes électrogène Deutz + Kubota (35 KVA et 15 KVA) + Clark électrique –Tél. 0771.83.27.91 -0552.18.93.91

■UniBeauté, Ecole de formation professionnelle lance des formations modulaires en Esthétique, Soins du visage, Epilation, Maquillage, Massage, Manucure et Pédicure... –Tél. 041.83.41.41 Adss 04, rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta, Oran

■UniBeauté, Ecole de formation professionnelle lance des formations modulaires en Coiffure dames et coiffure hommes : Technique de coiffage, Coupe, Coloration, Chignons, Traitement capillaire, Taille et Rasage –Tél. 041.83.41.41 Adss 04, rue Ezzaoui Mustapha, GAMBETTA Oran

■Offre location licence taxi type urbaine, ville d'Oran, conformément aux usages de la fonction – Tél. 0550.01.30.21

■A louer licence de taxi à Oran – Tél. 0661.33.12.73

■Vends : Appareil d'apnée de sommeil + Dynamap de marque Rolin – Tél. 0773.62.77.23

■Directrice de crèche cherche personne ayant un palier de villa ou maison de maître pour s'associer avec moi pour ouvrir une crèche et cours de soutien à Oran – Tél. 0542.39.26.18

■A louer licence de café à Oran – Tél. 0655.41.56.40

■Dame médecin généraliste donne consultations et soins à domicile et au cabinet enfants et adultes, formée en personnalités et relations humaines, prend en charge enfants et adultes en difficultés. Oran – Tél. 0776.73.27.88

■Entreprise Afromiel. production d'un produit aphrodisiaque à base de miel et plantes tropicales bio et naturel destiné aux hommes de + de 40 ans, augmente l'instinct du désir + Vds Maca poudre origine Pérou – 0559.95.67.35

■Vds une Chaîne de fabrication industrielle de Chocolat pour tablettes et barres d'une capacité de 1 Tonne/Jour - Marque HACCOS Belgique - Tél : 0790.82.85.70

## TERRAINS

■Vends lot de terrain 300m<sup>2</sup> avec 15m de façade côté hôpital militaire avant d'arriver rond-point Les Amandiers à gauche (coopérative Chouhada) Maraval –Tél. 0661.20.08.90

■Vends terrain promotionnel de 1200m<sup>2</sup> sur le boulevard à Bel-Air + Plusieurs terrains pour promotions immobilières – Tél. 0661.20.08.90

■A vendre terrain agricole 230 hectares. Acte + livret foncier. Situé à Salda. Prix 30U/ha (Prix fixe) – Tél. 0561.14.15.19

■Vends 02 terrains commerciaux double façade sur grand boulevard -Belgaïd (264m<sup>2</sup> et 180m<sup>2</sup>) Prix après visite. Nous contacter au 0664.61.05.31

■A louer des lots de terrain -actes et livrets fonciers- Sup. de 120 à 200m<sup>2</sup> à Braya/Oran dans une cité clôturée avec assainissement et AOP – Tél. 0770.49.94.07

■A vendre lot de terrain viabilisé : eau, électricité, gaz, tél. Sup. 152m<sup>2</sup>, à Hamou Ali Tafraoui. Acte. Endroit calme, bien situé. Prix 750 –Tél. 0662.10.30.06 / 0554.37.70.45

## VEHICULES

■Vends camionnette JAC année 2016. Kilométrage 108000. Visible Ain El-Turck – Tél. 0777.72.60.16

■Achat Véhicules accidentés ou en panne Légers et Lourds - Tél : 0550.54.50.34 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 0771.87.77.73 / 023.24.33.83

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
EPE EURL ENTREPRISE DE PROMOTION IMMOBILIERE DE L'OUEST  
S/SE COMPLEXE IMMOBILIER EL HANA, TIGDITT, MOSTAGANEM  
NIF : 001427078343462

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

La direction de PRIMMO-OUEST informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel national au concours d'idées d'architecture n°01/2020 relatif à Etude et Suivi d'une tour immobilière à Hay Khemisti, Oran, paru sur les quotidiens nationaux «Réflexion» et «Le Quotidien d'Oran», en date du 13/02/2020, qu'à l'issue de l'ouverture des plis et l'évaluation des offres techniques et financières, le marché est attribué, à titre provisoire, au Cabinet d'architecture Lazreg Abdelmadjid, NIF: 197401010000754

SOUSSIONNAIRE	MONTANT DE LA SOUMISSION En DA / TTC	MONTANT DE LA SOUMISSION VALIDEE PAR LA C.O.P.E.O.	NOTE TECHNIQUE	NOTE FINANCIERE	NOTE GLOBALE	OBS
LAZREG ABDELMADJID	79 492 659,80	79 492 659,80	66 points	20 points	86 points	Meilleure note

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant dans le cadre de l'avis d'appel national peut introduire un recours dans les dix (10) jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché à la presse, auprès de la direction de PRIMMO-OUEST, sise au complexe immobilier El Hana, Tigditt, Mostaganem.

Pour les autres soumissionnaires intéressés, ils sont invités à se rapprocher auprès du service contractant, au plus tard trois (3) jours, à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

ANEP N° 2031100207 Le Quotidien d'Oran 19/03/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
ETUDE NOTARIALE DE MAITRE DJERMANE LAID  
A GROUPE MEZGHENA BLOC « F » HAI AKKID LOTFI ORAN – EST  
CONSTITUTION D'UNE EURL

Aux termes d'un acte reçu en l'étude le 01/03/2020, il a été constitué une EURL «BEKDAK» dont le siège est situé à Hai El Makkari, rue Agadir n° 07, local n° 01, wilaya d'Oran, et le siège annexe est situé à Hai El Makkari, rue Agadir, n° 07 local n° 02, wilaya d'Oran.

Objet : COMMERCE DE GROS D'APPAREILS ELECTRONIQUES ET ELECTROMENAGERS (303101), COMMERCE DE GROS DE TAPIS, COUVERTURES ET AUTRES ARTICLES SIMILAIRES A BASE DE MATIERES TEXTILES (303103), COMMERCE DE GROS DE MEUBLES ET ARTICLES D'AMEUBLEMENT A USAGE DOMESTIQUE OU DE BUREAU (303106), COMMERCE DE GROS DE TOUS MATERIELS ET EQUIPEMENTS LIES AU DOMAINE DE L'ELECTRICITE ET L'ELECTRONIQUE (103109), COMMERCE DE GROS DE LA VERRERIE, VAISSELLES, ARTICLES DE MENAGE ET USTENSILES DE CUISINE (303201), COMMERCE DE GROS DES PRODUITS DE LA DROGUERIE, PRODUITS D'HYGIENE, D'ENTRETIEN DOMESTIQUE, PROFESSIONNEL ET AUTRES PRODUITS SIMILAIRES (303202), COMMERCE DE GROS DE QUINCAILLERIE ET FOURNITURES POUR PLOMBERIE ET CHAUFFAGE (304102), COMMERCE DE GROS DU BOIS, DU LIEGE ET PRODUITS DERIVES (304104), COMMERCE DE GROS DE MATERIELS INFORMATIQUE ET DE MACHINES DE BUREAU, LEUR ACCESSOIRES ET FOURNITURES (305001), COMMERCE DE GROS DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS THERMIQUES ET FRIGORIFIQUES (305002), COMMERCE DE GROS D'EQUIPEMENTS, MATERIEL ET FOURNITURES DE SECURITE ET DE PROTECTION (305003), COMMERCE DE GROS D'APPAREILS ET MACHINES MANUELS, MECANIQUES DESTINES A TOUS USAGES (305013), COMMERCE DE GROS DE PIECES DETACHEES ET ACCESSOIRES POUR VEHICULES AUTOMOBILES (306001), COMMERCE DE GROS D'OUTILS ET OUTILLAGES (306005), COMMERCE DE GROS DE FOURNITURES ET ARTICLES DE SPORT ET AUTRES LOISIRS (307101), COMMERCE DE GROS DE LA LIBRAIRIE, PAPETERIE, DE FOURNITURES ET ARTICLES POUR LES ACTIVITES DES BEAUX ARTS (307201), COMMERCE DE GROS DE PRODUITS PARAPHARMACEUTIQUES, MATERIELS ET INSTRUMENTS MEDICO-CHIRURGICAUX, LEURS ACCESSOIRES, PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES (308004), COMMERCE DE GROS DES HUILES ET DES GRAISSES NON COMBUSTIBLES (309005).

Durée : 99 ans. Capital : 1.000.000.00 DA. L'unique et le seul associé, Mr OUMRANE BEKHADDA, est désigné comme gérant de ladite société pour une durée illimitée.

Deux expéditions ont été déposées au C.N.R.C à la wilaya d'Oran.

CODE : 6759

Pour insertion/ Le notaire

## PENSÉE

Aujourd'hui,  
le 19/03/2020,  
le jour de ton  
anniversaire,  
tu n'es plus là, tu es partie  
pour un monde meilleur, mais  
nous ne t'oublierons jamais  
chère mère et grand-mère  
**DJEBBAR Fatma**  
Allah Yerhmek  
Ton petit-fils Chiwawa



## PENSÉE

Une année  
déjà, le 19/03/  
2019, depuis  
que nous a  
quittés notre  
cher époux,  
père et grand-père  
**MOUSSAOUI Oukacha,**  
laissant un grand vide dans  
notre vie triste.  
En ces souvenirs, sa famille  
demande à tous ceux qui l'ont  
connu d'avoir une pieuse  
pensée à sa mémoire et de prier  
pour lui que Dieu l'accueille  
dans son vaste Paradis.  
Son épouse Nadia



## PENSÉ

Voilà déjà dix ans,  
le 19 mars 2010, tu  
nous as quittés à  
jamais pour un  
monde meilleur,  
cher notre père,  
frère et ami :  
**MEBAREK Ahmed**  
Ni les jours, ni les années ne pourront  
apaiser la douleur de ta famille qui  
pense sans cesse à toi.  
Ta femme, tes fils, tes filles et tes frères  
se souviennent encore de ton sourire, et  
de ta gentillesse. Un immense vide que  
nul ne pourrait combler. Repose en paix.  
Que Dieu accueille ton âme  
en Son Vaste Paradis.  
A sa mémoire, nous prions tous ceux qui  
l'ont connu d'avoir une pieuse pensée  
pour lui. «A Dieu nous appartenons et à  
Lui nous retournerons».



## PENSÉE

En ce 20 mars 2020 serait  
passée une année depuis le  
départ de  
**El Moudjahid GHEBGHOUD  
BOUALEM de Jijel**  
Ton absence a marqué non  
seulement ceux qui t'ont connu  
et respecté, mais aussi les lieux  
où tu accueillais tout le monde  
avec ton sourire gentil et sincère.  
Nous vous demandons  
respectueusement, comme Khali  
Boualem a toujours été, de prier  
avec nous Dieu le Tout-puissant  
pour qu'il accepte dans son  
Paradis et lui accorde  
une place de choix.  
Tes nièces Café et Laït.



## PENSÉE

A la mémoire d'un très cher  
mari et père de mes filles  
**BENAOUALI Mustafa**  
Ingénieur à la SONATRACH  
Le 19 mars 2018  
Déjà 2 ans que tu nous as  
quittés si vite et parti en  
silence. Notre plaie est  
toujours ouverte et si profonde. Dieu seul sait à  
quel point tu nous manques cher Mustafa adoré.  
Malgré ton absence tu es là présent dans nos  
cœurs. Tant et aussi loin que le cœur se  
souviennent, les âmes chers que nous aimons et que  
nous avons perdus y demeurent et y vivent  
toujours.  
Nous prions Allah souhnanou de te permettre  
de récolter en bonheur éternel tout le bien que tu as  
semé et puisse ton repos être aussi doux que l'a  
été ton cœur.  
En ce douloureux souvenir, les familles Benaouali,  
Mati, Méchrouir, Djidel, Arat demandent à tous  
ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en  
sa mémoire et prient Dieu de l'accueillir en son  
vaste Paradis.  
Repose en paix, cher adorable mari MUSTAFA.  
Ta femme et tes filles qui ne t'oublieront jamais.





## TLEMCCEN

## Un spécialiste insiste sur les «gestes barrières»



Khaled Boumediene

Le chef de service de médecine interne du CHU «Tidjani Damerdjil», le Pr Ali Lounici, qui dirige le laboratoire de recherches sur le diabète à la faculté «Benaouda Benzerdjeb» de l'Université «Abou Bekr Belkaid», a indiqué lors d'une brève entrevue que l'infection liée au coronavirus est responsable d'une pandémie très inquiétante qui se propage actuellement à l'hémisphère nord d'est à l'ouest. «La gravité de cette infection est liée à l'atteinte pulmonaire qui peut parfois nécessiter une assistance respiratoire (respirateur artificiel). Les pays riches et développés sur le plan sanitaire comme la Chine, la France, l'Italie et l'Espagne ont été débordés et leur système de santé rompu», a-t-il insisté. Concernant l'Algérie, M. Lounici a souligné que des experts scientifiques ont évalué le risque d'exposition au virus en Afrique. «Notre pays a été classé avec l'Afrique du Sud et l'Egypte comme les pays à très haut risque sur la simple constatation du trafic aérien très dense entre ces pays et les régions infectées en Chine durant l'année 2019. D'autre part, les 3 pays les plus touchés en Europe sont juste de l'autre côté de la Méditerranée où le mouvement de personnes est extrêmement dense. De ce fait, nous pensons et nous émettons l'hypothèse que les cas déclarés par le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière dans notre pays sont loin de la réalité sur le terrain. La première raison est l'accès au test diagnostique qui est très limité. A titre d'exemple, le CHU de Tlemcen a bénéficié de 10 tests. De plus, nous n'avons pas d'information sur les performances diagnostiques de ce test, à savoir la valeur prédictive négative et la probabilité d'être non malade quand le test est négatif». Le professeur Lounici a par ailleurs ajouté que les centres hospitalo-universitaires ont besoin de plus de tests fiables, pour pouvoir dessiner une cartographie épidémiologique de l'infection par coronavirus et connaître les foyers et le mode de propagation pour pouvoir anticiper avec des actions préventives efficaces (le confinement). «Comme aucun système au monde ne peut faire face à une demande extrêmement importante de respirateurs et de consommables liés à la ventilation mécanique qui peut durer jusqu'à un mois. Sachant que

le système de santé en Algérie est complètement désorganisé en temps normal et le seul moyen efficace pour lutter contre la propagation de l'infection par le coronavirus est l'adoption de mesures préventives que sont les gestes barrières». L'infection par le coronavirus est responsable, selon notre interlocuteur, de 20% d'hospitalisation et 5% de personnes atteints nécessitent une ventilation assistée. Tandis que la mortalité est estimée entre 1 et 2% selon l'expérience chinoise. Les personnes ayant un diabète avec des complications semblent en effet particulièrement vulnérables en cas d'infection au Covid-19. Les complications sévères s'observent essentiellement chez des patients fragiles, notamment les personnes âgées, les sujets porteurs de maladies chroniques, telles que les maladies cardiaques, l'hypertension, le diabète, la bronchite chronique, le tabagisme et les rhumatismes inflammatoires. La mortalité est donc plus élevée chez le diabétique. Elle est estimée entre 7 et 10% selon des études, explique-t-on. Ainsi, le Pr Lounici et ses collaborateurs ont pris l'initiative de sensibiliser et de protéger les patients ayant des pathologies chroniques comme le diabète, l'hypertension artérielle et les pathologies rhumatismales. «Nous avons pris la décision de réduire au maximum les hospitalisations, les explorations et les consultations dans le but de protéger les patients et les personnels soignants du service.

Nous conseillons fortement aux patients d'éviter les déplacements surtout à l'hôpital sauf en cas de nécessité après avoir contacté le médecin traitant». En conclusion, le professeur Lounici a affirmé que l'Etat doit impérativement protéger les soignants, quel que soit le coût, pour qu'ils puissent prendre en charge en toute sécurité leurs patients. «Tous les professionnels de santé doivent être dotés en masques de type FFP2, la solution hydro-alcoolique doit être disponible avec multiplication des points de distribution dans tous les services hospitaliers, le test diagnostique doit être accessible au niveau de tous les centres hospitalo-universitaires. Il faut surtout prévoir le maximum de respirateurs, car le nombre ne peut être estimé que si on a un nombre de cas fiables. L'Etat algérien doit débloquer tout le budget nécessaire sans compter pour protéger la population».

## TIARET

## La population commence à prendre conscience du danger

El-Houari Dilmî

La peur du coronavirus avance linéairement. Beaucoup de citoyens sont angoissés mais ce n'est pas encore la psychose, à en juger par la fréquentation des rues qui n'a pas vraiment baissé. Une cellule de crise a été installée lundi par le wali au niveau de son cabinet. Profitant des vacances scolaires forcées, des citoyens, assez nombreux, restent confinés chez eux, les yeux collés sur les chaînes TV pour suivre les dernières informations sur cette pandémie qui tient le monde entier en haleine.

Une brève tournée, mardi matin, dans le centre-ville nous a permis de constater le niveau de conscience de certains commerçants comme ces poissonniers sur la «rue Thiers» portant bavettes et gants chirurgicaux, ou encore ce boucher dont les employés sont tous équipés de masques et gants de protection. Des entreprises publiques ont égale-

ment pris des mesures barrières pour lutter contre la propagation du virus mortel. C'est le cas par exemple de l'entreprise de transport urbain (ETT) qui a équipé ses employés, les chauffeurs et receveurs notamment, de masques et gants, des mesures prises avec une grande satisfaction par les clients.

La gare routière a également été nettoyée avec des désinfectants, une opération qui doit se répéter régulièrement. Même les autobus sont désinfectés la nuit par des équipes spécialisées. D'autres entreprises ayant un contact direct avec le public ont également pris des mesures de prévention à l'exemple d'Algérie Poste ou le service de l'état civil relevant de la commune de Tiaret. Même des chauffeurs de taxi ont été aperçus portant un masque de protection, un indice révélateur sur la prise de conscience d'une bonne partie de la population. Dans la partie sud de la ville de Tiaret, près du mar-

ché de fruits et légumes de «Volani», des citoyens, grands et petits, portent des masques et des gants de couleur bleue, même si cela attire le regard moqueur de certains. Dans les officines pharmaceutiques, les gels hydro-alcooliques et autres gants de protection se vendent comme des petits pains.

Certains citoyens, pris d'une grippe et/ou simple rhume, paniquent et se dirigent tout droit vers l'hôpital, ce qui n'est pas recommandé par les médecins. «Toute personne se sentant mal, notamment en cas de fièvre et de toux, doit rester chez elle et appeler le numéro vert 3030», martèlent en permanence les médecins urgentistes au niveau des différentes structures de santé de la wilaya. Dans un communiqué distribué à la presse dimanche, la direction de la santé a déclaré qu'aucun cas de coronavirus n'a été enregistré sur tout le territoire de la wilaya de Tiaret, même si la vigilance reste plus que jamais de mise.

## Attaque d'une station-service, psychotropes, vols : 16 arrestations

El-Houari Dilmî

Seize (16) personnes ont été arrêtées en l'espace de deux jours par les éléments relevant de la sûreté de la wilaya de Tiaret. En effet, une bande de dealers composée de quatre individus a été mise hors d'état de nuire après l'arrestation de l'un de ses membres en possession

de 480 comprimés psychotropes de marque «Pregabaline».

Deux membres de la bande ont été écroués. Huit autres individus d'une bande spécialisée dans le vol des cheptels et le cambriolage ont été appréhendés à Zmalet Emir Aek, à l'extrême est de la wilaya. Présentés devant le tribunal de Ksar Chellala, ils ont été

placés sous mandat de dépôt. A Tiaret, quatre personnes, âgées entre 25 et 35 ans, qui ont attaqué une station-service dans la commune de Guertoufa ont été rapidement arrêtées après avoir été prises en chasse par les gendarmes. Déférés devant le tribunal de Tiaret, ces individus ont été incarcérés à la maison d'arrêt de Tiaret.

## MOSTAGANEM

## Plus de 86.000 tonnes de semences de pomme de terre importées

Plus de 86.000 tonnes de semences de pomme de terre ont été importées via le port commercial de Mostaganem en prévision de la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris de la direction de wilaya des services agricoles. La chef du service de production et appui technique, Aouïcha Bouras a souligné que ces quantités de différentes semences de pomme de terre ont été importées de Hollande, de France et du Danemark, durant la période allant du 29 octobre 2019 au 19 février dernier, soit au total 63 opérations d'importation d'un total de 86.700 tonnes. Les semences im-

portées ont été soumises, une fois réceptionnées sur les quais du port de Mostaganem, aux analyses effectuées par la station régionale de protection végétale d'Oued Hadi (commune de Saada) pour s'assurer de l'absence de maladies phytosanitaires. De plus, ces quantités, après octroi de la licence de liberté de transport et de sa sortie du port, ont fait l'objet d'analyses complémentaires (échantillons aléatoires) au niveau des sites de stockage avant la remise de la licence de vente, ajoute la même responsable.

Parallèlement, il est prévu au cours des prochaines semaines, la récolte

de plus de 120.000 quintaux de semences intensifiées localement au cours de cette saison. Les surfaces situées dans les zones de Siret, Bouguiret, Mesra, Kheiredine, Ain Nouissy et Hassi Mameche dédiées à la production de semences cette saison, ont été augmentées de 25% (111 hectares supplémentaires) par rapport à la campagne de l'année dernière qui a enregistré 427 has, a ajouté Mme Bouras. Cette récolte, qui comprend différents types de semences, sera destinée à répondre aux besoins des producteurs lors de la campagne de pomme de terre d'arrière saison, a-t-on indiqué.

## Plus de 20.000 paquets de cigarettes saisis

Les éléments de la gendarmerie nationale de Mostaganem ont procédé à la saisie de quelque 20.000 paquets de cigarettes locales, représentant une valeur dépassant les 4,5 millions DA, a-t-on appris, mardi, du groupement territorial de ce corps de sécurité. Cette marchandise, chargée à bord d'un véhicule, a été saisie par les gendarmes au niveau de la RN 11 reliant Mostaganem et Oran pour défaut de facturation et absence du registre de commerce. Dans une autre opération, les éléments de ce corps constitué ont saisi 7.200 unités de boissons alcoolisées représentant une valeur de 720.000 DA, a-t-on ajouté.

Le véhicule utilisé pour le transport de ces boissons a été saisi. La valeur vénale des saisies dans les deux opérations s'élève à plus de 5,3 millions DA, a-t-on indiqué. Le week-end dernier, des unités de la gendarmerie nationale ont saisi 18.000 paquets de cigarettes de fabrication locale chargées à bord d'un petit camion. L'opération a été menée sur la RN 11. La valeur de cette marchandise est de plus de 3,9 millions DA, a précisé la même source.

## SIDI BEL ABBES

## L'alimentation en eau perturbée dans trois communes

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable a été enregistrée, mardi, au niveau de trois communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris du chargé de communication de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE). Khaled Belabbasi a indiqué que la perturbation devait se poursuivre jusqu'à hier et touche les communes de Sidi Bel-Abbes, Sidi Brahîm et Zerouala, de même que le groupement d'habitats «El M'hadi». «Cette situation est due aux travaux d'assainissement et d'entretien des réservoirs d'eau qu'effectue annuellement l'unité ADE dans le cadre du programme ordinaire, en prévision de la saison estivale», a-t-il ajouté.

Cette opération, visant à améliorer le service public, a coïncidé, d'autre part, avec l'entame des travaux de raccordement de la conduite principale d'eau potable au niveau de la cité «Adda Boudjellal», sise au chef-lieu de wilaya, dans le cadre du projet de renouvellement du réseau.



BLIDA

## Psychose, suspicion et ruée sur les produits alimentaires

Tahar Mansour

Depuis l'apparition de ce virus mortel à Blida, il y avait comme une incompréhension, comme un rejet de cette vérité, les citoyens refusaient d'y croire, certains se rappelaient les gripes aviaire et porcine, le choléra et se disaient qu'on n'en est pas mort, même s'il y en a qui l'ont été. Il y a aussi cette pensée qui veut que « cela n'arrive qu'aux autres », qui est ancrée dans notre subconscient et qui nous fait repousser tout ce qui est un peu lointain de nous. Mais il y a maintenant trois ou quatre jours, avec l'augmentation du nombre de personnes atteintes, avec les premiers décès et les mesures draconiennes prises par l'Etat, particulièrement la fermeture des établissements scolaires et de formation, les gens ont commencé à se rendre compte que les choses sérieuses avaient commencé. Les discussions passionnées, reprenant souvent la rumeur et les réseaux sociaux, tournent toutes autour de

cette maladie qui nous est tombée dessus de manière très rapide. Alors que les Algériens regardaient avec étonnement tous ceux qui portent une bavette ou des gants, c'est devenu maintenant chose courante. Le liquide pour se laver les mains se trouve à l'entrée de nombreuses institutions, entreprises, commerces et rares sont ceux qui refusent de l'utiliser.

Quand vous rencontrez un ami ou une connaissance, vous ne lui serrez plus la main comme avant mais c'est avec les coudes que nous nous souhaitons le bonjour ou avec la main levée, de loin. Quand quelqu'un tousse, éternue ou se mouche, tout le monde le regarde avec suspicion, aurait-il attrapé le virus et ce serait là les premiers symptômes ? Dans l'ignorance de la vérité, chacun préfère se tenir loin de lui. Une vidéo a aussi circulé sur les réseaux sociaux montrant un homme avec une bavette, étendu par terre après un malaise, mais personne n'osait s'approcher de lui pour le relever ou lui porter assistance,

la peur était maîtresse des lieux. Les routes sont plutôt désertes, même l'autoroute qui va de Zeralda à l'aéroport en passant par Ben Aknoun et la Cote était presque vide alors que, d'habitude, nous ne pouvions l'emprunter qu'en roulant pare-chocs contre pare-chocs et à peine si nous pouvons engager la deuxième vitesse. Tout le monde sentait un poids qui lui étreignait la poitrine, une peur insidieuse s'est installée et nous nous surprenons à regarder les autres avec crainte. Il y a aussi un autre phénomène que nous ne voyons d'habitude qu'à la veille du Ramadhan ou lors des fêtes, c'est l'achat effréné de produits alimentaires. Dans les supérettes, dans les épiceries, chez les grossistes, c'est la même image : des gens avec d'innombrables sacs en plastique pleins de denrées alimentaires de tous genres, à commencer par les haricots blancs, les lentilles, les pâtes, le sucre et tout ce qui peut être emmagasiné ! C'est une véritable razzia qui a été opérée en l'espace de deux jours seulement.

## Saisie de kif, deux arrestations

Tahar Mansour

La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants dépendant de la Sûreté de wilaya de Blida vient de réussir un joli coup en arrêtant deux narcotrafiants, dans deux affaires distinctes menées presque conjointement. La première a démarré après que la brigade ait reçu des informations selon lesquelles un individu utiliserait son domicile pour

cacher la drogue qu'il écoulait dans le quartier où il habite. L'enquête menée par les limiers de cette brigade ont permis d'identifier le suspect et localiser son domicile. La perquisition effectuée suite à une autorisation du procureur de la République permet de découvrir 2,100 kg de kif traité soigneusement dissimulés à l'intérieur de la maison. Quant à la deuxième affaire, elle a eu lieu dans les mêmes cas que la

première, le suspect utilisant son domicile pour cacher le poison qu'il commercialisait auprès de ses connaissances. Une perquisition fut aussi effectuée chez lui, suite à un mandat délivré par le procureur de la République et permit de découvrir 1,810 kg de kif traité et la somme de 37.000 DA provenant de ce commerce délictueux. Les deux mis en cause ont été présentés à la justice qui statuera sur leurs cas.

ALGER

## Démantèlement d'un réseau de falsification de la monnaie nationale et étrangère

Les services de Sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida (Alger) ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale et étrangère et arrêté deux individus, outre la saisie d'argent liquide, en

faux billets, a indiqué mardi un communiqué des ces services. « Suite à des investigations et à la perquisition du domicile des deux suspects, il a été saisi deux micro-ordinateurs, une imprimante numérique, de l'argent liquide d'un montant de 66 millions

de cts en faux billets, de 16.000 euros et de 800 USD », note le communiqué.

Après finalisation des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

GHARDAÏA

## Opération de désinfection des lieux publics

Une opération de désinfection et d'aseptisation des lieux publics a été lancée, dans la nuit de mardi à mercredi, à Gharđaia, dans le cadre des mesures préventives, par la cellule de crise de la wilaya pour contrecarrer la propagation de l'épidémie du coronavirus (Covid-19).

Armées de moyens matériels conséquents, des équipes d'intervention spécialisées dans la lutte contre les risques biologiques et d'épidémies de la Protection civile, ont exécuté durant la soirée une opération de

nettoyement, désinfection et stérilisation de la gare routière de Gharđaia (carrefour incontournable de toutes les destinations entre le nord et le sud du pays). Selon le chargé de la communication de la Protection civile, le lieutenant Lahcen Seddiki, cette opération doit toucher l'ensemble des établissements publics qui reçoivent les citoyens, tels que les sièges de wilaya, daïras, communes, annexes administratives, places publiques, tribunaux, bureaux de Poste et autres. L'opéra-

tion, qui s'étale sur plusieurs jours, concerne également les mosquées, les établissements scolaires et les moyens de transports publics (bus, transport scolaire), a indiqué M. Seddiki, précisant que cette action porte sur l'aseptisation des murs, sols, portes et autres. Le même responsable a appelé les citoyens à respecter les consignes de prévention énoncées et diffusées par les médias et à prendre la situation au sérieux, afin d'éviter et prévenir la propagation de cette pandémie.

OUARGLA

## Récupération de plus de 165.000 ha de terres agricoles non exploitées

Une superficie globale de 165.639 ha de terres attribuées dans le cadre de la concession agricole et de la mise en valeur et restées inexploitées, ont été récupérées dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Lancée en septembre 2019 l'opération a ciblé une superficie globale de 340.000 ha attribués depuis

2012 et concernant 1.457 investisseurs ayant bénéficié de terrains de plus de 10 ha, dans le cadre de la concession agricole et les jeunes bénéficiaires de 1 à 2 ha, dans le cadre de la mise en valeur agricole, a indiqué le DSA, Salim Benzaoui. Les terres attribuées aux investisseurs dans le cadre de la concession agricole et dont 159.832 ha ont été jusqu'ici récupérés, sont localisées dans les

régions d'El-Hedjira, N'goussa, Hassi Messaoud, Hassi Benabdal-lah, Sidi Khouiled et Rouissat, a-t-il ajouté. De même, 5.807 ha non exploités ont été récupérés de 3.438 jeunes qui avaient bénéficié d'un total de 7.969 ha, dans le cadre de la mise en valeur agricole, poursuit le même responsable. L'Opération intervient en application de la circulaire interministérielle n° 1.839 du 14 février 2017.

TÉBESSA

## Contrebande: saisie de 2.500 litres de carburant

Ali Chabana

Après avoir reçu des informations concernant un trafic de carburant où le conducteur d'un camion 'acheminait du gasoil, d'une station-service à un endroit de stockage.

Pour ce faire, le contrebandier utilisait une autorisation de circulation délivrée par la Douane, au profit d'une entreprise nationale. Aussitôt avertis, les éléments de la BMPJ de Bir

El Ater dressèrent une sourcière, au moment où le camion quitta subitement la route, pour emprunter une piste, direction l'entrepôt de stockage, là où le moyen de transport sera intercepté, sa fouille permettra la saisie de 14 fûts de 200 litres chacun, soit un total de 2.500 litres de gasoil.

Le mis en cause, un quin-quagénnaire sera arrêté et écroué, a-t-on indiqué de source sécuritaire.

MILA

## Campagne de désinfection des points de stockage de déchets et des lieux publics

Une campagne de désinfection des points de stockage des déchets ménagers et lieux publics, a été lancée dans 4 communes de la wilaya de Mila, à l'initiative de l'antenne Mila-Net, relevant de l'Etablissement public de gestion des centres d'enfouissement technique (CET), a indiqué mardi, son directeur, Amar Ben Chikh El Houcine. L'opération a été lancée, dans la nuit de lundi à mardi, au chef-lieu de wilaya, a précisé, à l'APS, le même responsable, soulignant qu'une brigade, relevant de l'antenne Mila-Net, dotée de moyens nécessaires pour la stérilisation dont des produits d'hygiène et d'un camion-citerne, a été mobilisée pour assurer le bon déroulement de cette opération. La 1<sup>re</sup> journée de cette campagne qui vise la prévention du danger de

propagation du coronavirus, a été marquée par la désinfection de 16 avenues et 7 quartiers au chef-lieu de wilaya, selon la même source. Durant la même période, il a été également procédé, ajoute la même source, à la désinfection des placettes publiques, des sièges d'instances et d'établissements publics qui enregistrent une forte affluence des citoyens à l'instar des bureaux de poste et du siège de l'Assemblée populaire communale (APC).

La campagne s'est poursuivie, mardi soir, dans la ville de Chelghoum Laid puis dans les localités de Tadjenanet et Teleghma, et ce, dans le cadre des conventions signées entre ces collectivités locales et l'Etablissement public de gestion des CET, a affirmé la même source.

SOUK AHRAS

## Vingt-deux mechtas raccordées au réseau de gaz naturel, avant fin 2020

Vingt-deux mechtas, réparties sur plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, seront raccordées au réseau de gaz naturel, « avant la fin de l'année 2020 », a-t-on appris, mardi auprès du directeur de l'Administration locale (DAL), Nouredine Guellal. Mobilisant une enveloppe financière de 100 millions de DA puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, cette opération concernera les zones rurales de Bouchahda, relevant des communes d'Ouled Idriss, Lemdoura à Sedrata, Beyadha dans la localité de Henancha, Kabel El Kodran dans la commune d'Oued Kebarit, en plus des mechtas de Kasriya (Oum El Adhaim) et de Tellal (Mechroha), a précisé, à l'APS, M. Guellal. Pas moins de 31 mechtas de cette wilaya frontalière, ont bénéficié, au titre de l'exercice 2019, des bienfaits de cette énergie propre, ayant nécessité un financement inscrit dans le cadre de la même Caisse, a rappelé M. Guellal, ajoutant que l'ensemble des 26 centres des communes de cette wilaya est actuellement raccordé au réseau de gaz naturel. Parallèlement, il sera procédé, selon la même source, à l'alimentation en énergie électrique, durant l'année en cours, de plusieurs mechtas et

zones enclavées, soulignant que les études relatives à la réalisation de ce projet, sont « actuellement en cours » alors que le lancement des travaux est prévu « avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre de 2020 ». De son côté, le directeur de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya, Tahar Bezghoud a affirmé que les investissements publics dans ce domaine, ont permis le raccordement au réseau de gaz naturel de nombreux groupements d'habitations et mechtas éloignés. Durant les 2 dernières années, un montant financier de l'ordre de 120 milliards de DA, a été alloué, dans la wilaya, pour le raccordement au réseau d'électrification rurale de 142 zones rurales. Une opération qui a touché également 58 sites urbains de diverses communes de la wilaya, ce qui a permis de porter le taux de couverture en cette énergie à 97,01 %, a, encore, rappelé M. Guellal. Afin d'améliorer la qualité de service et éviter les coupures récurrentes d'électricité, une opération portant, renforcement, du réseau a été réalisée à travers l'installation de 116 transformateurs électriques sur une distance de 50 km, ayant permis de diminuer la durée d'intervention des agents, chargés de la maintenance de 3 à 1 heure.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 rajab 1441				
El Fedjr 05h26	Dohr 12h56	Assar 16h22	Maghreb 19h03	Icha 20h21





## Football - En cas d'arrêt définitif Comment résoudre le problème des titres ?



Rarement un virus aura causé un tel émoi dans le monde entier. C'est l'alerte générale, des précautions à prendre et le confinement. Le sport n'a pas échappé à cette soudaine pandémie. Dès lors, des questions viennent à l'esprit : quel sort sera réservé aux compétitions nationales et internationales ? D'aucuns préconisent l'annulation pure et simple des résultats, comme l'a suggéré le proloxe président de l'Olympique Lyonnais Jean Michel Aulas, avant de proposer un classement de la Ligue 1 française sur les cinq ou six dernières saisons. Intrigués par cette étonnante idée, les journalistes d'une chaîne TV ont constaté que si cette proposition venait à être appliquée par le LFP, son club se classerait deuxième, derrière le Paris SG ! Des dirigeants anglais n'ayant aucune chance d'accrocher le train de la Ligue des champions où la League Europa sont du même avis, ce qui léserait Liverpool après son extraordinaire parcours après trente saisons de disette. En

Espagne, les Catalans estiment qu'en cas d'arrêt de la Liga, c'est le Barça qui doit être déclaré champion dans la mesure il est en tête et, également champion d'hiver, ce qui ne plaît guère aux socios du Real Madrid qui a tenu en échec le Barça au Camp Nou et remporté le second clasico à domicile. Des suggestions figurent sur les réseaux sociaux en cette mi-mars 2020, et il est impossible de décider entre ces avis tranchés. Quant à l'UEFA, elle a pris avant-hier de reporter d'une année l'Euro-2020 qui devait avoir lieu dans douze villes à travers l'Europe du 12 juin au 12 juillet 2020. En conséquence, l'Euro féminin (7 juillet - 1er août 2021), l'Euro espoirs (juin 2021) et la phase finale de la Ligue des nations devront être décalés.

### • La FAF et la LFP sur le qui-vive

Chez nous, les Ligues 1 et 2, les groupes DNA ainsi que les autres paliers sont à l'arrêt depuis lundi 16 mars et nul ne peut prévoir la reprise des compétitions, que ce soit en Algérie ou ailleurs. Toutes les

parties engagées dans le sport sont sur l'expectative et planchent sur les solutions sportives à même de ne léser personne. Ce qu'il faut retenir, c'est l'unanimité générale quant à l'arrêt de toutes les compétitions, chacun étant conscient que la santé est un bien plus important que le sport, même si ce dernier est devenu une « drogue » pour toutes les populations de la planète. Par ailleurs, les médias craignent que cette « pause » forcée ne se prolonge, car les séquelles économiques seraient tout simplement catastrophiques pour tous les professionnels du secteur. Aussi, on ose espérer que ce virus veuille bien « nous lâcher les baskets » et que toutes les disciplines reprennent, pour le plus grand bonheur des pratiquants et des spectateurs.

Car le sport fait partie intégrante des activités humaines depuis le 19<sup>ème</sup> siècle et un arrêt prolongé serait assimilé à un désastre. Les peuples du monde se sont trop habitués à cet « opium » pour en être privés brutalement.

### FAF

## Report de la réunion du BF à la fin mars

La prochaine réunion du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), initialement prévue le lundi 23 mars a été reportée de huit jours, en raison de la situation due à la flambée actuelle du Coronavirus (COVID-19), a annoncé le président de l'instance fédérale, Khiredine Zetchi, à la télévision nationale (EPTV). «La réunion du Bureau fédéral de la FAF, initialement programmée pour le 23 mars est reportée au 31 du même mois, sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire du pays», a indiqué le président de la

Fédération, s'exprimant sur la même chaîne publique où il a passé des messages à l'adresse des citoyens et de la famille du football, notamment la préservation de la santé des personnes âgées qui demeurent souvent la frange la plus vulnérable face au COVID-19. Le message du président de la FAF fait suite au courrier envoyé par la FIFA à toute la communauté du football mondial pour rappeler la gravité de la situation due à la flambée actuelle du COVID-19, confirmée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et des mesures pré-

ventives que doivent respecter scrupuleusement les autorités sportives et les acteurs de la balle ronde. La FIFA appelle tout un chacun à son niveau à utiliser le pouvoir du football pour assurer une large diffusion de ces messages clés. Pour sa part, la Confédération africaine de football (CAF) a saisi toutes les associations du continent (clic) pour les informer du report du CHAN Total 2020 au Cameroun jusqu'à nouvel ordre ainsi que les réunions du Comité Exécutif et la 42<sup>ème</sup> Assemblée générale initialement prévue le 24 avril 2020 au Cameroun.

### CAF

## Le CHAN-2020 reporté jusqu'à nouvel ordre

Le championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, qui devait se dérouler au Cameroun (4-25 avril) a été reporté jusqu'à nouvel ordre, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont annoncé la Confédération africaine de football (CAF) et le Comité d'organisation (CoCHAN). «Au regard de toutes les considérations critiques liées à cette urgence de santé publique internationale, constitutive d'un cas de force majeure, un réaménagement

du calendrier de la compétition est apparu nécessaire. Aussi, conformément aux directives de la haute hiérarchie ainsi qu'au plan de riposte gouvernemental contre la pandémie, et d'un commun accord avec les autorités de la Confédération africaine de football (CAF), le principe du report du CHAN Cameroun 2020 à une période plus propice a été retenu», a écrit le CoCHAN dans un communiqué.

La décision de l'instance dirigeante du football africain intervient quatre jours après

celle relative au report des deux prochaines journées des qualifications de la CAN-2021, prévues initialement en mars courant (25-31 mars) pour la même raison. «Dans cette perspective, les nouvelles dates de la compétition seront arrêtées en fonction de l'évolution de la situation et communiquées en temps opportun», précise la même source. La compétition, équivalente de la CAN pour les joueurs locaux, était censée avoir lieu du 4 au 25 avril au Cameroun qui compte 10 cas de coronavirus sur son sol.

## Coupe d'Algérie - Domiciliation L'ASMO n'a pas formulé de réserves

M.Z.

Contrairement à ce qui a été dit ici et là, les dirigeants de l'ASMO n'ont pas formulé de réserves à propos de la domiciliation du match aller des quarts de finale de la coupe d'Algérie. «D'abord des réserves sur quoi ? Pour la domiciliation de cette rencontre, nous avons été pris au dépourvu à la dernière minute par la décision de l'USMA qui a refusé au PAC de jouer au stade Omar Hamadi (ex-Bologhine). Devant cet imprévu, nous avons décidé de faire

jouer ce match au stade de Dar El Beïda. Jusqu'à maintenant, nous n'avons reçu aucune réclamation ou autres réserves de la part de l'ASMO», nous a confirmé hier, Hacène Arzour, président de la commission de la coupe d'Algérie. Pour avoir l'autre son de cloche, nous avons pu joindre Lahouari Benamar, le manager général du club. «Nous sommes rentrés de Skikda directement à Alger où nous avons préparé le match contre le PAC au stade Zioui qui représente les mêmes caractéristiques de dimensions du stade Omar

Hamadi. Nous avons appris le changement de domiciliation sur le site FAF, alors qu'auparavant personne ne nous a informés de ce changement», nous a-t-il affirmé.

Au fait, pourquoi tout ce tapage médiatique alors que rien n'est parvenu à l'instance chargée de la gestion de la compétition ? Certaines sources indiquent que le premier responsable de la SSPA, Mohamed El Morro, aurait saisi la FAF après le match, mais rien de cela n'a été confirmé. Voilà qui suscite moult commentaires et interrogations.

### Jeux Olympiques 2020

## Le CIO reste confiant pour Tokyo

Le Comité international Olympique (CIO) a réaffirmé sa confiance dans le fait que les Jeux Olympiques de Tokyo commenceront bien comme prévu le 24 juillet prochain, a indiqué l'instance internationale dans un communiqué. A l'issue d'une réunion de sa commission exécutive et d'une discussion avec les fédérations internationales, le CIO a publié un communiqué dans lequel il indique qu'il «reste pleinement engagé vis-à-vis des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 et, à un peu plus de quatre mois de l'ouverture de ces Jeux, il n'est pas nécessaire de prendre de décisions radicales et toute spéculation à ce stade serait contre-productive». «La situation relative au virus du Covid-19 a également un impact sur les préparatifs des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 et évolue de jour en jour, reconnaît le CIO. Le CIO encourage tous les athlètes à continuer de se préparer pour les

Jeux Olympiques de Tokyo 2020 du mieux qu'ils peuvent». «Nous continuerons à soutenir les athlètes en les consultant eux ainsi que leurs CNO respectifs et en leur communiquant les dernières informations en date concernant la situation, informations qui sont accessibles aux athlètes du monde entier sur le site web Athlete365 et via leurs CNO et FI respectifs. Le CIO est confiant que les nombreuses mesures prises par les autorités dans le monde entier aideront à contenir la situation quant au virus du Covid-19», ajoute le communiqué du CIO. Concernant les qualifications olympiques le CIO constate qu'à «ce jour, 57 % des athlètes sont déjà qualifiés pour les Jeux. Pour les 43 % de places restantes, continue le communiqué, le CIO travaillera avec les FI afin d'apporter les modifications pratiques nécessaires à leurs systèmes de qualification respectifs conformément aux princi-

pes suivants : Toutes les places de qualification déjà attribuées à ce jour restent allouées aux CNO et aux athlètes qui les ont obtenues. Il est toujours possible d'utiliser les épreuves de qualification existantes et programmées lorsque celles-ci assurent un accès équitable à tous les athlètes et équipes.

Toutes les adaptations nécessaires aux systèmes de qualification et toutes les attributions de places restantes, seront basées sur les résultats réels (par ex. classement de la FI et résultats passés) et refléteront dans la mesure du possible les principes existants des systèmes de qualification respectifs (par exemple l'utilisation des classements ou des résultats lors d'une épreuve continentale/régionale spécifique). Une augmentation du quota d'athlètes sera envisagée au cas par cas dans des circonstances exceptionnelles, avec le concours du comité d'organisation de Tokyo 2020.

### Tennis

## Roland-Garros décalé en septembre



Le tournoi de Roland-Garros, qui devait initialement se dérouler du 24 mai au 7 juin, est reporté du 20 septembre au 4 octobre en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a annoncé la Fédération française de tennis (FFT),

mardi. «La crise sanitaire liée au Covid-19 touche l'ensemble des populations.

Afin de garantir la santé et la sécurité de tous ceux qui étaient engagés dans la préparation du tournoi, la Fédération française de tennis a pris la décision

d'organiser l'édition 2020 de Roland-Garros du 20 septembre au 4 octobre» prochains, écrit-elle dans un communiqué. Le tournoi débutera ainsi théoriquement une semaine après la finale messieurs de l'US Open à New York.



TF1

## 21.05 Profilage



**Série policière - France - 2019**  
**Saison 10 - Episode 3/8**  
**- Dans ma chair**  
**Avec Philippe Bas, Tamara Marthe, (Diane Dassigny, Raphaël Ferret)**  
Afin d'éviter la prison, Elisa Bergman est contrainte de travailler pour la 3e DPJ mais la jeune femme ne perd pas de vue son objectif : se soustraire à ses obligations. Dans le même temps, l'équipe est confrontée à un crime atroce.

2

## 21.05 Envoyé spécial



**Présenté par Élise Lucet**  
Ma vie avec ou sans voiture ? Xavier, entrepreneur à Toulouse, ne se déplace qu'en auto. De son côté, Jean-Marc, ingénieur informatique écolo, se rend au travail à vélo et parcourt entre 12 et 15 kilomètres par jour. Ils ont accepté de passer quelques jours ensemble et de confronter leurs choix. • Indonésie, l'archipel englouti. Une partie de cet Etat insulaire d'Asie du Sud-Est s'enfoncé.

3

JEUDI

6

## 21.05 Man of Steel



**Film fantastique - Etats-Unis - 2013**  
**Avec Henry Cavill, Amy Adams, Kevin Costner, Diane Lane**  
Alors que la planète Krypton, en proie au chaos, est sur le point de disparaître, Jor-El, qui s'oppose au dangereux général Zod, parvient à évacuer son fils, Kal-El, dans une capsule de sauvetage. Des années plus tard, Kal-El, élevé sur Terre par Jonathan et Martha Kent, tente de mener une vie ordinaire.

TFX

## 21.05 Assassin's Creed



**Film d'aventures - Grande-Bretagne - France - Etats-Unis - 2016**  
**Avec Michael Fassbender, Marion Cotillard, Essie Davis**  
En 1492, l'ordre des Templiers est à la recherche de la mythique pomme d'Eden, aux pouvoirs impressionnants. L'ordre des Assassins, ennemis séculaires des Templiers, envoie en mission un de ses membres, l'expert Aguilar de Nerha. En 1986, en Californie, le jeune Cal Lynch est contacté de façon brutale par un des Assassins.

## 21.05 Le Morning Night



**Présenté par Michaël Youn, Vincent Desagnat, Tom Villa, Benjamin Morgaine, Charlotte Gabris**  
L'impertinent humoriste Michaël Youn, qui a animé les matinées de la chaîne de juillet 2000 à mars 2002 avec le fameux «Morning Live», revient ce soir avec ses acolytes Vincent Desagnat et Benjamin Morgaine, et avec les humoristes Tom Villa et Charlotte Gabris, pour offrir des séquences surprises, des sketches, des parodies, des fausses pubs ou encore des chansons.

CANAL+ CINEMA

## 20.50 Blackwood, le pensionnat



**Film fantastique - Etats-Unis - Espagne - 2017**  
**Avec AnnaSophia Robb, Noah Silver, Uma Thurman, Isabelle Fuhrman**  
Katherine Gordy, une adolescente de 17 ans, ne s'est jamais remise de la mort de son père alors qu'elle était enfant. Depuis, la jeune fille multiplie les comportements agressifs et dangereux, amenant sa mère et son nouveau compagnon à l'inscrire à Blackwood, un pensionnat installé en plein cœur d'une forêt isolée.

CANAL+

## 21.05 Vikings



**Série d'action - Canada - Irlande - 2019**  
**Saison 6 - Episode 7/20**  
**- La guerrière des glaces**  
**Avec Alexander Ludwig, Alex Høgh, Kathryn Winnick, Andersen**  
A Kattegat, Bjorn et ses hommes recherchent l'homme qui a agressé Lagertha. Amma met tout en œuvre pour retrouver Hvitserk qui a disparu. Pendant ce temps, à Vestfold, Harald savoure son sacre en recevant tous les chefs de clans venus prêter allégeance au premier souverain de Norvège.

CINE + FRISSE

## 20.50 13 Hours



**Film de guerre - Etats-Unis - 2016**  
**Avec John Krasinski, David Denman, Pablo Schreiber, Toby Stephens**  
En 2012 en Libye, un an après la chute de Mouammar Kadhafi, deux postes diplomatiques américains considérés comme dangereux sont situés à Tripoli et Benghazi. Celui de Benghazi abrite également en toute discrétion un centre de la CIA, chargée de surveiller la circulation d'armes dangereuses.

TF1

## 21.05 Koh-Lanta, l'île des héros



**Présenté par Denis Brogniart**  
Après des premiers jours épiques, l'aventure se poursuit pour les aventuriers aux îles Fidji. Dans chaque camp, la vie s'organise mais les tensions ne sont jamais loin. Pour le jeu de confort, les naufragés de chaque équipe sont attachés à une corde reliée à un élastique. Les Jaunes et les Rouges doivent aller chercher huit témoins plantés dans le sable, positionnés du plus proche au plus lointain.

2

## 21.05 Astrid et Raphaëlle



**Série policière - France - 2019**  
**Saison 1 - Episode 3/8**  
**- Chaînon manquant**  
**Avec Lola Dewaere, Benoît Michel, Sara Mortensen, Meledeen Yacoubi**  
Le cadavre d'une chercheuse est retrouvé au Muséum national d'histoire naturelle. La victime est morte noyée, d'après le médecin légiste... et pourtant, pas une goutte d'eau autour !

3

VENDREDI

6

## 21.05 Les enfants de la musique



**Présenté par Bruno Guillon, André Manoukian**  
Avis aux nostalgiques du twist et du rock'n'roll : Bruno Guillon et André Manoukian proposent de plonger dans le meilleur des années yé-yé lors d'une soirée ponctuée de karaokés, blind-tests, batailles de play-back ou encore de quiz sur les plus grands titres des années 1960. Dans un décor rétro et accompagnés d'un orchestre, Chimène Badi, Philippe Candeloro, Christelle Chollet, Danièle Gilbert...

RTL9

## 20.45 Poséidon



**Film catastrophe - Etats-Unis - 2006**  
**Avec Kurt Russell, Josh Lucas, Emmy Rossum, Andre Braugher**  
Des centaines de passagers se pressent dans la salle de bal du paquebot Poséidon pour fêter la Saint-Sylvestre avec le capitaine Bradford. Soudain, le bâtiment est retourné par une lame de fond. Les hublots volent en éclats, les canalisations se rompent et les lumières s'éteignent.

## 21.05 NCIS : enquêtes spéciales



**Série policière - Etats-Unis - 2019**  
**Saison 17 - Episode 2/24**  
**- Citadelle d'acier**  
**Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Maria Bello**  
Sahar capturée, Gibbs alerte immédiatement Vance qu'une menace terroriste pèse sur plusieurs sénateurs. L'interrogatoire de la jeune femme est un échec, ce qui attise la haine de Ziva à son égard.

CINE + FAMIZ

## 20.50 Le musée des merveilles



**Drame - Etats-Unis - 2017**  
**Avec Millicent Simmonds, Oakes Fegley, Julianne Moore**  
En 1977, Ben, 12 ans, vit avec son cousin chez sa tante depuis la mort de sa mère dans un accident de voiture. L'adolescent, qui n'a jamais rien su sur son père, prend la fuite pour retrouver la trace de l'homme, à New York. En 1927, à Hoboken, dans le New Jersey, Rose, une jeune fille sourde et muette, est fascinée par Lillian Mayhew, une célèbre actrice.

CANAL+

## 23.10 Criminal Squad



**Film policier - Etats-Unis - 2018**  
**Avec Gerard Butler, Pablo Schreiber, 50 Cent, O'Shea Jackson Jr**  
Dans le sud de Los Angeles, au petit matin, des hommes masqués, équipés et lourdement armés, braquent un fourgon blindé, faisant plusieurs victimes, dont des policiers. Alors que Ray Merrimen, le chef du commando, sait que lui et ses hommes seront désormais activement recherchés par la police, l'inspecteur Nick Flanagan et son équipe commencent à enquêter sur les lieux du crime.

CINE + FRISSE

## 20.50 Ant-Man et La Guêpe



**Film fantastique - Etats-Unis - 2018**  
**Avec Paul Rudd, Evangeline Lilly, Michael Douglas, Michelle Pfeiffer**  
Depuis que Scott Lang est parvenu à revenir vivant du royaume quantique, Hank Pym évoque avec sa fille Hope la possibilité de ramener leur épouse et mère, Janet, perdue depuis trente ans dans cet univers microscopique.



HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

On pourrait vous devancer dans une affaire dans laquelle vous vous impliquez si vous ne faites pas preuve de vigilance absolue.



Taureau 21-04 au 21-05

Une relation très importante pourrait se rapprocher insensiblement de vous. Vos sentiments amicaux à son égard évolueront ce qui vous apportera beaucoup de réconfort.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Vos sentiments amicaux à l'égard d'une personne lointaine évolueront favorablement ce qui vous apportera beaucoup de réconfort malgré l'éloignement. Une relation très intense pourrait se nouer assez rapidement.



Cancer 22-06 au 22-07

Le doute pourrait s'immiscer entre vous et une personne qui vous est proche. Votre anxiété vous rend impatient mais vous aurez la chance d'avoir pour vous la clémence de ceux qui vous entourent.



Lion 23-07 au 23-08

Vous retrouverez le bon moral et un grand sourire illuminera votre vie. Vous allez finalement bien vous en sortir. Vous aurez traversé victorieusement une période difficile.



Vierge 24-08 au 23-09

Ce sera la réussite complète si vous savez prendre les choses du bon côté. D'excellents sentiments de compréhension se nouent à votre égard. Soyez dans l'attente d'une heureuse nouvelle qui pourrait bien vous confondre.



Balance 24-09 au 23-10

Vous serez à l'affût d'une proposition intéressante qui pourrait vous enchanter. Vous penserez avoir décroché la timbale si vous pouvez vous en emparer.



Scorpion 24-10 au 22-11

La période n'est pas aux grands épanchements de sentiments. Chacun cherche à observer l'autre et cela n'est pas pour plaire.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous allez faire de beaux projets financiers. Mais vous vous rendez compte que d'énormes difficultés vous empêchent d'obtenir d'une personne que vous tenez en grande estime le consentement pour une prochaine association.



Capricorne 22-12 au 20-01

Soyez confiant car vous aurez la chance que les choses s'arrangent d'elles-mêmes. Si un problème financier survient ou qu'une décision importante soit à prendre, il vous suffira d'être patient, d'avoir confiance et d'attendre que la meilleure solution s'offre à vous.



Verseau 21-01 au 18-02

Vous formulerez des bonnes idées qui mériteraient d'être exploitées. On vous offre une collaboration désintéressée que vous hésitez à accepter.



Poissons 19-02 au 20-03

Votre opinion personnelle sur un sujet sans grand intérêt pourrait choquer votre entourage. Modérez vos passions et réviser votre position intransigente pour éviter un conflit latent.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 7702

PAIRE DE LUNETTES POUR VOIR TRES LOIN, LONGUES-VUES									

FOUILLIS N° 7702

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Mise en boîte.
- Bleu, c'est bleu !
- Adroite à gauche. Télécopie.
- En prend une poignée.
- Fait échec.
- Fit un apport.
- Cravateurs.
- Attirent l'attention. Le p'tit passe au jus. Du folklore !
- Parisien très BCBG.
- Attaque verbale.
- Personnel.
- Est de bon conseil.
- Envolées. Court toujours !
- Porcine, cela va de soie ! Le fait du prince.

Verticalement:

- Limitées en haut lieu.
- En avant la musique ! Pruneau.
- Lettres de Rome.
- Rayons.
- Mince alors !
- Donne de la couleur !
- Sort du cadre.
- Mine défaite.
- Possessif.
- Effets de scène.
- Fait une obsession.
- A la flan. Ballote en noir.
- Eclaircir. A son stand.
- Entraînées.
- Fait pile.
- A notre portée.

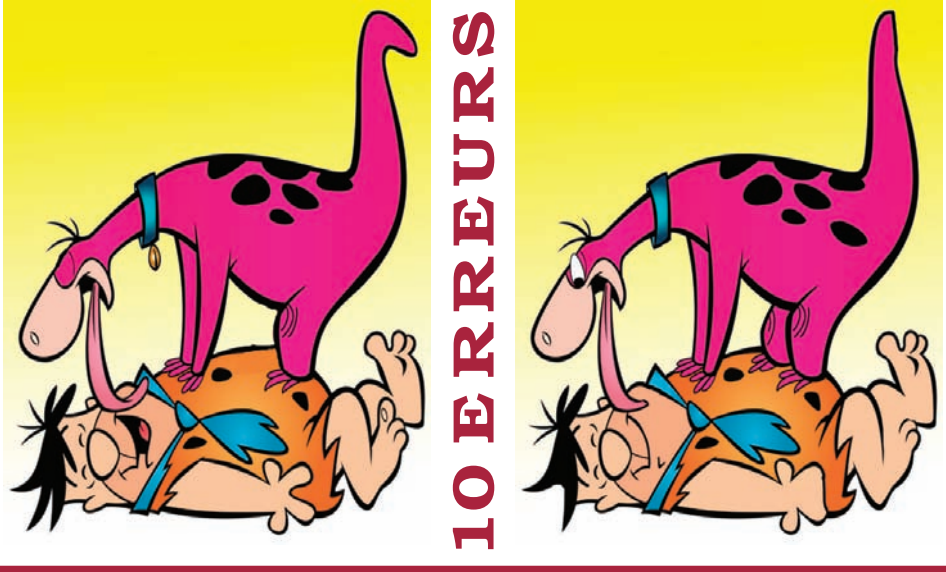
I	M	J	T	N	E	M	E	L	B	U	E	M	A	N
T	N	E	M	E	T	N	O	R	F	F	A	I	I	R
I	T	U	R	R	E	T	U	F	F	A	G	A	U	E
N	N	N	O	O	U	L	N	E	R	U	R	E	T	E
E	A	E	S	S	U	O	T	E	I	R	L	R	U	S
R	T	S	E	R	S	T	H	L	E	F	A	Q	E	E
A	S	S	E	S	E	C	L	T	E	N	E	I	U	S
I	N	E	I	U	O	A	I	L	G	H	N	R	N	I
R	I	R	Q	R	G	L	L	T	O	R	A	R	D	
E	E	U	P	E	I	I	E	O	L	A	D	E	R	R
H	O	P	N	B	T	R	I	O	H	E	V	O	E	A
B	A	D	I	U	E	L	C	C	D	E	I	R	T	T
R	R	S	O	C	B	A	Z	A	R	T	E	A	E	N
E	I	R	T	I	R	E	D	R	A	G	T	R	F	A
V	B	O	B	E	P	R	I	E	R	E	T	U	O	V

AFFRONTEMENT - AFFUTER - AIGUILLAGE - AMEUBLEMENT - BAZAR - BIBLIOTHEQUE - BOUQUET - BROUTILLE - BRULURE - CHARRUE - COLONIE - DEDANS - DROIT - EFFET - ETAT - ETRANGLER - FETER - FLEUR - GARDER - GENDRE - GERER - HERISSON - INSTANT - ITINERAIRE - JEUNESSE - LOTUS - MEROU - OREE - RAPPROCHER - RECTO - REVER - ROSE - SEIN - TERRAIN - VANTARDISE - VISIBILITE - VOUTE.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er est un oiseau voleur.  
- Mon 2e vagabonde.  
Mon tout, c'est un caillou.

1	U	2	L	3	C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			
6	7	8	2	10	11	8	1	7	14						
7	8	12		9	7	2	5	4	7						
3		1	11	9		5		13							
5	8	9	7	7	7	14		9	13						
2		16	10	14	14		16	5	10						
3	9	5	16	15	7		7	13	14						
10	12	11		12		13	9	7	14						
17		6		11	12	13	7	9	5						
10		10	14	14	1		9	9							
3	5	14	14	5		9		7	6						
5		7	16	18	9	5	14	14	7						
13	5	14		2	5	3	7	13	14						
10	1		9	7	19	7	1	9	14						
12	13		12		7		2	7	1						
11	12	1	10	2	2	7	14		14						

CODÉS N° 7702



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7701

C	O	N	T	I	N	E	N	T	S
E	T	O	U	P	E	S	U	E	
S	I	T	O	T	E	R	C		
S	T	E	M	M		B	O	B	O
A	E	B	E	E	S	S	O	N	
T	S		G	E	U	L	E	D	
I	C	S	A	N	I	E	R	A	
O	C	A	R	I	N	A		I	
N	O	R	D		E	S	T	E	R
S	A	L	E	N	T		A	N	E

SUDOKU N°701

8	9	4	3	2	1	7	6	5
6	2	5	4	9	7	8	1	3
3	7	1	8	5	6	9	4	2
5	4	8	9	1	3	6	2	7
1	3	2	7	6	5	4	8	9
7	6	9	2	4	8	3	5	1
2	8	6	5	3	9	1	7	4
4	1	3	6	7	2	5	9	8
9	5	7	1	8	4	2	3	6

FLECHES N°7701

C	A	R	T	A	B	L	E
A	P	A	R	T	O	U	T
I	C	O	Q	U	E	S	E
U	C	O	Q	U	E	S	E
L	U	E	O	S	E	N	T
E	S	A	I	N	E	R	
U	N	E	O	I	N	T	A
R	O	I	N	T	A	C	T
N	U	L	S		S	U	

FOUILLIS N° 7701

GARCON (Gare - Son)

CODÉS N° 7701

1	C	2	O	3	M	4	N	5	R	6	E
7	S	8	T	9	A	10	I	11	P	12	H
13	K	14	L	15	V	16	U	17	G	18	D
19	20	21	22	23	24						
25	26										

SUDOKU N° 702

				3			1	
		3	6				8	
9		4		5		2		
8		9				4		
	7	3	8		2		5	
				9			3	8
		8	2	4		3	7	
		7	1	6		9		2
		5					4	



## Coronavirus : plus de 8.000 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a tué plus de 8.000 personnes dans le monde, selon un comptage réalisé par l'AFP à partir de données officielles. Mercredi à 12H00 GMT, 8.092 décès ont été recensés, la majorité en Europe (3.422) et en Asie (3.384), foyer initial de la contagion. Avec 684 nouveaux morts ces dernières 24 heures pour un total de 78.766 cas, l'Europe est le continent où la pandémie progresse le plus rapidement. L'Europe a dépassé mercredi l'Asie en nombre de décès dus au coronavirus. Mercredi, l'Europe recensait au moins 3.421 morts, soit plus qu'en Asie (3.384) où la Chine est le berceau de la pandémie.

L'Italie, pays européen le plus touché, enregistrait 2.503 morts. Des millions de personnes sont placées en confinement général en Europe, dorénavant l'épicentre de la pandémie selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Union européenne a fermé mardi ses frontières extérieures pour trente jours afin de lutter contre la propagation du coronavirus.

## Appels à une «trêve humanitaire» en Libye

L'ONU ainsi que plusieurs pays arabes et occidentaux ont appelé mardi les parties en conflit en Libye à une trêve humanitaire afin de permettre aux autorités sanitaires de mieux lutter contre le nouveau coronavirus. Les autorités sanitaires affirment toujours n'avoir détecté aucun cas de contamination dans le pays, divisé et en proie au chaos depuis des années.

Deux autorités se disputent le pouvoir en Libye: le Gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli, et un gouvernement parallèle dans l'Est contrôlé par Khalifa Haftar. Une trêve fragile avait été décrétée le 12 janvier, mais des combats opposent régulièrement les deux camps qui s'accusent mutuellement de violations. Dans un communiqué conjoint, les ambassades d'Algérie, de France, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ainsi que la délégation de l'Union européenne en Libye, et les gouvernements tunisien et émirati, ont appelé à une "trêve humanitaire". Ils ont appelé "toutes les parties en conflit en Libye à déclarer la cessation immédiate des hostilités (...) afin de permettre aux autorités locales de répondre au défi de santé publique sans précédent posé par le Covid-19".

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## SNTF : la circulation des trains de grandes lignes réduite à compter du vendredi



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé hier la réduction de la circulation des trains de grandes lignes et ce à compter du vendredi 20 mars, comme mesure de prévention du Coronavirus. "Dans le cadre des mesures de protection et des procédures en matière d'hygiène pour la prévention contre la pandémie du Coronavirus et aussi pour veiller à la sécurité de nos voyageurs,

la SNTF informe son aimable clientèle de la réduction des circulations des trains de grandes lignes à compter du vendredi 20 mars 2020", a précisé un communiqué de la SNTF.

Cette réduction concerne les relations aller-retour entre Alger et Oran (10h00-10h00) et Alger-Béjaïa (7h00 -15h00). Pour ce qui est des trains couchettes, la réduction de la circulation concerne les liaisons Alger-Touggourt, Alger-Anna-

ba, et Oran-Béchar, note la même source. S'agissant du train liant Alger à Tébessa, la réduction de la circulation sera effective à compter du samedi 21 mars courant. "Cette mesure (réduction des circulations des trains de grandes lignes) est valable jusqu'à nouvelle ordre", a fait savoir la SNTF invitant sa clientèle à se rapprocher auprès de ses services au niveau des gares concernées pour plus d'informations.

## Pétrole : le Brent en dessous de 28 dollars



Les cours du pétrole poursuivaient leur baisse mercredi, le baril de Brent descendant en dessous de 28 dollars, pour la première fois depuis 2016, pris en étau entre une offre débordante et une demande mondiale sapée par la pandémie de coronavirus. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 27,88 dollars à Londres,

en baisse de 2,96%. Le baril de WTI pour livraison en avril valait 25,55 dollars, en recul de 5,19% par rapport à la clôture de mardi, peu après avoir touché 25,08 dollars.

Les cours du pétrole ont chuté de près de 50% depuis janvier. La pandémie de coronavirus et les mesures drastiques mises en place partout dans le monde pour contrer son avan-

cée pénalisent fortement la demande en or noir, dans un contexte de guerre des prix entre Ryad et Moscou après l'échec de leurs négociations début mars lors de la dernière réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés. "La pression à la baisse devrait se poursuivre jusqu'à ce que l'Arabie Saoudite et la Russie redeviennent raisonnables", a estimé de son côté Carsten Fritsch, de Commerzbank. "Ce qui n'est certainement pas le cas à l'heure actuelle", a-t-il ajouté. Mardi, Ryad a annoncé vouloir accroître ses exportations de pétrole à plus de 10 millions de barils par jour, exerçant une pression supplémentaire sur les cours. Mais tous les pays ne sont pas armés pour tenir une longue période à ce niveau de prix bas, des craintes partagées lundi par les responsables de l'Agence internationale de l'Energie et de l'Opep dans un rare communiqué commun.

## L'Arabie saoudite ferme la plupart des mosquées



L'Arabie saoudite a fermé provisoirement les mosquées à travers le pays à part les deux plus saintes à la Mecque et Médine, dans un souci de contenir la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué mardi l'agence officielle SPA. Les mosquées continueront à lancer les appels à la prière cinq fois par jour mais garderont leurs portes fermées, a indiqué l'agence. Cette décision ne touche toutefois pas la Grande mosquée à la Mecque, premier lieu saint de l'islam, et la mosquée du Prophète à Médine, selon la même source.

En Arabie saoudite, 171 cas de contamination au Covid-19 ont été enregistrés jusque-là. Le royaume a déjà fermé cinémas, centres commerciaux et restaurants, suspendu les vols ainsi que la Omra. En Jordanie, où 36 cas de contamination ont été recensés, les autorités ont renforcé les mesures de précaution, en demandant à la population "de ne pas sortir de chez elle qu'en cas de force majeure" et en suspendant les transports publics. Seuls les supermarchés, les boulangeries et les pharmacies restent désormais ouverts. L'armée a été déployée pour faire appliquer les mesures.

## Tunisie : couvre-feu décrété de 18h à six heures



Le président tunisien Kais Saïed a annoncé mardi soir un couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin afin de limiter la propagation du nouveau coronavirus. Les forces de sécurité ont reçu l'ordre de patrouiller le territoire à partir de mercredi, a indiqué M. Saïed dans son premier discours à la nation depuis l'identification du premier malade en Tunisie le 2 mars.

Depuis, 24 malades ont été identifiés, en majorité venus de France et Italie, et aucun décès n'a été officiellement répertorié. M. Saïed a demandé aux Tunisiens de respecter les consignes, après l'annonce ces derniers jours de la fermeture des écoles, mosquées, hammams, tribunaux, et de l'interdiction des fêtes et événements sportifs. Les cafés et restaurants ferment à 16 heures depuis quelques jours, et depuis les rues sont peu fréquentées le soir. Les frontières terrestres, maritimes et aériennes sont fermées à partir de mercredi et jusqu'au 4 avril au moins, à l'exception de transports commerciaux et de vols spéciaux pour ramener les milliers de touristes et voyageurs bloqués dans le pays. "L'Etat tunisien demande aux institutions internationales de se montrer compréhensives", a déclaré M. Saïed, soulignant les conséquences économiques dramatiques de la crise sanitaire en cours.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### TRAVESTISSEMENT

Il est de l'ordre de l'impensable et de l'incroyable qu'un responsable aussi haut qu'il soit placé puisse être aussi vorace que celui qui fait face aujourd'hui à la justice. Plus de soixante terrains et biens immobiliers mis sous sa cape et celle de ses enfants pour témoigner d'une monstrueuse cupidité pour finalement anéantir et désintégrer sa famille entière.

L'affaire Hamel doit être laissée entre les mains des juges et de la destinée bien que l'on entrevoie déjà le sort et le futur des tentacules qu'elle a dévoilés. Mais un arrêt sur image d'un jugement aussi particulier incline la conscience commune à se demander s'il n'y a pas un autre procès dans le procès pour décortiquer les méfaits spectaculaires d'une tordue gouvernance qui était en passe d'envoyer au pi-

lon un peuple et un pays. Il serait naïf d'aller se perdre dans la recherche de bas griefs politiques ou de la quelconque approche d'un règlement de compte dont seraient victimes l'ancien premier policier national avec sa famille et les anciens seigneurs qui l'accompagnent dans ses déboires.

Tous ont affirmé, pour se défendre devant la justice, avoir été conformes à la loi. Insinuant clairement que leurs maladresses leur avaient été permises par cette même loi. Mais cet argument à priori seulement et aussi censé être recevable pose l'énorme problème de la recevabilité de la loi. Celle-ci de par sa définition n'a de raison et de bien-fondé que quand les justiciables sont

sur le même pied d'égalité. Or on se rend compte à travers tous les grands dossiers de rapine traités aujourd'hui que la loi a revêtu un esprit d'une roubardise colossale pour être au service exclusif de ceux qui l'ont initiée. Il en a été ainsi depuis l'indépendance quand la minorité qui détenait la force avait décidé que les richesses du pays étaient un butin de guerre. Les facilités et les dérogations accordées au nom d'une légalité sans faille ont été d'une pluralité féroce pour autoriser une puisée aveugle d'avantages et de biens indus.

L'ex-important policier et ses compères n'avaient pas eu besoin de déguisement pour se présenter à la justice parce que dans leur gourmandise ils disposaient d'un travestissement légal pour une main basse sur des biens qui ne leur appartenaient pas.